

AP 317

# défense de Occident

MICHIGAN  
P.M.

Maurice BARDECHE :

Sur la route du progrès

●

Per ENGDAHL :

Echapper à l'univers technocratique (II)

●

Agostino E. CARRINO :

L'Eglise rouge en Italie

●

F.-H. LEM :

Le malaise fondamental

●

Pierre FONTAINE :

Publicité et indépendance de la presse

●

La réforme de l'enseignement

# Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

17, rue Bréa - Paris (6<sup>e</sup>) - B.P. 16.06

## NOUVEAUTÉS

François DUPRAT. — Histoire des SS .....	27,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev .....	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme? .....	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe .....	15,00

## ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes .....	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60 .....	7,50
Chénier .....	6,00
Les Quatre Jeudis .....	20,00
Domrémy .....	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945) .....	12,00

## ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann .....	18,00
Le Drame des Juifs Européens .....	18,00

## ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien .....	12,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts .....	12,00
U.R.S.S.-U.S.A. ....	12,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine ....	12,00
Enquêtes noires .....	12,00
Les Secrets du Pétrole .....	12,00
L'Aventure du Pétrole Français .....	18,00

## ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac .....	7,50
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit) .....	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs .....	12,00
Les Temps Modernes .....	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb .....	9,00
Qu'est-ce que le fascisme? .....	12,00
Une lecture de Balzac .....	24,00

## COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse .....	7,50
La Question noire aux U.S.A. ....	7,50
Crimes de Guerre des Alliés .....	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique .....	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences .....	7,50
Les Nouveaux Communistes .....	7,50
Le Rideau de fer bouge .....	7,50
La Comédie de la Révolution .....	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »

Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris

Mauri  
Per I  
tiqu  
Agosti  
Jean  
F.-H.  
Pierre  
pres  
CHRO  
REVU  
TIO  
colo  
occid  
seil  
LES L  
dach  
S. F  
tin e  
Poul  
DOCUI  
13, rue

# Défense de l'Occident

Nouvelle série — 16<sup>e</sup> année

Novembre 1968 — N° 76

## SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : *Sur la route du progrès* .... 3

Per ENGDAHL : *Echapper à l'univers technocratique (II)* ..... 16

Agostino CARRINO : *L'Eglise rouge en Italie* ..... 33

Jean ARELATE : *Pologne 1968* ..... 46

F.-H. LEM : *Le malaise fondamental* ..... 55

Pierre FONTAINE : *Publicité et indépendance de la presse* ..... 62

### CHRONIQUES :

REVUE DE LA PRESSE D'OPPOSITION INTERNATIONALE : *Le Christ était-il juif? ; La Grèce des colonels ; Représentativité syndicale ; Le progressif occidental ; L'essence ; Robert Brasillach ; Le conseil œcuménique d'Upsala ; Presse bretonne* ..... 74

LES LIVRES DU MOIS : Alain Decaux ; Gilbert Handache ; Pierre Gascar ; Daniel Cornu ; W. Bullit et S. Freud ; R. Rostagny ; A. Kourouma ; R. Laurentin et G. Fau-Georges ; Cottier et J. Girardi ; Robert Poulet ; R. Paris ; R. Tavernier ; P. Laffont ..... 85

DOCUMENTS : *La Réforme de l'enseignement* .... 94

---

13, rue des Montibœufs - PARIS (20<sup>e</sup>) - CCP 65.35.65 Paris

# BULLETIN D'ABONNEMENT

---

Veillez m'inscrire pour un abonnement de  
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

**NOM :** .....

**PRENOM :** .....

**ADRESSE :** .....

.....

**Signature :**

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

Le  
Mauri  
  
Le  
séparé  
gisme  
et des  
formis  
nous  
qu'ils  
illustre  
ment  
blés se  
il se t  
mêmes  
res de  
travail,  
parés  
vacanc  
ture et  
dans le  
mées e  
une he  
bruit d  
quelle  
Suisses  
Ce p  
gnée de

## Sur la Route du Progrès

*Le présent article est extrait d'un essai politique de Maurice Bardèche, que l'auteur termine actuellement.*

Le monde moral et le monde matériel ne sont pas séparés, comme on le croit, ils se correspondent. Le dirigisme moral qui aboutit à l'uniformisation des cervelles et des volontés se reflète sur le plan matériel dans l'uniformisation des vies et des désirs. Ces hommes dont nous avons obtenu qu'ils regardent la même télévision, qu'ils écoutent la même radio, qu'ils lisent les mêmes illustrés et qu'ils admirent les mêmes livres officiellement recommandés et qui sont ainsi courbés comme les blés sous le même vent qui les fait ondoyer et frémir, il se trouve aussi qu'ils ont le même appartement et les mêmes meubles dans ces appartements, les mêmes heures de travail et les mêmes trajets pour se rendre à ce travail, la même nourriture dans des sachets tout préparés qu'ils prennent au même moment, les mêmes vacances et les mêmes rêves de vacances, la même voiture et le même rêve de voiture. A minuit quarante-cinq dans les villes de Suisse, toutes les fenêtres sont allumées et s'éteignent en même temps : entre une heure et une heure quinze, elles se rallument et l'on entend un bruit de chasse d'eau. Telle est l'image de notre vie à laquelle quinze jours de vacances apportent comme aux Suisses le calme et le silence pour le reste du temps.

Ce procès contre le monde moderne, on l'a fait vingt fois et vingt fois on l'a fait vainement.

fois depuis quarante ans et il a rapporté d'honnêtes prébendes à quelques notaires de la littérature. Mais on n'a jamais eu le courage d'en chercher la cause. On a accusé les machines, le capitalisme, le gigantisme, et l'on s'est pieusement réfugié dans le domaine cotonneux des mots. On a fait tourner de jolis moulinets de celluloid pour « exiger » le progrès social, le respect de la personne humaine, l'aide aux peuples sous-développés, orviétans qui sont de bonne vente et qui rapportent des décorations aux herboristes qui les proposent. Mais on n'a jamais osé dire qu'il y a des techniciens parfaitement conscients du monde moderne et que l'objectif de ces techniciens, sous un régime ou sous un autre, sous un nom ou sous un autre, est une sorte de résurrection bénigne de l'esclavage. Tout se tient : c'est pour cela qu'on a besoin de bœufs, ils portent le joug docilement.

L'administration et les technocrates, moins hypocrites que les académiciens, nous appellent honnêtement des *assujettis*. On conçoit que dans le monde des assujettis, il ne soit pas question de vertus mais de « normes ». On n'y supporte pas ce qui surprend et ne rentre pas dans la *prospective* : la machine électronique doit pouvoir tout calculer. Ce que la machine électronique ne comprend pas, ce qui ne peut pas s'exprimer par de petits trous sur des cartes, est précisément ce qu'il faut éliminer *dans l'intérêt général*. Toutes les existences doivent rentrer dans des catégories connues et analogues qui débouchent les unes sur les autres. Ce qu'il y a d'irréductiblement personnel est un « facteur d'incertitude ». Le « beau idéal » du monde moderne est une collection de salariés emboîtés selon leur compétence. Point de garde-chiourmes, point de contraintes, de vilaines manières. Une technique de l'« orientation » et du « dégagement » maintient chacun dans la voie qui lui est tracée : c'est la « dissuasion » qui « incite » à l'autodiscipline. Outre l'avantage qu'il y a à pouvoir passer ainsi sans difficultés de l'orange au rouge, c'est-à-dire de la démocratie contrôlée à la démocratie populaire, on conçoit qu'il est toujours agréable, en toute espèce de république, d'avoir à faire à des assujettis.

Je r  
sons g  
d'aller  
saloon  
tier li  
liberté  
qui no

Il n  
notre  
La des  
fait, ce  
place  
les loi  
privée  
de pro  
non, il  
les fait  
puisque  
pour b  
teurs e  
et réta  
moyens

La d  
de l'arg  
à celui  
têtes le  
comme  
logique  
ratifs a  
les imp  
marcho  
fleuve  
le bate  
des exp  
taire, le  
cissent  
ments.  
qui tou  
gardent

Je ne suis pas sûr que les différences dont nous faisons grand cas soient autre chose que des permissions d'aller à la ville. Les ilotes de tous les pays ont des saloons où ils cassent tout quand on leur donne quartier libre. Nous avons nos illusions comme eux. Nos libertés ne sont que les chaînes plus ou moins longues qui nous attachent à la niche.

Il n'est pas difficile de reconstituer le mécanisme de notre esclavage qu'il suffit d'indiquer à grands traits. La destruction des élites ne laisse qu'une hiérarchie de fait, celle de la puissance financière. Le *marchand* remplace toutes les aristocraties : c'est pour lui qu'on fait les lois, c'est pour lui qu'on gouverne. La loi, dès lors privée de tout support moral, n'est plus qu'un système de protection des contrats. Que ceux-ci soient léonins ou non, ils sont la règle suprême et l'Etat a pour mission de les faire respecter. D'où la perte de toute liberté réelle, puisqu'il n'y a plus de *princes* au-dessus des contrats pour briser la puissance du riche, atteindre les exploiters et les habiles derrière les gabions de la procédure et rétablir la justice que les plus forts ont toujours les moyens de bafouer dans une discussion inégale.

La disparition de toute hiérarchie supérieure à celle de l'argent et, par conséquent, de tout pouvoir supérieur à celui de l'argent fait peser de tout leur poids sur nos têtes les *nécessités de l'économie*. Celles-ci se développent comme une logique propre qui tend à devenir la seule logique de notre monde. Elle étend sur nous ses impératifs auxquels nous sommes en réalité étrangers et nous les impose comme les lois de notre propre vie. Nous marchons comme des forçats sur les berges du beau fleuve *Vendre-Vendre-Vendre* le long duquel nous halons le bateau des prêteurs. Les yeux fixés sur la *balance des exportations*, sur le *cadran de la circulation monétaire*, les ingénieurs ajustent et généralement raccourcissent la longe qui nous permet nos propres mouvements. Au-dessus d'eux, point de princes, point de fouets qui tournoient. Ils calculent, pilotent, répartissent. Ils gardent pour eux quelques rares clous d'or et nous dis-

tribuent des billes d'agate que nous appelons nos joies et nos libertés.

Et qu'avons-nous à faire de *vendre*? Pourquoi est-ce notre prospérité, notre fierté et finalement notre vie? Quel décret du ciel a décidé que le bonheur des hommes serait inscrit à jamais dans les registres des marchands? Que signifient notre fureur et notre angoisse, sinon notre impuissance à dominer notre temps? Nous créons par notre propagande des besoins insensés et inutiles, puis nous sommes les prisonniers de ces cataractes de cupidité que nous avons déchaînées. Nous devenons des forçats pour nous assurer le superflu. Et nous perdons notre vie, notre vie brève et unique, à courir après les fausses images de la vie que nous nous sommes stupidement forgées. Nos journaux sont envahis par nos terreurs et par nos plaintes. Des fantômes qu'on appelle la monnaie, le crédit, l'exportation, peuplent nos nuits. Qui nous dira donc un jour qu'ils ne sont rien? Qu'est-ce qu'une tragédie qu'un seul homme peut dissiper en signant un édit? Si nous gardions les pieds sur la terre, nous saurions que l'essentiel est d'être forts et résolus. Vendre n'est qu'un accessoire dont on peut toujours s'affranchir en refusant d'acheter. De toutes manières, ce n'est rien. La vraie richesse et la vraie force sont ailleurs. Et aussi la vraie liberté. Car la liberté commence là où les hommes sont entre eux et non lorsqu'ils sont vendeurs dans des souks.

\*\*

Nous ne pouvons pas empêcher que le siècle dans lequel nous vivons soit peuplé d'usines et de bureaux. Mais il nous appartient de mettre au-dessus de tout les conditions de vie que nous faisons aux hommes. Nous n'arrêterons pas le fleuve qui, chaque matin, coule vers les entrepôts de viande humaine. Mais nous pouvons le rendre moins morne. Nous pouvons surtout ne pas l'aggraver en ajoutant ou en laissant ajouter l'abrutissement collectif et la dépersonnalisation aux modes de vie que nous impose la production massive.

A  
satio  
le lo  
conve  
vaut  
distr  
à pe  
singu  
des  
consi  
ve pa  
dore  
jours  
dans  
de p  
ciens  
jours  
tamn  
pre à  
Ma  
ses. I  
origi  
prix  
me u  
vous  
des  
vous  
votre  
parti  
possi  
truit  
tique  
seil  
congr  
plus  
pays  
nomi  
mais



A cet endroit, de bons apôtres nous proposent *l'organisation des loisirs*. Ce vocabulaire est un aveu naïf. Car le loisir est affaire de choix et de caprices. Si l'on nous convoque à la gamelle, cette réjouissance collective ne vaut pas mieux que le travail. Et la culture aussi ne se distribue pas en sachets et rations, mais se déguste à petits coups, quand on en a envie. Ces propositions singulières nous dévoilent l'inconsciente cruauté mentale des temps modernes. L'aliénation de la personnalité est considérée comme une chose si naturelle qu'on ne trouve pas d'autre solution pour nos maigres joies : on nous dore seulement la pilule. Et encore n'en prend-on pas toujours seulement la peine. Les hideux rateliers collectifs dans lesquels on nous entasse pour la nuit témoignent de peu d'égards. Ils sont *fonctionnels*, disent les techniciens. *Fonctionnel* est un mot sublime qui signifie toujours que vous ne comptez pas et que vous pouvez constamment être remplacé par la même unité humaine propre à remplir les mêmes fonctions.

Mais ce mot sublime indique assez une partie des causes. La cruauté et la laideur du monde moderne ont pour origine le propos bien établi de fabriquer au plus bas prix possible. *Fonctionnel* signifie qu'on vous traite comme un objet parmi d'autres, mais aussi que l'objet que vous êtes pose des problèmes qu'on doit résoudre par des solutions simples et économique. La cupidité, qui vous prive subrepticement de la plus grande partie de votre vie, s'arrange aussi pour rendre écœurante la petite partie dont vous disposez. Nous n'avons même pas la possibilité de nous consoler avec les pays qui ont détruit chez eux le capitalisme privé. L'administration étatique est un monstre au cœur aussi sec que le pire conseil d'actionnaires, elle vous réduit encore à la portion congrue du *fonctionnel*, elle en a même le culte : et de plus elle est brouillonne et stérile. L'administration des pays communistes a élevé un très beau monument à l'économie libérale qui a autant de sensibilité qu'un usurier, mais qui, du moins, est efficace.

Il y a dans la vie moderne une autre source de cruauté, beaucoup plus raffinée et perverse, et dérivant, elle aussi, du climat de mercantilisme. C'est l'invasion permanente et la cohabitation forcée de la publicité.

L'Etat français ne tolère pas qu'on vende des allumettes. Il s'est aussi réservé la vente des cigares et du tabac. Il nous fournit l'eau, le gaz, l'électricité et confisque en somme la distribution de tous les produits et services qui naissent de nos besoins : nous sommes, dès notre naissance, une chasse gardée. Mais notre esprit, lui, est une garenne où chacun peut poser ses pièges. Il est livré comme un terrain vague à l'exploitation du plus audacieux. On y plante des tentes, on y élève des baraques, on y mène toutes les parades, c'est la Foire du Trône de notre premier à notre dernier jour. Nos lois punissent le gaillard un peu pressé qui trousse quelque maritorne sur le bord d'un fossé, mais le viol des consciences est permis à toutes les heures. Ce ne serait rien si c'était seulement une chienlit. Mais c'est une obsession perpétuelle, un empoisonnement savant et continu. Il ne suffit pas de regarder couler le beau fleuve *Vendre-Vendre-Vendre*, on nous entonne des litres de son eau immonde comme autrefois à ceux qui subissaient la question. Cet empoisonnement altère tout : notre jugement, notre volonté, le témoignage de nos sens, il nous impose des idoles, il nous fabrique des vérités, il change notre sang comme si nous subissions une transfusion continue. Et en même temps il agit comme une drogue : il nous excite, il nous obsède, il nous laboure et fait germer en nous des désirs, des idées fixes, plantes étrangères qui croissent comme une ivraie, étouffent tout en nous et nous imposent leur sale présence. Et nous ne sommes plus que cette immondice même qu'ils ont mis en nous, nous ne sommes plus que ces désirs imbéciles, tous parallèles et mis en botte pour former cette belle chose qu'on appelle un *chiffre d'affaires*. Les vampires bourdonnent autour de nous à toute heure, et nous sommes sans force contre eux, nous sommes hypnotisés par ce bourdonnement même. Il font de nous des fous, des pervers, ils nous soutirent notre sève et notre vie : toutes

ces belles choses, rien qu'une petite mensualité, rien qu'une petite signature et *vous emportez, vous emportez*. Le souffle ignoble de Shylok sur chacun de nous. Tout est protégé, notre champ, notre compte en banque, notre sacro-sainte voiture, mais notre âme est une baraque ouverte à tous les vents dans laquelle chacun peut camper. Ce que l'église appelait notre *for intérieur*, ce domaine réservé dont elle s'interdisait l'accès, dont Dieu seul était le témoin et le juge, c'est cela qu'on livre à l'encan. Au seul profit du show-boat qui descend le beau fleuve *Vendre-Vendre-Vendre*, éclairé comme un tramway et bruyant comme une kermesse.

Ce « viol des consciences », quand il est fait au profit de la politique, inspire des phrases indignées aux professionnels de la « chose littéraire ». Est-il vraiment plus innocent quand il a pour résultat notre abrutissement ? N'est-ce pas de toute manière notre personnalité même qui est détremmée, essorée, stérilisée, puis remplie d'un produit adapté soit à la société de consommation soit à la société communiste ? Je me moque bien de la raison que donne l'arracheur de dents chargé de l'extraction de mon âme. Je vois que je n'ai plus le droit d'être moi, voilà tout.

Si je les voyais heureux... Je ne puis écrire cette phrase sans rêver. Les voyageurs qui reviennent de Chine disent que les jeunes Chinois ont un air heureux. Le lavage de cerveau rend béat. On leur injecte cela aussi. Cela fait partie du traitement. Mais nous ? *Cela fait partie du traitement aussi*. On vend l'euphorie comme le reste. Et ces hommes que je plains de la vie que le monde moderne leur fait, ils s'en plaignent, certes, pour une part, mais ils contemplent avec une évidente satisfaction ces belles choses qu'on leur a dit d'acheter et qu'ils ont achetées en effet avec une petite mensualité, une petite signature. La machine à laver, la « télé », la « voiture », pleurant d'un œil et riant de l'autre et ne sachant pas très bien si la vie est merveilleuse parce qu'on est vendredi soir ou si elle est un morne esclavage parce qu'on est lundi matin.



Si vous aimez les carottes, n'allez pas en Amérique. La carotte y est introuvable sous la forme que le ciel lui a donnée. On la trouve congelée, en poudre, en pilule. Entre la carotte et vous il y a une demi-douzaine d'industriels. La salade, les endives, le poisson frais, ont aussi complètement disparu, et aussi l'honnête lait qu'on donnait jadis aux petits enfants. Comme elle était capiteuse l'odeur des épicereries d'autrefois ! On plongeait les bras dans les pois cassés et les lentilles, le parfum de l'huile de noix réjouissait le cœur. Ces braves nourritures sentaient bon comme une étable. Dans les fermes, au-dessus de la cheminée, les miches de pain blanches de farine mesuraient le mois commencé. Et le seau qu'on remonte du puits plein d'eau fraîche et dans lequel on se plonge la tête en riant ! Mais ils sont comme moi, les hommes de notre temps, ils ont des souvenirs. Ils ont des yeux et ils verront, ils ont des narines et ils sentiront. L'animal tressaille en eux dès qu'ils voient la prairie. Ils sont chez eux dans chaque village. Et ils se souviennent sous leur licou de leurs courses de poulain. Et les voix qui protestent s'entendent de partout.

La plupart des protestataires se contentent toutefois d'illusions. Ils broutent dans leur coin des *ersatz* d'indépendance et regardent avec admiration quelque héros qui représente ce qu'ils voudraient être. Par exemple, ils passent leurs vacances sous une tente ou dans une caravane et les plus audacieux couchent dans les bois et font du feu entre les pierres. Beaucoup se bornent à lire avec enthousiasme la page sportive des journaux, ils épinglent au-dessus de leur lit l'image d'un champion cycliste. Les *westerns* ou la lecture de *Tintin*, leur principale nourriture intellectuelle, leur versent un breuvage plus capiteux. Ils trouvent dans ces aventures l'image du juste qu'ils voudraient être. Comme dans *Corneille*, le Cid Campeador décime les Indiens Comanches et épouse la fille du Shériff qui l'avait arrêté autrefois. L'air est pur, la route est large et les *rangers* sont de beaux mousquetaires. Engagez-vous dans l'infanterie de marine. Au bout de l'héroïsme, on trouve Déroulède qui est aussi rassurant que Camus : car un uniforme de sergent de

zou  
mis  
qu  
plus  
Leu  
rua  
de  
qua  
ma.  
lus  
dess  
No  
proc  
quel  
vive  
héro  
leurs  
ment  
Hall  
Ils  
Ils  
l'adm  
mot  
nière  
pas  
les  
Leur  
les  
ne  
nesse  
ne  
aussi  
en  
qu'ils  
Cet  
leur  
disent  
rieux,  
hypoc  
sépar

zouave permet d'être à la fois chevaleresque et conformiste. Qu'il est doux de se faire tuer sans savoir pourquoi ! Cette paix de l'âme n'est pas accordée aux esprits plus exigeants qui se nourrissent des films de gangsters. Leurs beaux héros finissent toujours mal. Mais quelles ruades ! Enfin des mâles qui ne nous font pas le coup de *l'homme de bonne volonté* ! On boit de la révolte à quarante-cinq degrés avec délices. C'est toujours du cinéma. Mais Corneille, est-ce qu'il fait de nous des Régulus ? Notre culture n'est toujours qu'un rêve qui nous dessine les images de ce que nous voudrions être.

Nous prenons des figures de maître d'école pour reprocher à nos adolescents leurs instincts pervers. Mais quelle autre image de l'énergie leur donnons-nous ? Ils vivent de contrefaçons. Le gangster est la contrefaçon du héros. Mais il en est bien d'autres. Ceux qu'ils appellent leurs idoles ne sont souvent que des chevaux qu'ils aiment à voir se rouler furieusement sur le sable. Johnny Halliday est une « bête » et ils se grisent de sa fureur. Ils communient dans sa fureur qui devient collective. Ils cassent tout parce que l'animal se réveille en eux par l'admiration et la contagion. Ils se « défoulent ». Autre mot admirable de notre vocabulaire. Le « bête » prisonnière hurle dans sa cage. Ce qu'ils brisent ce ne sont pas des chaises, mais les barrières dans lesquelles nous les enfermons. Ils étouffent. Ils crient qu'ils veulent vivre. Leur jeunesse écume à leurs lèvres. Nous, gendarmes, les regardons avec répréhension. Et nous feignons de ne pas comprendre que l'emploi qu'ils font de leur jeunesse et de leur animalité est mauvais parce que nous ne leur en proposons aucun qui soit bon. Ils rêveraient aussi bien de *samouraï* si nous étions capables de leur en montrer. Ce qu'ils aiment, c'est l'être indompté et fort qu'ils ne sont pas. Que nous ne voulons pas qu'ils soient.

Cette « graine de violence » qui est en eux, c'est ce qui leur reste de l'héritage des hommes. Doucement, leur disent les prêtres, doucement, leur disent les gens sérieux, et chacun présente sa muselière. Ils rejettent notre hypocrisie comme ils rejettent nos fables. Et ils sont séparés de nous, race étrangère, bandes insoumises de

jeunes loups, anges noirs de la fureur de vivre sur leurs motos de conquérants. Autrefois, ils sautaient sur le cheval qu'ils trouvaient dans un pré. Aujourd'hui ils volent une auto pour un soir. C'est le même geste. Nous nous essouffons à courir après eux, garde-champêtres poussifs de la morale. C'est sans espoir. Ils ne sont pas immoraux. C'est bien pire. Ils ne veulent pas du monde que nous leur préparons. Ils n'ont pas envie de voguer avec nous sur le beau fleuve *Vendre-Vendre-Vendre*. Ils ne veulent pas être les bateliers de la Volga.

D'autres sourient comme les enfants nègres et jouent de la flûte au pied des cocotiers. Ceux-là ne sentent même plus l'animal en eux. Ils sont paresseux et indifférents comme des nénuphars. Ils refusent avec un doux entêtement. Un entêtement plus profond peut-être que celui de ces jeunes taureaux qu'on peut toujours espérer conduire par quelques barrières adroites vers le foirail. Ils disent *non* avec des fleurs.



Ainsi se trouve mise en relief une des caractéristiques du *développement* dans les sociétés modernes : ce sont des sociétés qui aspirent toutes à soumettre, mais selon des modes et des perspectives qui leur sont propres. Pour les unes, les sociétés du type collectiviste, cette soumission est fondée sur la contrainte, la dite contrainte étant justifiée par le degré de perfection que la justice sociale est censée avoir atteint. Pour les autres, les sociétés du type libéral, cette soumission est censée être « consentie », elle a pour moteur l'intérêt personnel, on l'obtient par persuasion et dissuasion, en se référant ostensiblement au postulat de la liberté individuelle. Aucun des deux grands types de sociétés modernes, ni la société collectiviste, ni la société libérale, n'a réussi à faire naître le mouvement spontané qui correspond véritablement à une culture, l'accord que les hommes établissent d'eux-mêmes, sans qu'on les force et sans qu'on les dissuade, entre le monde et leur propre vie. Et comme ce dernier mode d'entente avec les choses est le seul qui engage pleinement toutes les forces, sans en excep-

ter le  
moder  
l'hom  
en lui  
nérosi  
forme

Le  
tie de  
qu'il  
La cr  
ciplin  
pital  
décol  
notre  
pourt  
reven  
ment.

L'hy  
sociét  
un ég  
ciété  
et l'a  
cable  
imbéc  
positi  
pour  
non p  
diffé  
à se  
n'étar  
impor  
ce de  
qu'ils  
l'hom  
que l  
son g  
ce tra  
trava  
à aut  
d'hon

ter les forces de l'instinct et de l'animalité, les sociétés modernes ne peuvent *se développer* qu'en persuadant l'homme d'oublier qu'il est un animal, d'étouffer l'animal en lui et, en même temps, l'instinct, la spontanéité, la générosité et de n'être plus qu'un être *rationnel*, unité conforme à un type parmi d'autres unités.

Le malaise du monde moderne provient en grande partie de cette *soumission* qu'il est obligé d'imposer et qu'il ne peut fonder que sur des explications hypocrites. La croissance de la population rend peut-être cette discipline indispensable. Elle en fait même le problème capital de l'avenir. Mais en même temps cette discipline décolore la vie, lui retire son goût naturel : elle fait de notre existence une existence insipide. Et elle serait pourtant notre joie et notre fierté si nous pouvions la revendiquer, si nous trouvions en elle notre accomplissement.

L'hypocrisie de la société libérale et l'hypocrisie de la société marxiste créent finalement un égal malaise et un égal dégoût. Parce que la société libérale et la société marxiste mentent l'une et l'autre et proposent l'une et l'autre un faux idéal qui masque tantôt la loi implacable du profit et de l'exploitation, tantôt la dictature imbécile de la caserne. Et leurs mensonges, leurs fausses positions proviennent de ce que l'une et l'autre ont pris pour fondement de toute la structure *économique* et non pas l'homme. Elles nous proposent deux esclavages différents de *l'économique* qui, finalement, en arriveront à se ressembler, tous les trusts, d'Etat ou de banques, n'étant qu'une seule mécanique au fond. Or, ce qui est important, c'est le destin qu'on fait à l'homme. Et dans ce destin il y a quelques éléments irréductibles parce qu'ils sont le propre de *l'animal humain*. Il faut que l'homme ait une famille et qu'il en soit le chef, il faut que l'homme ait une demeure et qu'il la bâtit selon son goût, il faut que l'homme ait un travail et qu'il aime ce travail, qu'il le fasse avec joie et que le fruit de ce travail lui reviennent loyalement, même s'il est délégué à autrui. A ces conditions, *l'homme vit*, il mène sa vie d'homme libre, il n'est pas volé de son existence. Et

l'Etat n'est là que pour lui assurer les conditions de cette existence qui sont les conditions même de la liberté.

Or, rien de tout cela n'est incompatible avec une civilisation de production : mais tout cela est incompatible avec les idées fausses que nous avons *ajoutées* à la civilisation de production et qui lui ont donné son caractère actuel. L'individualisme qui détruit la famille, l'égalitarisme qui impose à tous les mêmes conditions de vie, le fonctionnalisme qui rend le travail anonyme et écœurant, sont des *circonstances aggravantes* que nous avons ajoutées à la civilisation industrielle pour en faire la « Société de consommation ». Elles sont nées de notre cervelle et non de la nature des choses. Avec une tournure d'esprit différente, avec une autre manière de chercher les solutions, nous aurions pu les éviter et produire tout autant dans un paysage différent. Le monde moderne est né de nos cerveaux et non de nos machines. Nous avons préféré les *principes* à l'homme et les effets du gigantisme ont été multipliés par les effets de nos principes. Nous avons fabriqué à grand peine des robots et des imbéciles et nous leur disons aujourd'hui : « Robots, soyez heureux ! » Mais la mayonnaise ne prend pas. Et ceux qui ont conservé le secret du bonheur regardent avec consternation ces longues files de gâteaux précoces que nous avons fabriqués en cent ans.

Si la construction de l'Europe a un sens, c'est principalement à condition que l'Europe sache inventer une solution originale au malaise de la société de consommation, en s'inspirant de son expérience et de ses traditions. Au-delà des préoccupations purement économiques du Marché Commun et des préoccupations purement politiques de la naissance d'une troisième force militaire et diplomatique dont les perspectives sont encore lointaines, c'est surtout par l'élaboration d'une troisième option morale que l'Europe peut servir l'avenir. C'est essentiellement sur ce plan que les solutions russe et américaine sont insuffisantes et dépassées. Nous avons besoin d'une troisième image de l'homme et de la vie. Refuser à la fois Washington et Moscou, ce n'est pas seulement aujourd'hui un choix politique, c'est surtout un choix moral :

c'est  
tration  
tisme  
mais  
sont à  
dévelo  
Elles  
guent  
longter  
truire  
somma  
voir, à  
du mo  
et des  
Cela  
mes, et  
dation.  
que re  
ce n'es  
des. Po  
d'esclav  
jours t  
nous f  
Ce n'es  
qu'il s  
lisme,  
tion pl  
être. Il  
tés not  
comme  
leure d  
mes dir  
contre  
siège de  
hommes  
Qu'elle  
les parc  
au moim  
nez-vous



c'est refuser les villes américaines et le camp de concentration communiste. Les deux formulations du gigantisme industriel ont toutes les apparences de la force, mais en réalité elles vont à la dérive. L'une et l'autre en sont à accepter les yeux fermés les impératifs d'un développement monstrueux. Elles foncent dans la nuit. Elles ont laissé l'inondation se répandre et elles voguent sur un fleuve dont elles ne voient plus depuis longtemps les bords. La mission de l'Europe est de construire les digues qui canaliseront la société de consommation. Nous avons besoin d'établir quelque pouvoir, à défaut de quelque dieu, au-dessus des ingénieurs du monde moderne, au-dessus de l'empire des stocks et des bilans.

Cela même ne suffit pas que nous pensions aux hommes, et les problèmes ne sont pas seulement *d'accommodation*. C'est assurément beaucoup que d'obtenir quelque relâche de la pression du monde moderne : mais ce n'est que de l'ordre des soulagements et des remèdes. Pour que nous échappions durablement à la menace d'esclavage que la boulimie de la production aura toujours tendance à répéter, c'est l'idée même que nous nous faisons de l'homme que nous devons restaurer. Ce n'est pas assez de respecter l'animal humain. Pour qu'il survive aux obsessions continues du matérialisme, il faut qu'il trouve en lui-même quelque inspiration plus profonde que le souci de son propre bien-être. Il faut développer en lui, il faut *cultiver* les qualités nobles de l'animal humain. Il faut qu'il les sente comme son attribut essentiel et sa fierté. C'est la meilleure défense de l'homme non seulement contre les formes directes ou insidieuses du totalitarisme, mais encore contre la pression formidable du matérialisme qui l'assiège de toutes parts. Que l'Europe apporte donc aux hommes autre chose que des solutions ingénieuses. Qu'elle soit la terre qui leur porte une fois de plus les paroles qu'ils peuvent comprendre. Qu'ils entendent au moins quelque part une voix qui leur dise : « Souvenez-vous de vivre ».

Maurice BARDECHE.

## Echapper à l'Univers Technocratique

*Nous donnons ci-dessous la suite de l'article de notre collaborateur Per Engdahl, président du Mouvement Social Européen, dont le début se trouve dans notre précédente livraison.*

### II

#### *Après la démocratie.*

La démocratie fut une tentative pour construire une société adaptée à la structure des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. La chute des institutions monarchiques, puis de la royauté constitutionnelle, causées par la naissance de l'industrialisme et de ses structures nouvelles, la bourgeoisie capitaliste, le prolétariat ouvrier, les classes moyennes et l'agriculture progressivement mécanisée, ont préparé le terrain pour la démocratie parlementaire, dans laquelle les partis politiques sont devenus des expressions idéologiques de la rivalité sociale dans la société nouvelle.

La démocratie a voulu réaliser l'égalité devant la loi, la liberté personnelle de chacun, la participation des grandes masses aux travaux des institutions de l'Etat et de l'ordre social. Nous avons pu affirmer plus haut que le développement actuel du système démocratique, son évo-

lution  
les résu  
sur une  
veut ch  
une co  
Il est  
s'adapt  
indiffér  
porativ  
l'on er  
présent  
corpora  
moderr  
est la  
Staline  
pour c  
lé d'un  
« führ  
corpora  
mocrat  
compré  
Dans  
titution  
taux d  
lité du  
la cons  
gouvern  
devant  
vernem  
mais s'  
ver un  
rendun  
voir p  
Un t  
la tâch  
donner  
ciété. U  
lisme c  
sociaux  
sentatio

lution vers une technocratie omnipotente, peut anéantir les résultats déjà obtenus. La démocratie a été construite sur une base composée de classes rivales. Le *corporatisme* veut changer cette base, et créer un ordre social basé sur une collaboration organisée entre des groupes égaux. Il est logique que les formes constitutionnelles de l'Etat s'adaptent à la structure d'une société corporative. Il est indifférent que l'on utilise le mot de « démocratie corporative » pour signifier une telle adaptation, ou que l'on emploie une autre expression, c'est-à-dire qu'on présente la démocratie comme une première étape et le corporatisme comme une deuxième époque de la liberté moderne. Je crois que la dernière façon de s'exprimer est la plus juste, la plus claire et la plus raisonnable. Staline a employé le terme de « démocratie populaire » pour caractériser la dictature communiste. Hitler a parlé d'une « démocratie germanique » pour désigner son « führerstaat ». Si nous appelons maintenant un Etat corporatif une « démocratie corporative », le mot démocratie finira par être un concept sans aucun contenu compréhensible.

Dans la constitution de la V<sup>e</sup> république, il y a une institution, qui ne correspond pas aux principes fondamentaux du système. C'est la stipulation de la responsabilité du gouvernement devant la Chambre. Sur ce point, la constitution américaine est beaucoup plus logique. Le gouvernement de Washington est responsable seulement devant le président. Un système présidentiel ne peut jamais s'intégrer dans un système parlementaire. Si le gouvernement et la Chambre ne peuvent pas s'unir ou trouver un compromis, on peut remettre l'affaire à un référendum. L'électeur devient alors l'arbitre entre le pouvoir présidentiel et le pouvoir parlementaire.

Un tel système peut convenir au corporatisme. C'est la tâche de l'Etat, c'est-à-dire du gouvernement de coordonner les aspirations des branches différentes de la société. Un système électoral basé sur un proportionnalisme complet permettrait même de donner aux groupes sociaux les moins importants une possibilité de représentation. On peut objecter qu'un tel système risquerait

d'amener un retour à la IV<sup>e</sup> république. C'est, cependant, une illusion. La compétence nouvelle du président de la république et l'élimination de la responsabilité du gouvernement devant la Chambre sont une garantie de l'autorité du pouvoir exécutif. Une Chambre divisée en un certain nombre de groupes est un reflet de la population beaucoup plus représentatif qu'une assemblée ne comprenant que deux ou trois partis dépendants en fait d'intérêts dominants. La collaboration du gouvernement et de la Chambre doit devenir en fait, une négociation permanente entre l'Etat et la société, c'est-à-dire entre le gouvernement et les nouveaux groupes sociaux issus des corporations. Après la démocratie, la dictature — non ! Après la démocratie une constitution plus moderne, plus efficace, moins primitive, mais une défense de la liberté et de l'autonomie populaire, même dans le système industriel le plus avancé.

*Une société sans classes.*

La démocratie libérale a eu pour but de créer une société sans classes, en réalisant l'égalité complète des hommes et des groupes sociaux. Le libéralisme classique avait fondé sa conception de l'avenir sur l'idée d'une harmonie naturelle qui pourrait se réaliser automatiquement, si seulement les institutions « artificielles » du féodalisme et du mercantilisme étaient éliminées. Marx accepte l'harmonie égalitaire comme fin du processus historique, mais il ne croit pas qu'on puisse arriver à ce résultat sans lutte. Selon le marxisme, la révolution prolétarienne est le seul moyen de réaliser une société sans classes, une société égalitaire, et le prolétariat ne peut vaincre seulement que sous la conduite d'une minorité dirigeante, d'une élite, cette élite étant composée par les représentants les plus conscients du prolétariat. Le fascisme a retenu l'idée de l'élite, mais dans l'utopie fasciste l'élite sera composée par les représentants les plus conscients de tous les milieux sociaux pour pouvoir déjà par sa composition faire contrepoids aux intérêts divergeants.

Le  
que l  
vitabl  
toire,  
niste !  
mes  
pie d  
talité  
dance  
comm  
La di  
énerg  
du go  
monta  
liser  
geant  
vitabl  
en tou  
de civ  
cette  
tion c  
de He  
ration  
resté  
laire  
social  
races  
les plu  
Je c  
concep  
de no  
une g  
res du  
lation  
leurs  
sont p  
sons p  
pes de  
à crée  
trielle,

Le libéralisme classique, comme le marxisme, croit que le développement vers une société égalitaire est inévitable, qu'elle est une conséquence de la logique de l'histoire, tandis que le fascisme est résolument indéterministe ! il prétend que seule l'action consciente des hommes peut réaliser l'équilibre que l'on recherche. L'utopie de la société sans classes est proclamée comme fatalité de l'évolution sociale par presque toutes les tendances progressistes en Europe, mais elle est refusée comme une absurdité par les tendances conservatrices. La différence entre les hommes — en intelligence, en énergie, en capacité d'agir — la divergence des intérêts, du goût et de l'éducation, tout cela est un obstacle insurmontable qui condamne à l'échec toute tentative de réaliser un ordre sans classes. L'existence d'une classe dirigeante et d'une classe opératrice est une condition inévitable du fonctionnement de la communauté humaine, en tous cas, chaque fois qu'on rencontre un haut niveau de civilisation. L'égalisation sociale entraîne donc, selon cette doctrine conservatrice, la décadence et la dissolution d'un peuple ou d'une civilisation. Les idées libérales de Herbert Spencer ont donné à cette doctrine une coloration darwiniste, tandis que le national-socialisme est resté ambivalent. Car, son idée d'une communauté populaire (*Volksgemeinschaft*) reprend l'utopie de l'égalité sociale, tandis que sa proclamation de la hiérarchie des races est devenue un argument pour soutenir les thèses les plus extrêmes de l'inégalité.

Je crois que l'idée d'une société sans classes est une des conceptions les plus importantes et les plus nécessaires de notre temps. Les machines ont affranchi du travail une grande partie des hommes. Elles ont abrégé les heures du travail. Elles ont donné aux masses de la population la possibilité de satisfaire leurs besoins, y compris leurs besoins intellectuels et spirituels. Ces faveurs ne sont plus le privilège d'une minorité. Si nous ne réussissons pas à établir une égalité sociale entre tous les groupes de la société actuelle, nous ne parviendrons jamais à créer une solidarité entre les masses et la société industrielle, quelque techniquement avancée qu'elle soit.

Il est, cependant, nécessaire de séparer l'idée de *l'égalité sociale* du concept de *similitude*. L'égalité est une idée morale, une expression de notre volonté sociale. La similitude au contraire est une conception qui ne correspond nullement à la réalité. Pendant l'époque démocratique, on a trop souvent agi, comme si l'égalité était la même chose que la similitude, et c'est pourquoi la démocratie n'a jamais réussi à réaliser ses idées sociales. On n'a pas voulu comprendre, que la lutte pour l'égalité n'a un sens que s'il s'agit de *l'égalité malgré les différences*. L'égalité est une menace contre la liberté, si nous n'acceptons pas les différences entre les hommes et les diverses familles de la vie sociale, entre les nations et les races, comme un fait inévitable, un fait dont nous devons nous accommoder. Une société sans classes ne peut pas se passer d'une organisation du travail, basée sur une hiérarchie des compétences, adaptée au caractère et à l'importance des fonctions. Prenons comme exemple le corps des officiers. Il y a une différence énorme entre la compétence d'un colonel et celle d'un lieutenant. Mais ils appartiennent tous les deux à la même classe sociale. On ne s'oppose pas à un mariage entre un lieutenant et la fille d'un colonel. Mais un mariage entre un lieutenant et la fille d'un ouvrier est contesté en dépit de nos révolutions et en dépit de notre démocratie. Il faut élargir à la nation tout entière la situation qui est actuellement celle du corps des officiers. C'est une question d'éducation. Un comte, même s'il est peu cultivé, n'est pas déplacé dans un salon, parce qu'il est bien élevé. Il est accepté comme le représentant d'une classe supérieure à cause de son attitude. Avec les ressources et les moyens de la société moderne, il n'est pas impossible de donner à toute la population la même éducation, la même *attitude* que l'on a donnée auparavant à la classe supérieure. Ce n'est pas une réforme qu'on puisse réaliser d'un jour à l'autre, mais c'est un changement social que nous ne pouvons pas éviter, si nous voulons adapter notre vie aux conditions du système industriel actuel.

La complexité des structures créées par la science et la technique, demande une sélection de capacités très

diffé  
qu'a  
et d  
tuell  
tit la  
Il es  
de t  
spéc  
dre  
dign  
cun  
tir d  
sible  
mais  
s'effe

Le  
et le  
de t  
leurs  
instr  
progr  
phère  
des  
chaq  
mora  
un  
techr  
term  
sation

Au li

Il y  
sans  
omni  
const  
posé  
connu  
évolu

différentes et une éducation beaucoup plus spécialisée qu'auparavant pour satisfaire les besoins à chaque niveau et dans chaque branche de l'organisation sociale actuelle. L'existence de préjugés sociaux, cependant, ralentit la réalisation d'une organisation rationnelle du travail. Il est aujourd'hui beaucoup plus difficile qu'auparavant de trouver l'homme compétent, de trouver le meilleur spécialiste dans une classe donnée. Il faut donc apprendre aux membres des anciennes classes supérieures la dignité du travail, du travail, quel qu'il soit, afin que chacun puisse accepter une tâche quelconque sans se sentir déclassé. Je répète ce que j'ai dit déjà : il est impossible de réaliser un tel changement d'un jour à l'autre mais, si l'on n'y parvient pas, le système industriel va s'effondrer dans une crise irrémédiable.

Les corporations, avec leurs assemblées, leurs conseils, et leurs divers organismes, composés des représentants de tous les intérêts et toutes les catégories de travailleurs dans le domaine de la corporation, constituent un instrument très efficace et très souple pour éliminer progressivement les préjugés sociaux et créer une atmosphère de compréhension entre les exécutants agissant à des niveaux différents. Le corporatisme donne ainsi à chaque homme et à chaque forme d'activité une valeur morale. Il ne prétend pas réaliser l'idée de l'égalité par un nivellement, mais à l'intérieur d'un échelonnement technique. On pourrait formuler son but social dans ces termes : démocratisation de la société par aristocratisation des masses.

#### *Au lieu d'un prolétariat.*

Il y a une distance énorme entre le rêve d'une société sans classes et la menace très concrète d'une technocratie omnipotente, dominant un prolétariat de service qui constitue 65 % de la population entière. Nous avons déjà posé l'affirmation que le corporatisme est le seul moyen connu pour le moment, si nous voulons empêcher une évolution vers la dictature d'une classe de techniciens et,

au contraire, favoriser un développement vers un nouvel équilibre social.

L'adhésion aux corporations devrait être obligatoire, comme il est obligatoire d'être enregistré à son domicile légal. Un changement d'activité entraînerait un changement de corporation. Un accroissement des professions de services causera ainsi automatiquement une augmentation du nombre des inscrits de leurs corporations. Cette expansion quantitative de certaines corporations aux dépens des autres leur donne par l'automatisme du système corporatif une influence croissante.

Les caisses de retraite et organismes analogues, devraient être gérés, dans un système corporatif, par les corporations elles-mêmes, de manière que chaque corporation administre une part de la somme entière correspondant au nombre de ses inscrits. Ainsi à mesure que croîtrait l'influence d'une corporation son marché de capitaux augmenterait également. De tels fonds peuvent être gérés comme ceux d'une banque d'investissements et ils peuvent ainsi conférer aux corporations une puissance importante dans la vie économique. Avec une telle méthode, on donne aux groupes sociaux actuellement menacés par l'évolution vers un système technocratique un moyen de défense dont aucune organisation professionnelle n'a disposé dans le passé.

Pour éviter le système technocratique et la naissance d'un prolétariat de services, il faut en outre analyser le mécanisme des négociations de salaires. Les salaires sont aujourd'hui dépendants des prix de produit, qu'on peut prévoir. Si l'on peut remplacer certains ouvriers avec des machines, on devrait pouvoir payer aux ouvriers restants des salaires augmentés, même si ces ouvriers font exactement le même travail qu'auparavant. Ce raisonnement, cependant, est dangereux, parce qu'il donne au personnel occupé dans la production, une situation privilégiée, tandis qu'il empêche de rémunérer justement les professions de services. Nous ne devons donc pas recourir à un tel mode d'évaluation des salaires, mais créer au contraire une méthode d'évaluation du travail comme base d'un système salarial nouveau. Cela nécessite

qu'on  
pres  
des  
sеме  
les s  
profе  
tion  
prix  
ques.  
et les  
condi  
dural

La lu

L'a  
parle  
talist  
chine  
vail.  
déper  
capita  
comm  
aussi  
vue,  
logiqu  
fusion  
tes le  
qui c  
tème  
est p  
la pr  
toujo  
nistes  
en le  
pagar  
lisme  
sentir  
n'app



qu'on prenne en considération dans les négociations propres au marché de travail non seulement le problème des salaires, mais encore celui des prix et des investissements. Il ne faut pas seulement créer une balance entre les salaires dans la production et les salaires dans les professions de services ; il faut aussi garantir une réduction de chaque service, il faut aussi garantir les baisses de prix qui seront rendues possibles par les progrès techniques. Cette balance entre les salaires du marché entier et les prix des produits industriels et agricoles est une condition indispensable pour créer un équilibre social durable dans le système industriel avancé.

#### *La lutte contre l'aliénation.*

L'aliénation est un concept du jeune Karl Marx, qui parle de l'aliénation de l'ouvrier dans l'entreprise capitaliste, où il est seulement un instrument loué, une machine vivante sans engagement personnel dans son travail. Ce sentiment d'être en dehors du milieu dont on dépend n'est pas un phénomène typique du seul système capitaliste. Les néo-communistes polonais — des auteurs comme Schaff et Kolakovski — ont montré qu'il existe aussi dans la société communiste. D'un certain point de vue, l'ordre communiste est seulement un aboutissement logique du développement capitaliste. Au moment où les fusions d'entreprises arrivent à la fusion dernière de toutes les entreprises, c'est-à-dire à la création d'un *cartel* qui couvre toute la vie économique, on aboutit au système économique des pays soviétiques. Chaque citoyen est propriétaire dans un pays communiste, parce que la propriété est commune, mais ces propriétaires sont toujours représentés par les hauts fonctionnaires communistes, c'est-à-dire par la technocratie rouge qui règne en leur nom mais sans leur demander leur avis. La propagande communiste est meilleure que celle du capitalisme, mais, néanmoins, elle ne réussit pas à éliminer le sentiment de « mise à l'écart » chez tous ceux qui n'appartiennent pas à la minorité au pouvoir.

Nous avons déjà montré, comment la réforme corporative de l'entreprise peut créer une communauté, assez restreinte, pour donner une vue d'ensemble aux participants. Mais l'aliénation de notre temps n'est pas seulement l'aliénation dans l'entreprise. Elle consiste encore dans l'isolement dans les grandes villes et dans les faubourgs modernes, ces expressions monstrueuses de la planification, elle consiste aussi à mener une vie amputée de ses compléments naturels et en même temps privée des phares d'une foi, d'un but compréhensible.

Ici les corporations peuvent faire beaucoup de choses utiles. Elles peuvent créer un système de liaisons entre leurs membres. Elles peuvent organiser des clubs, des bars, des croisières, enfin un « milieu » sympathique réservé à leurs adhérents. Elles peuvent procurer également une assistance sociale plus efficace et plus humaine que celle de la démocratie. Les corporations sont, par nature, des organismes plus souples que les autorités administratives ou les organismes syndicaux. Mais cela ne suffit pas. Il faut répéter encore une fois ce précepte : « on ne doit jamais tirer les conséquences d'une idée ou d'une conception jusqu'à l'extrême ». Il faut éviter, que les corporations dominant la vie future dans une extension plus ou moins totalitaire. Un totalitarisme peut facilement éliminer l'aliénation chez ceux qui l'adoptent, mais il l'aggrave chez les autres, chez ceux qui sont en dehors de l'église, en dehors du parti, en dehors des privilèges. L'adhésion à la corporation est obligatoire, bien sûr, mais la participation à l'activité corporative est bénévole. Si on préfère s'intéresser à autre chose, on doit rester totalement libre de choisir ce qu'on veut faire.

Un facteur, souvent négligé à ce sujet, est la religion. La crise religieuse actuelle est sans doute une des causes les plus importantes de l'isolement ressenti en ce moment par un si grand nombre d'hommes. La dissolution des habitudes, en particulier des habitudes familiales, la différence des éducations, la difficulté de remplacer les formes de la vie collective du passé par des formes nouvelles, adaptées au monde moderne mais canalisant en même temps les aspirations naturelles de

l'âme  
du p  
ainsi  
renou  
une  
que  
renou  
tionn  
mod  
passé  
L'h  
pour  
sonn  
autru  
ble c  
être  
sans  
nous  
civili  
symb  
ques,  
ment

Rena

La  
fusio  
ché  
danc  
satio  
tisser  
polis.

Ce  
écon  
que l  
gigan  
comp  
voulu  
muna  
La

l'âme et du cœur, tout cela nous peut montrer l'étendue du problème de l'aliénation contemporaine. Il devient ainsi évident que la réalisation du corporatisme exige un renouvellement culturel qui puisse donner aux hommes une confiance à leur avenir, une confiance, qui leur manque aujourd'hui. Mais il faut, à ce propos, éviter que ce renouvellement culturel n'aboutisse à un processus réactionnaire, à un retour aux idées, aux conceptions, aux modes de pensée qui appartiennent définitivement au passé.

L'homme moderne a besoin d'avoir le sentiment qu'il poursuit un but tangible, qu'il accomplit une tâche raisonnable, il a besoin aussi de rapports sympathiques avec autrui, de rapports qui le mettent à l'aise dans l'ensemble de la vie moderne. Pour pouvoir lui donner ce bien-être naturel de l'âme, nous avons besoin d'une société sans classes, nous avons besoin du corporatisme, mais nous avons aussi besoin d'un approfondissement de notre civilisation, d'une adaptation de nos expressions, de nos symboles, des formes de notre foi aux réalités techniques, économiques et scientifiques d'une époque, entièrement marquée par le dynamisme industriel.

*Renaissance de la région — renaissance de l'artisanat.*

La scène de l'industrie moderne est dominée par les fusions, par les géants industriels qui demandent un marché global pour pouvoir vendre leurs produits. La tendance démographique se résume à un problème : l'urbanisation. Nous sommes en train de construire comme aboutissement de notre histoire la ville immense, le *Gigantopolis*.

Ce serait cependant une grande erreur de la part des économistes, des sociologues et des hommes politiques que leur attention ne soit retenue que par la vocation au gigantisme de notre temps, et qu'ils ne tiennent pas compte de la tendance opposée, celle que nous avons voulu souligner en proposant la reconstruction de communautés limitées dans le cadre d'un ordre corporatif.

La production automatisée demande une standardisa-

tion des produits qui empêche la satisfaction des besoins très divers de l'homme moderne. On vise à offrir des produits très bon marché, mais le choix sera nécessairement très limité. Si nous réussissons à réaliser un équilibre entre les salaires, c'est-à-dire la puissance d'achat d'une part et l'offre de produits et de services, d'autre part, la demande de produits diversifiés augmentera automatiquement. On aura besoin alors des petites entreprises, capables de combiner les éléments produits à bon marché par les industries automatisées. On aura besoin d'un nouvel artisanat. Cette renaissance de l'artisanat donnera peu à peu un nouveau trait à l'image de la société future. Ce sera une tâche importante des organisations corporatives de contrôler que les épargnes dont on dispose, ne servent pas seulement à alimenter les grandes unités industrielles, mais aussi qu'elles puissent bénéficier des entreprises qui garantissent la couleur, la joie de vivre, le confort personnel aux hommes qui sont menacés par la tristesse d'une civilisation entièrement mécanisée. Les petites entreprises auront dans les corporations une position qui leur permettra de contre-balancer l'autorité des grandes unités industrielles. La participation des corporations au marché des capitaux permettra d'étendre l'aide financière même aux entreprises mineures et à l'artisanat. Le fonctionnement rationnel des grandes unités de production exige à la longue l'existence de toute une série d'entreprises supplémentaires.

Un fonctionnement efficace de la vie économique exige, en même temps, une éducation moderne des « *managers* ». C'est une nécessité capitale de la société future que l'éducation soit adaptée aux besoins nouveaux. Galbraith émet l'idée, que le secteur de l'éducation et des recherches, confié aux professeurs et aux étudiants des Universités et des grandes écoles et aux chercheurs des instituts scientifiques peut devenir un jour un facteur contre-balançant la puissance de la « *technostructure* » industrielle. Il a probablement tort sur ce point. Les universitaires sont à la longue dépendants de la technostructure qui leur assure leur carrière et qui leur garantit une base financière suffisante en collaboration

avec l'administration. Les intellectuels sont la base du recrutement de la technocratie, quand ils se révoltent aujourd'hui, quand ils exigent l'égalité, ils font la même chose que la bourgeoisie pendant la Révolution, mais une fois qu'ils se seront installés comme la classe dirigeante, ils oublieront facilement leur aspiration à l'égalité entre les hommes comme un de leurs péchés de jeunesse. En réalité, le seul facteur qui puisse s'opposer au développement de la technocratie est la participation de tous les salariés, et des responsables des petites et moyennes entreprises à l'élaboration des tâches communes et à tous les niveaux des corporations.

Mais quand Galbraith proclame la nécessité d'une renaissance des valeurs esthétiques pour contre-balancer les conceptions, unilatéralement matérielles de la technocratie, il a entièrement raison. L'accroissement du temps de récréation, rendu possible par l'automatisation de l'industrie, facilite le contact des masses avec les beautés de la nature et de l'art. Sur ce point, nous rencontrons un autre phénomène contemporain, le renouvellement du régionalisme. L'urbanisme moderne n'a pas seulement dépeuplé la campagne, il a aussi contribué au changement du caractère de la ville. Les nombreux faubourgs qui aujourd'hui entourent les noyaux des grandes villes abolissent progressivement les frontières entre la ville et la campagne. La ville, les faubourgs et les environs constituent ensemble une région unique, dont le caractère doit s'adapter à la nécessité d'un fonctionnement harmonieux et ses divers éléments. Il n'y aura pas dans l'avenir la même différence que dans le passé entre les industriels et les agriculteurs : ils seront tous des exécutants d'un certain travail spécialisé de la production. Si ce régionalisme, causé par les faits techniques, peut être soutenu par un régionalisme sentimental, un patriotisme local, on peut l'utiliser comme un autre moyen d'équilibrer les contrastes sociaux. Mais on peut aussi l'utiliser comme un moyen de créer une conscience esthétique dans les masses. La planification régionale, le jeu d'ensemble du paysage et de l'architecture, la configuration artistique des quartiers, un intérêt croissant pour la musique,

le théâtre et la littérature, le sentiment du charme et des mystères de la nature, tout cela, qui appartient à la base même de notre civilisation peut jouer un rôle important dans un temps où un grand nombre d'hommes seront affranchis d'une partie de la charge du travail physique.

*Intégration — Fédération — Corporation.*

La vision d'un ordre social, basé sur des corporations équilibrées, peut s'élargir logiquement à la vision d'un monde, basé sur la collaboration organisée entre des nations égales. Mais le fédéralisme mondial appartient encore à un futur lointain. Beaucoup plus proche est la réalisation d'une Europe unie. Et l'unification de l'Europe est aujourd'hui une condition indispensable pour un développement continu vers un monde uni.

On a commencé déjà avec le Marché commun. Certains observateurs regardent cette expérience comme un échec. Et bien sûr, il y a eu des désillusions à Bruxelles. Le Marché commun — la Communauté Economique Européenne — a débuté comme un succès remarquable. On avait déjà essayé de créer une union politique des Etats européens à Strasbourg. On n'avait pas réussi. Ensuite, on avait essayé de créer une unité militaire — l'armée européenne. On échoua également. La troisième tentative, cependant, — l'organisation d'une union économique — fut un succès. L'homme qui, après la guerre, avait propagé cette idée, était l'ancien président du conseil belge, Paul van Zeeland. Il affirmait que la création d'une communauté politique se heurterait à des intérêts si divergents et à tant de rivalités personnelles, que la première tentative serait certainement un échec, et que même une union militaire provoquerait trop de susceptibilités. Au contraire, une unité économique aboutirait progressivement à des structures devant lesquelles les hommes d'Etat seraient obligés de faire des concessions. Paul van Zeeland a eu raison.

La Communauté Economique Européenne a été organisée dès le début comme un organisme supranational. Les

Parl  
gouv  
vern  
bres  
ficiel  
rôle  
com  
cons  
culie  
Euro  
a im  
révé  
liaire  
aux  
appu  
tres.  
l'Ass  
blèr  
Gaul  
des  
un c  
ne l'  
cons  
On  
tutio  
vus  
statu  
comi  
l'Ass  
tué p  
les I  
l'on  
une  
ment  
rapp  
évité  
franç  
mêm  
Ces  
moin

Parlements des Etats-membres élirent l'Assemblée. Leurs gouvernements sont représentés dans le Conseil. Les gouvernements des Etats-membres désignent aussi les membres de la Commission et de la Cour. Le pouvoir est officiellement conféré au Conseil des Ministres qui joue le rôle d'un Sénat, tandis que la Commission fonctionne comme l'exécutif de la Communauté. La Commission, par conséquent, a pu avoir une position très forte, en particulier sous la direction de son premier président, le grand Européen allemand, Walter Hallstein. La Cour, que l'on a imaginée pour faire contrepoids à la Commission, s'est révélée, par la force des circonstances, comme un auxiliaire efficace de l'exécutif. L'Assemblée, dont l'influence aux termes du traité de Rome est très limitée, a souvent appuyé aussi la Commission contre le Conseil de Ministres. Mais, quand on a voulu élargir la compétence de l'Assemblée pour lui confier la solution du grand problème agricole, la France a fait opposition. Le Général de Gaulle n'a pas accepté un accroissement de la puissance des institutions supranationales. On avait voulu établir un organisme politique, avant que les faits économiques ne l'aient rendu nécessaire. Une fois de plus, on devait constater que Paul van Zeeand avait eu raison.

On aurait pu agir autrement. A côté des quatre institutions supranationales, il y a une série de comités, prévus par le traité de Rome, des comités qui n'ont pas le statut d'institution supranational. Or, il y a parmi eux un comité qui a joué un rôle beaucoup plus important que l'Assemblée. C'est le comité économique et social, constitué par les représentants de divers domaines d'activité chez les Etats-membres, une sorte d'assemblée corporative, si l'on veut. On aurait pu charger ce comité de présenter une solution sur le problème agricole, et les gouvernements des Etats-membres auraient accepté ou refusé le rapport du comité. Avec une telle procédure on aurait évité un conflit entre la Communauté et le gouvernement français et on aurait néanmoins obtenu exactement le même résultat.

Ces conflits politiques — il s'agit de questions plus ou moins secondaires — ont freiné le développement du

Marché. Mais encore plus grave est le fait, fortement souligné par Servan-Schreiber, que le Marché commun n'a pas utilisé la possibilité qu'il avait de créer et développer une collaboration technologique pour provoquer la fondation d'unités industrielles européennes, analogues à celles des Etats-Unis. Il est typique que les stipulations du traité de Rome pour sauvegarder la concurrence, sont plus strictes que celles de la législation suédoise. Le libéralisme classique a prévu un marché où plusieurs entreprises en chaque pays se font concurrence les unes aux autres. Cette conception est maintenant reprise par les socialistes qui regardent les grandes unités industrielles comme l'expression d'un capitalisme détestable. La conséquence en est une politique socialiste dans plusieurs pays européens, qui est idéologiquement libérale et pratiquement réactionnaire. En Suède, on hésite à se joindre au Marché commun, parce qu'on craint que l'industrie suédoise ne soit alors dans la dépendance des grands cartels continentaux, et les ouvriers suédois ne puissent pas défendre et développer leur niveau de vie et leur position sociale. C'est une opinion fautive. Sans les grandes unités industrielles, nous n'avons aucune possibilité de nous défendre contre la pression des géants américains. Mais l'Europe entière a besoin de l'unité du mouvement ouvrier en Suède. Tous les syndicats en Suède appartiennent à la même organisation nationale, une organisation qui a montré, en plusieurs moments critiques, une modération et un sens des responsabilités presque unique dans le monde. Une organisation ouvrière, consolidée et consciente de sa force est une des conditions nécessaires d'une Europe unie.

La nécessité des grandes unités industrielles en Europe — cartels, trusts, c'est une question de terminologie — la nécessité d'un mouvement ouvrier uni — uni à travers les frontières nationales — nous présente le schéma des corporations européennes, des corporations supranationales. Il est significatif que la seule assemblée corporative en Europe aujourd'hui soit le comité économique et social de Bruxelles, dont nous avons déjà parlé. En réalité, le corporatisme est le moyen plus efficace pour cons-

truir  
péen  
péen  
leurs  
et de  
féren  
grati  
natio  
d'ada  
lité  
des  
tiona  
soin  
la gr  
fédér  
prob  
No  
l'aut  
Nous  
nism  
systè  
sauv  
tionr

« Le

On  
c'est  
pés  
seur  
2000,  
avan  
Serv  
pour  
Une  
la pr  
égal  
peut  
princ  
doise



truire une fédération ou une communauté d'Etats européens. Une fédération... Parce que la civilisation européenne est basée sur l'appareillement des nations et de leurs divers destins, qui, développés pendant des siècles et des milliers d'années, ont créé des polarités qui différencient le Nord et le Midi, l'Est et l'Ouest. Une intégration européenne qui comprendrait un nivellement des nationalités aggraverait automatiquement les problèmes d'adaptation sociale. Une comparaison entre la criminalité en Europe et aux Etats-Unis nous donne un exemple des difficultés qui naissent de l'amalgame brutal de nationalités et de races différentes. Ce dont nous avons besoin est une communauté des nations, rassemblées dans la grande patrie de l'Europe. C'est pourquoi une solution fédéraliste nous paraît la seule solution réaliste de notre problème d'intégration.

Nous aboutissons donc à une communauté, basée sur l'autonomie des nations et l'autonomie des corporations. Nous arrivons à un système de balance entre des organismes nationaux et des organismes corporatifs. Un tel système peut garantir l'unité sans menacer la liberté, sauvegarder les valeurs nationales sans affaiblir le fonctionnement de l'ensemble.

« *Les pays d'I* » et « *les pays d'U* ».

On sépare aujourd'hui « les pays d'I » des « pays d'U », c'est-à-dire les pays industrialisés et les pays sous-développés (*underdeveloped countries*). Hermann Kahn, professeur à l'Hudson Institut à New-York, prévoit, qu'en l'an 2000, il y aura seulement quatre pays industriels vraiment avancés : les Etats-Unis, le Canada, le Japon et la Suède. Servan-Schreiber affirme, qu'une intégration européenne pourrait changer complètement cette image de l'avenir. Une Europe unie adaptée aux conditions modernes de la production industrielle serait un facteur politiquement égal aux Etats-Unis et à l'Union soviétique. Il paraît peut-être présomptueux qu'un Suédois propose que les principes fondamentaux de la politique extérieure suédoise soient repris par une Europe intégrée. Mais le ré-

sultat de cette politique — une paix continue pendant plus que 150 ans — est tout de même un fait remarquable. L'Europe entre l'Est et l'Ouest pourrait contribuer à une coordination de toutes les forces du monde industrialisé pour résoudre les problèmes énormes des peuples sous-développés.

Ce qui est peut-être le problème plus grave de notre époque est une catastrophe provoquée par la famine qui règne dans le tiers-monde. Pour éviter une telle catastrophe, pour inaugurer un développement progressif des pays d'U, il faut leur donner une autonomie réelle. Aujourd'hui, ils dépendent de l'assistance technique et financière du monde industrialisé. Cette relation entre les riches et les pauvres est, en réalité, une forme nouvelle du colonialisme. Il faut rendre les pays d'U indépendants de la situation du marché dans les pays d'I. Il faut réaliser une collaboration effective entre les pays d'U eux-mêmes. C'est une illusion de croire, que les Russes, les Européens ou les Américains peuvent résoudre les problèmes de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Seuls leurs propres peuples peuvent les résoudre. L'assistance dont ils ont besoin est pour nous qui appartenons au monde riche un devoir moral et humain. Cette assistance demande une collaboration entre les Etats-Unis, l'Europe, l'Union soviétique, le Japon et les pays industrialisés du Commonwealth britannique. Mais pour résoudre les problèmes du troisième monde, nous sommes obligés d'abord de résoudre nos propres problèmes, nos problèmes économiques, sociaux et culturels. Nous avons la possibilité, nous avons les moyens de créer un avenir plus riche et plus heureux que l'époque actuelle. Nous devons les utiliser.

Per ENGDAHL.

La  
liques  
but  
25 kr  
bois  
le pr  
cathol  
beauc  
surto  
Les  
consti  
que e  
vailleur  
d'affir  
le par  
tantiel  
pouv  
du Va  
propres  
fait se  
corps  
Ce p  
perme  
dicat.  
Les A  
« ouv  
Chac

## L'Eglise Rouge en Italie

La récente assemblée des A.C.L.I. (*Associations Catholiques des Travailleurs Italiens*), qui s'est déroulée au début de septembre à Vallombrosa, ancien monastère à 25 km de Florence, fondé en 1050 et placé au milieu de bois d'une beauté enchantée, a nouvellement mis au jour le problème — à vrai dire, grave — de la « dissidence catholique », c'est-à-dire de l'« ouverture à gauche » de beaucoup d'adhérents à l'Eglise chrétienne de Rome, et surtout de ses militants.

Les A.C.L.I., placés sous la dépendance du Vatican, constituent un pilier fondamental de l'influence catholique en Italie, rassemblant plus de deux millions de travailleurs de foi chrétienne. En outre, il n'est pas hasardé d'affirmer que la puissance de la Démocratie Chrétienne, le parti qui gouverne le pays depuis 1947, se base substantiellement, outre l'électorat féminin, sur ce syndicat, pourvu très abondamment en argent provenant, bien sûr, du Vatican mais aussi de certaines affaires assez mal-propres de spéculation commerciale... L'homme n'est pas fait seulement de spiritualité : il faut penser aussi aux corps !

Ce peu de lignes, je crois, aura pu d'ores et déjà vous permettre de comprendre la position politique de ce syndicat. P.-A. Cousteau disait que « le grisbi est à gauche ». Les A.C.L.I. ne font pas exception. Elles sont largement « ouvertes » à l'influence communiste.

Chaque jour, l'« ouverture » s'élargit, comme une voie

d'eau dans la quille d'un bateau. On parle beaucoup de « république conciliaire », on fait ouvertement allusion aux « temps nouveaux », on évoque la « fraternité » et le « dialogue » (avec les rouges, bien sûr) inaugurés des Pères conciliaires, avec la bénédiction de Leurs Saintetés Jean XXIII et Paul VI. Les dirigeants des A.C.L.I., désormais, pourraient très convenablement adopter un nouvel Evangile, celui de Mao ou « Das Kapital » de Karl Marx, étant donnée leur vocation.

Pendant la dernière assemblée de Vallombrosa, par exemple, beaucoup parmi les « aclistes » n'ont pas manqué de se tourner vers le P.C. pour en solliciter les faveurs. En fait, le « dialogue » de jadis s'est changé, en pas mal de cas, en collaboration ouverte. Un des dirigeants, M. Morezzi, entre autres, a déclaré qu'« *il faut rechercher aussi l'alliance des communistes* », opinion qui ne lui est pas personnelle, mais qui est partagée aussi bien par la majorité des dirigeants des A.C.L.I., à commencer par le Secrétaire National, M. Livio Labor, et l'Assistant Général Mgr Quadri.

Le danger d'un passage avec armes et bagages dans le camp communiste est tel que plusieurs représentants de la D.C. et même des partis de la coalition du centre-gauche ont dû condamner l'attitude dangereuse (pour eux, bien sûr) des A.C.L.I. M. Flaminio Piccoli, vice-secrétaire national de la D.C. remarque : « Il est à peine croyable que de quelques tribunes, qui partagent avec nous principes et traditions, on propose des plate-formes politiques nouvelles et différentes, sans les identifier et les préciser davantage, au moment même de la plus grande crise du Communisme ». Et M. Luigi Preti, socialiste : « Ce ton confusément révolutionnaire par lequel on dénigre la société du bien-être et de consommation et on se moque des classes dirigeantes démocratiques, n'est pas indice de progressisme. Il ne faut jamais oublier qu'une vraie gauche doit être toujours rigoureusement démocratique, avoir le culte de la liberté et être animée par le respect dû à l'Etat, qu'il faut progressivement renouveler, et non délabrer » (1).

Désormais, on parle avec appréhension d'un nouveau

parti c  
événem  
minim  
parti r  
tout l'e  
fait, ce  
A.C.L.I.  
prolifèr  
sont à  
dans ce  
soutane

L'exis  
peu ava  
les mili  
à voter  
dans un  
tefois, r  
certain  
le juge  
sité d'U  
gional d  
ghi, le d  
directeu  
Le rej  
ques au  
festé da  
un certa  
Bologne.  
C'est,  
les noya  
tes. Le 1  
fut tapis  
vient le  
Camilo T  
sa vie e  
pas seule  
Aujourd'

parti catholique, le D.C.2, comme on l'appelle. Il serait un événement dont les conséquences ne sauraient pas être minimisées. Probablement, étant donné que le nouveau parti réunirait plus de trois millions de voix *au minimum*, tout l'équilibre politique italien en serait bouleversé. En fait, ce nouveau parti pourrait compter aussi bien sur les A.C.L.I. que sur les innombrables « groupuscules » qui prolifèrent dans les villes d'Italie et dont les animateurs sont à chercher, à la fois, dans les fédérations du P.C.I. et dans certains milieux de la hiérarchie où l'on porte la soutane rouge ou noire.



L'existence de ces groupes fut révélée de façon claire peu avant les récentes élections. Alors, comme d'habitude, les milieux officiels du Vatican invitèrent les catholiques à voter pour la D.C., et les Evêques exprimèrent ce vœu dans un manifeste contenant un appel en ce sens qui, toutefois, rencontra, *pour la première fois*, l'opposition d'un certain nombre de militants catholiques, parmi lesquels le juge constitutionnel M. Mortati, le recteur de l'Université d'Urbin, professeur Carlo Bo, l'ancien secrétaire régional de la D.C. pour l'Emilie-Romagne, M. Corrado Corghi, le directeur de « Questitalia », M. Vladimiro Dorigo, le directeur de « Testimonianze », M. Danilo Zolo.

Le rejet de l'appel du Vatican à l'« unité des catholiques autour de la D.C. » fut ensuite ouvertement manifesté dans un meeting que, le 25 février dernier, tinrent un certain nombre de groupes catholiques de gauche à Bologne.

C'est, en fait, dans l'Emilie-Romagne que se trouvent les noyaux les plus résolus des catholiques procommunistes. Le 17 février dernier, par exemple, la ville de Rimini fut tapissée d'affiches où était écrit : « Le 17 février revient le deuxième anniversaire de l'assassinat du Père Camilo Torres, l'héroïque prêtre de Colombie qui sacrifia sa vie en se faisant *fedayn* pour être par l'action — et pas seulement par les mots — du côté des pauvres gens. Aujourd'hui le Père Camilo Torres et Ernesto « Che Gue-

vara » sont placés l'un auprès de l'autre dans le cœur de millions d'hommes affamés et opprimés de l'Amérique Latine et du Tiers Monde, comme symbole du courage, du réalisme dans les choix nécessaires contre le désordre constitué (2)... C'est pourquoi un groupe de catholiques... croit devoir célébrer une messe à la mémoire commune du Père Torres et de « Che Guevara ». L'affiche était signée par le cercle de jeunesse « Maritain ».

Ces propos, indubitablement, manifestent un clair désir d'une meilleure justice sociale, qui peut être assurément justifiée, mais, nous nous demandons si les communistes ont jamais fait quelque chose de concret en ce sens. Nous ne le croyons pas. Où est le communisme est aussi la misère, l'exploitation, la peur. Alors ? N'y a-t-il pas de la mauvaise foi et de l'irresponsabilité dans la majorité des cas (3) ?

Bien que né en Emilie-Romagne, le cercle « Maritain » a pris une importance à peu près nationale, grâce surtout à son inspirateur, le Cardinal Lercaro. Mais outre le groupe « Maritain », qui se rattache à la tendance française de la revue « Esprit », il existe, dans la même région, au moins une cinquantaine d'autres cercles du même genre, qui font de la Romagne le foyer le plus actif de la « dissidence » et de la « contestation » catholique en Italie. C'est ici, en fait, que se concentre la crème du progressisme, du Cardinal Lercaro à M. Corghi, à M. La Valle, ancien directeur du quotidien « L'Avvenire d'Italia ».

Il était évident, donc, que, tôt ou tard, dans une ville de cette région devait se produire « l'événement ». A Parme, précisément, où, le dimanche 15 septembre, le groupe « I protagonisti » — un autre ! — avec la participation d'éléments communistes, d'anciens démocrates chrétiens (entre lesquels M<sup>lle</sup> Lidia Menapace, qui récemment attaqua violemment la direction de la D.C. dans une lettre de démission), occupa la Cathédrale de la Cité et diffusa des tracts où l'Eglise était accusée d'être un « rempart du système capitaliste ». Il s'agit là d'un fait d'une gravité extrême : une Cathédrale a été occupée comme une quelconque Université — ce que, dans une

société  
usine  
la hié  
scanda  
indiffér  
d'hui, i  
ce lieu  
« hall  
jadis s  
été dé  
salles  
été ab  
cherche  
tère et  
ont réc  
connais

Nous  
fois, le  
en faisa  
ple, où  
de cette  
fin du s  
empriso

C'est  
serait s  
processu  
A.C.L.I.,  
son syn  
fut élu  
l'Archev  
A.C.L.I.,  
adhérent  
dégâts p  
Il est  
« cathol  
cette vil  
lorsqu'ils

société bien ordonnée serait déjà inadmissible — ou une usine d'autos ! Mais... à qui la faute ? Indubitablement, la hiérarchie porte une lourde responsabilité dans ce scandale. Voyez l'attitude des responsables de Parme : indifférence, « compréhension », laissez-faire. Aujourd'hui, il est tout à fait possible d'occuper une église, car ce lieu *sacré* a été réduit à n'être plus qu'un pur et simple « hall » de réunion. Qu'est-ce aujourd'hui que la Messe, jadis *sacrée* ? Une « fonction publique ». Les églises ont été dépouillées de leur objets sacrés pour devenir des salles nues, stériles, tristement « modernes ». Le latin a été aboli « pour aller vers le peuple », un peuple qui cherche en fait la consolation, l'espoir, le sens du mystère et de la divinité. A qui la faute ? A tous ceux-là qui ont réduit les églises et la messe en cet état. Vous les connaissez...



Nous avons parlé jusqu'ici de l'Emilie-Romagne. Toutefois, le « catholicisme de gauche » s'étend aussi ailleurs, en faisant de nouveaux adeptes. En Lombardie, par exemple, où nous trouvons une « tradition », car précisément de cette région était don Albertario, un prêtre qui, à la fin du siècle dernier, combattit avec les socialistes et fut emprisonné avec eux.

C'est à Milan que s'est produit un fait qu'au cas où il serait suivi, pourrait constituer le début d'un dangereux processus. Au mois de février, le Secrétaire régional des A.C.L.I., M. Gian Mario Albani, rompit tous les ponts avec son syndicat et passa au P.C.I., sur les listes duquel il fut élu sénateur de la République, avec la bénédiction de l'Archevêque de Milan. Il est bon de préciser que les A.C.L.I., dans la seule Milan, comptent plus de 50.000 adhérents, chiffre qui permet de comprendre l'étendue des dégâts provoqués par sa propagande pro-communiste.

Il est facile d'imaginer, dans ces conditions, que les « catholiques de la dissidence » peuvent trouver dans cette ville un terrain très fertile pour leur propagande, lorsqu'ils sont épaulés par ces personnages ou par des

revues comme « *Questitalia* », revue très répandue, qui a justement son siège à Milan. Il n'y a pas de doute que les jeunes « contestataires » catholiques ne furent pas étrangers aux émeutes universitaires de l'hiver dernier.

\*  
\*\*

En ce qui concerne la Toscane, nous y trouvons un véritable précurseur du « dialogue » avec les communistes dans la personne de M. Giorgio La Pira, ancien maire de Florence. Probablement, les lecteurs de « *Défense de l'Occident* » ont déjà entendu parler de ce personnage, dont les initiatives extravagantes, en Italie et ailleurs dans le monde (vous souvenez-vous de son voyage à Hanoi et de « l'accord secret » remis à la NASA ?) firent beaucoup de bruit à l'époque. En vérité, la figure de M. La Pira est surtout comique ; le « saint maire » n'est pas autre chose qu'un original que jamais les communistes n'ont pris au sérieux. C'est peut-être la raison pour laquelle le mouvement de dissidence catholique n'a pas pris en Toscane, bien que, outre M. La Pira, on y rencontre plusieurs éminentes personnalités du catholicisme — autour de la revue progressiste de théologie « *Testimonianze* » — et un certain don Milani (mort depuis peu), collaborateur de « *L'Unità* » et « éducateur » de jeunes gens. Quelques catholiques gauchistes, d'autre part, préfèrent s'intéresser aux expériences maoïstes et, bien sûr, ils entravent ainsi tout appui au P.C. d'obédience russe.

Naturellement, le « dialogue » et la collaboration entre rouges et catholiques se produit partout en Italie et non seulement dans ces régions. A Rome, par exemple, où les *messes-beat* continuent, à Naples, à Turin, etc.

\*  
\*\*

Quelle est l'attitude du clergé italien ? Et de Paul VI ?

Indubitablement, si le laïcat italien d'aujourd'hui est en train de s'inscrire en masse au P.C.I., une responsabilité très lourde en incombe au clergé. Avant qu'ils

ne t  
a to  
logie  
Révo  
« in  
franc  
dans  
les h  
Char  
au C  
tion  
« Sa  
qu'il  
qui s  
à la  
instit  
une  
conce  
porte  
Cet  
landa  
etc.),  
se ra  
Le  
dans  
Le C  
initia  
cipal  
ce pr  
de M  
ville  
l'insp  
tidien  
doxes  
trême  
A v  
en ce  
ressa  
donne  
qui e



ne touchent le peuple, en fait, le « vent de l'histoire » a touché les prêtres, les évêques, les cardinaux, les théologiens. Comme toujours. Qui provoqua en France la Révolution ? Le peuple « affamé » ? Pas du tout ! Les « intellectuels », les riches bourgeois, les aristocrates francs-maçons. Aujourd'hui, la même chose se produit dans l'Eglise catholique. La révolution, on la fait dans les hautes sphères de l'Eglise contre l'Eglise même. M. Charles Davis, ancien théologue catholique et « expert » au Concile Vatican II, a pu écrire récemment (« *A question of conscience* », Harper and Row, New-York, 1967) : « Sans hésitation, je confesse comme un fait évident qu'il y a des forces dans l'Eglise catholique de Rome qui sont opposées à sa structure présente, et qui visent à la dissolution... des institutions actuelles. La structure institutionnelle présente de l'Eglise Romaine implique une conception particulière de la vérité. Si la nouvelle conception de la vérité chrétienne a du succès et l'emporte, elle détruira, vraisemblablement, cette structure ».

Cette phrase vise particulièrement des théologiens hollandais et allemands (Küng, Rahner, Baum, Schillebeeckx, etc.), ce qui n'empêche pas les théologiens italiens de se rallier à eux avec ardeur.

Le progressisme réformateur trouva un porte-drapeau dans le Cardinal Lercaro, ancien Archevêque de Bologne. Le Cardinal Lercaro a été le promoteur de toutes les initiatives de « dialogue » avec les communistes, le principal fauteur de l'abolition du latin dans la messe (à ce propos je conseille de lire « La tunique déchirée » de M. Tito Casini), l'ami du maire communiste de la ville de Bologne, l'ennemi numéro un des traditionalistes, l'inspirateur occulte de « L'Avvenire d'Italia », le quotidien qui, avant d'être restitué aux catholiques orthodoxes, fut en pas mal d'occasions le défenseur de l'extrême gauche.

A vrai dire Bologne est une ville particulièrement riche en ce domaine. Toujours à Bologne, un autre cas intéressant de désobéissance et de progressisme galopant est donné par la revue des pères déhoniens « Il Regno », qui eut les honneurs de la chronique, il y a quelque

temps, pour avoir soutenu le divorce, bien que le Pape eût condamné toute tentative de l'introduire en Italie.

Intéressant et peut-être significatif, paraît également ce fait révélé par l'hebdomadaire « Il Borghese », selon lequel l'Archevêque de Milan, le Cardinal Vittorino Colombo, ne fut pas étranger au passage de M. Albani au P.C.I. En tout cas, il est certain qu'il lui envoya sa « paternelle bénédiction ». « Bénédiction »... pour quoi ? Pour la grande victoire de ses amis communistes ? Il n'y a aucun doute, toutefois, que les bénédictions en ce sens des prélats italiens sont innombrables. En revanche il est très douteux qu'un « fasciste » puisse en bénéficier. Bien au contraire ! Des prêtres ont refusé de célébrer la messe pour des enterrements accompagnés par les drapeaux nationaux.

Dois-je vous rappeler, enfin, le nom du Padre Balducci, condamné plusieurs fois pour outrage aux forces armées et instigation à l'objection « de conscience » ? Et celui de don Milani, qui exaltait les « conquêtes » des pays socialistes ?

S'agit-il là de cas isolés ? Pas du tout ! Par exemple, il est très difficile de trouver une librairie paroissiale, dans les villes italiennes, qui ne soit pas abondamment fournie en manuels sur l'éducation sexuelle, en journaux presque tranquillement pornographiques. On trouve couramment les titres suivants : « *Adolescenza : Testo di educazione sessuale e psicologica per i ragazzi di 14 anni* », ou « *Che cos'è la psicologia : Frigidità, Istinto, Erotismo* ». Bien sûr, vous pourrez trouver aussi bien les livres d'Harvey Cox sur la « death of God theology » — traduits récemment en Italie par des maisons d'édition religieuses — mais jamais un livre comme « *La Tunica stracciata* » di M. Casini.

Il est clair que toutes ces initiatives doivent avoir quelque inspirateur en haut. Faut-il penser par exemple, à Mgr Loris Capovilla, conseiller de Jean XXIII, auquel on doit toutes les « ouvertures » vers les pays rouges de l'Est ? Une commission composée de hauts prélats, outre des laïcs, n'a-t-elle pas proposé la contraception comme une pratique tout à fait légitime du point de vue moral ? Mais,

la mo  
tienne  
où on  
parler  
homo  
L'AMC  
MENT  
tholiqu  
ou ca  
Et il  
soyez  
Et l  
autori  
Pape  
cherch  
pronon  
Vitae  
et, on  
d'autre  
dit.  
Le 2  
de cho  
vie ca  
approf  
adapté  
spécial  
vérités  
Partan  
Histoie  
histori  
dition  
gneme  
ries su  
source  
méniqu  
des va  
irénism  
confor  
le deta  
l'unité

la morale ! Qu'est-ce aujourd'hui que la « morale chrétienne » ? Les livres où on exalte la sexualité ! Les films où on montre des actions obscènes ! Avez-vous entendu parler de « Teorema », le film du cinéaste marxiste et homosexuel P.P. Pasolini, où Dieu (OUI, DIEU !) FAIT L'AMOUR AVEC HOMMES ET FEMMES INDIFFEREMMENT ? Eh bien, ce film a été PRIME par l'Office Catholique International du Cinéma, sans qu'aucun prêtre ou cardinal se dressât contre ce scandale ! C'est inouï ! Et il s'agit seulement ici de quelques exemples, mais, soyez sûrs, qu'il y en a bien d'autres ! (4).

Et le Pape ? Le monarque absolu de cette Eglise sans autorité ? Paul VI — je dois l'admettre — n'est plus le Pape d'hier. Il a changé (5). Du moins, il semble. Il cherche actuellement à porter remède à ses fautes. Il a prononcé le « Nuovo Credo », il a publié la « *Humanae Vitae* » (6), il a condamné ouvertement les progressistes et, on dit même, que le Cardinal Ottaviani (épuré avec d'autres traditionalistes) est en train de revenir en crédit.

Le 25 avril dernier, le Pape déclara : « Il y a pas mal de choses qui peuvent être corrigées et modifiées dans la vie catholique, pas mal de doctrines qui peuvent être approfondies, intégrées et exposées en termes mieux adaptés aux besoins de notre temps ; mais deux choses spécialement ne peuvent pas être mis en discussion : les vérités de la foi... et les lois constitutionnelles de l'Eglise... Partant : renouvellement, oui, changement arbitraire, non. Histoire toujours vivante et nouvelle de l'Eglise, oui ; historicisme dissolvant, de l'engagement dogmatique traditionnel, non. Intégration théologique selon les enseignements du Concile, oui ; théologie conforme à des théories subjectives, téméraires, souvent empruntées à des sources hostiles, non. Eglise ouverte à la charité œcuménique, au dialogue responsable et à la reconnaissance des valeurs chrétiennes chez les frères séparés, oui ; irénisme renonçant aux vérités de la foi, ou enclin à se conformer à certains principes négatifs, qui ont amené le détachement de tant de frères chrétiens du centre de l'unité de la communion catholique, non... Liberté reli-

gieuse pour tous dans la société civile, oui ; liberté de conscience comme principe d'une liberté doctrine non soumise à un enseignement sérieux et autorisé, non... »

Après cet avertissement aux catholiques, Paul VI en a publié d'autres. Il vient de condamner l' « esprit de critique corrosif », les prix donnés à certains films (« Teorema »), etc. Mais quelle valeur ont tous ces avertissements ? Aucune. En fait, qui a voulu l' « aggiornamento » ? Paul VI. Qui a permis l'abolition du latin ? Paul VI. Qui a licencié le Cardinal Ottaviani ? Paul VI. Qui a dit que « la violence peut être justifiée ? » Paul VI. Qui a reçu le Président russe Podgorny ? Paul VI. Qui a envoyé des cadeaux au chef des communistes italiens ? Paul VI.

Toutefois, on parle volontiers d' « un nouveau Pape », « défenseur de la tradition catholique ». Soit ! Mais alors ? Les catholiques rouges cesseront-ils de « dialoguer » avec les assassins du peuple hongrois et de la liberté tchèque ? Bien sûr que non. Le « dialogue », en fait, est toujours valable, et le même Paul VI n'a jamais pensé à le condamner. Acceptera-t-on les dispositions du Pape sur les dogmes, ses encycliques ? Je ne le crois même pas. Les progressistes pourront toujours dire que c'est eux qui ont raison, et non le Pape. Ils pourront dire qu'ils sont eux « en avant ». Et ils pourront citer pas mal d'exemples, du « Sillabus » — aujourd'hui oublié — à l'abolition du latin, aux termes desquels, selon le Concile de Trente, le Pape, aujourd'hui, devrait être excommunié (7).

Je répète ici, pour conclure ce bref aperçu sur la situation du « catholicisme rouge » en Italie, ce que j'ai toujours pensé sur l'Eglise. Elle est en train de mourir. Elle est désormais morte dans le cœur de la majorité des hommes, *au moins en Occident*, elle risque de mourir aussi comme institution religieuse.

Bien sûr, il s'agit seulement d'un jugement personnel. Les choses de ce monde sont changeantes et imprévisibles, et nul ne peut prévoir ce qui va se passer. D'autre part, un jour ou l'autre — j'en suis sûr — le Bon Dieu se déci-

dera à illuminer les hommes, avant qu'ils se précipitent dans l'abîme obscur de l'orgueil.

Pour le moment, bornons-nous à nous demander : à qui est la responsabilité de la crise présente de l'Eglise ? Aux « catholiques rouges » ? Cherchons à ne pas être ridicules ! La vérité est une autre. *La vérité est que l'Eglise de Rome n'a pas réussi, n'a pas su, n'a pas voulu scinder sa destinée de celle des choses de ce monde.*

Trop souvent on cite la parole de Jésus « Donnez à Dieu ce qui est à Dieu, donnez à César ce qui est à César » sans réussir à en saisir la signification véritable, profonde, c'est-à-dire que *le pouvoir spirituel doit être séparé du pouvoir temporel*. C'est ce que le génial italien Dante Alighieri avait très bien compris, il y a sept siècles, en l'exposant dans son ouvrage sur la « Monarchie ».

Or, quelle fut l'attitude de l'Eglise catholique pendant les siècles ? Exactement l'opposé. Elle a cherché ou à dominer les puissances de ce monde, Empires et Monarchies, ou, au contraire, elle s'est soumise à eux. Faut-il rappeler la lutte contre le Saint-Empire ? Faut-il rappeler la flétrissante captivité de la Papauté à Avignon ? Il est bien évident que chaque fois que l'Eglise cherche à s'opposer à un pouvoir fort, elle succombe ; et chaque fois qu'elle se lie à quelques autres elle doit partager le destin de ces puissances temporelles, et, en tout cas, supporter une diminution inévitable de son autorité sur les âmes.

Quand les Papes se soumirent aux Rois de France, par exemple, tous les autres chrétiens de l'Europe — de l'Angleterre (en lutte avec la France) à l'Allemagne — ne pouvaient que regarder le Pape avec suspicion ; par conséquent, son autorité en était inévitablement réduite.

Le même dans les siècles derniers quand la Papauté lia ses destinées aux monarchies européennes. La chute progressive de ceux-ci fut aussi la diminution de l'autorité pontificale. Après la chute des Empires centraux le Pape se lia au Fascisme. Quand le Fascisme fut détruit, l'autorité spirituelle du Pape en fut atteinte. Ensuite, la Papauté devint « démocrate » et « atlantiste ». Au-

jourd'hui, les jeunes gens contestent cette attitude de l'Eglise. L'Eglise, maintenant, est en train de se lier au Communisme. Il en résultera pour elle une autre diminution d'autorité spirituelle. Jusqu'à sa complète disparition ?

Quand nous condamnons les « catholiques rouges », nous ne le faisons pas en catholiques, mais seulement en anticommunistes. Si j'étais un catholique, je ne serais pas pour le Cardinal Ottaviani contre le Cardinal Lercaro, mais *contre tous deux à la fois*. En fait, un homme d'Eglise n'a pas à être le défenseur des Vietcongs en Vietnam (Lercaro et ses amis) mais pas davantage à se faire le défenseur des « marines ».

Toutefois, aujourd'hui le problème est plus compliqué qu'hier. Il n'est pas seulement question de l'attitude « extérieure » de l'Eglise (avec les Américains ou contre les Américains). Aujourd'hui on cherche — cf. la citation de M. Davis — à changer les dogmes de la foi catholique. On cherche à conquérir par l'intérieur les hautes sphères de l'Eglise pour pouvoir la corrompre. Cette tentative est tout à fait nouvelle, et crée de nouveaux problèmes.

De ce point de vue, nous ne pouvons que partager la lutte des traditionalistes. L'Eglise était — dans les années passées — un exemple unique de fidélité à soi-même (*semper eadem*), et même un non-chrétien était frappé de ce fait. On ne peut oublier la contribution que l'Eglise a apportée à la civilisation européenne. Aucun homme civilisé — chrétien ou non — ne le peut.

Si la lutte des traditionalistes pour défendre l'Eglise traditionnelle doit être encouragée il ne faut pas oublier qu'une lutte doit être menée en même temps pour la totale spiritualisation de l'Eglise. La tâche de l'Eglise est de sauver les âmes des hommes, et non de s'immiscer dans les affaires du monde.

Agostino E. CARRINO.

(1) Quand les « extrémistes » appellent ces « socialistes » des « sociaux-traitres » on ne saurait leur donner tort. Où sont les temps héroïques et violents du socialisme ? En

vérité  
prévo

(2)  
je do  
lique  
ouvri  
fait,  
les o  
le «

(3)  
pas  
sincè

(4)  
bien  
plus  
lande

puter  
tous  
pard

(5)  
27 a  
teurs  
de to

(6)  
a fait  
« l'E  
bien

En  
peu  
pour  
En fa  
fait u  
l'inte  
natur

(7)  
letter  
Filip  
Roma  
e le  
che  
Sia s

vérité Mussolini fut le seul homme politique capable de prévoir cette évolution bourgeoise du socialisme.

(2) « Désordre constitué » : une expression intéressante, je dois l'admettre. En effet, s'il ne s'agissait pas de « catholiques » qui flirtent avec les rouges, on pourrait aussi ouvrir un « dialogue » entre nous et ces messieurs. En fait, en d'autres occasions, nous pourrions aussi partager les opinions de ces « dissidents », quand ils condamnent le « pouvoir de l'argent », par exemple.

(3) Je dis « dans la majorité des cas » parce qu'il ne faut pas oublier qu'il y a aussi des « catholiques rouges » sincères, qui croient vraiment à ce qu'ils disent.

(4) Je me suis borné à parler des progressistes italiens, bien sûr, mais le problème présente des aspects encore plus intéressants dans d'autres pays, en Allemagne, en Hollande, en Amérique. D'autre part, je ne suis pas un « computer » ni un Pic de la Mirandole pour avoir en mémoire tous les faits et les noms. Les lecteurs voudront bien me pardonner mes lacunes.

(5) M. Will Herberg, dans la « National Review » (du 27 août 1968) affirme, par exemple, que les « conservateurs » catholiques doivent se rallier au Pape et « prier de tous leurs cœurs pour que le Saint Père vive longtemps ».

(6) Toutefois, je crois que les espoirs que cette Encyclique a fait surgir sont hasardeux. « Rivarol » l'a définie comme « l'Encyclique du courage », mais elle me semble encore bien peu assurée.

En fait, Paul VI y condamne la « pilule », mais — peu après — il justifie l'usage des « moyens naturels » pour empêcher les naissances, ce qui est assez étrange. En fait, selon le raisonnement du Pape, un catholique qui fait usage de la pilule pèche, tandis qu'un autre, qui, avec l'intention de jouir du plaisir sexuel, fait usage des « moyens naturels », ne pèche pas.

(7) Dans un livre publié à Naples en 1824, « Esposizione letterale e mistica del S. Sacrificio della Messa », par Filippo Anfossi, on lit : « Chiunque dirà che il Rito della Romana Chiesa di proferire in secreto parte del canone, e le parole della consacrazione dev'essere condannato, o che la Messa dee celebrarsi soltanto in lingua volgare... *Sia scomunicato* ».

Jean ARELATE

## Pologne 1968

*La présente étude sur le catholicisme dans la Pologne actuelle est extraite du numéro de septembre de l'excellente revue l'Est européen. Nous avons pensé qu'il était intéressant de faire connaître à nos lecteurs, en même temps que l'article de notre collaborateur Agostino Carrino, cette documentation qui permet de comprendre mieux les tendances contradictoires que le Vatican a la lourde tâche d'arbitrer.*

La Pologne, bien qu'adhérant encore intégralement au bloc soviétique, n'est pas « comme les autres » pays situés derrière le « rideau de fer ».

C'est ce que l'on est amené à penser à l'issue d'un séjour, après avoir réfléchi sur ses situations économique et politique comparées à celles d'Etats similaires connus.

Parmi les nations d'Europe orientale, la polonaise, à bien des égards, est celle qui présente le plus d'attaches avec le monde occidental. Bien que se recommandant des mêmes principes, sacro-saints, du léninisme marxisme, l'application qu'elle en fait est bien particulière.

Les Polonais ont toujours été et demeurent épris de liberté, ils n'aiment pas « subir », que ce soit le gouvernement sur le plan international ou le simple citoyen sur le plan intérieur.

A Va  
langue  
avec le  
de l'en  
pectueu  
trouve  
pas à p  
un ban  
bien en  
domicile

On a  
ple : si  
l'armée  
après le  
attendu  
faubour  
massacr  
le 1<sup>er</sup> a  
le sait,  
nier de  
Grot-Ro  
l'ordre  
me et l  
un 3 a  
trouve l

La Po  
d'espère  
religieux  
lation as  
une péri  
pas été  
étaient c  
Le 15  
— des c  
point qu  
ser les u  
ble. Des



A Varsovie, dans la rue, les gens qui parlent une autre langue que le polonais entrent aisément en conversation avec les étrangers sans se soucier le moins du monde de l'entourage où ils se trouvent. Très courtois et respectueux des lois de l'hospitalité, le Varsovien qui se trouve en affinités avec sa nouvelle connaissance n'hésite pas à poursuivre la discussion dans un lieu public, sur un banc de square — les parcs sont nombreux, jolis et bien entretenus — dans un café, voire chez lui si son domicile est proche.

On apprend ainsi bien des choses. Celle-ci, par exemple : si l'on ne dit pas hautement et officiellement que l'armée russe a envahi la Pologne en 1939 immédiatement après les Allemands, que l'imbattable armée rouge a attendu 63 jours, de l'autre côté de la Vistule dans le faubourg de Praga, que les hitlériens aient terminé le massacre des 200.000 Varsoviens qui s'étaient soulevés le 1<sup>er</sup> août 1944 escomptant l'aide russe, tout le monde le sait, le dit, le répète. Si l'on ne parle pas du charnier de Katyn, du maréchal Pilsudski ou du général Grot-Rowecki, chef de l'Armée de l'Intérieur exécuté sur l'ordre d'Himmler le 3 août 1944, on y pense quand même et l'on se retrouve nombreux — vingt ans après — un 3 août, en l'Eglise Sainte-Croix de Varsovie où se trouve le cœur de Frédéric Chopin.

### *Un pays catholique*

La Pologne puise sa force, sa raison d'être, comme celle d'espérer, dans la pratique et le respect des principes religieux. Selon un haut fonctionnaire, 80 % de la population assistent régulièrement à un culte. A Cracovie, sur une période de six mois, 8 inhumations seulement n'ont pas été assistées par un prêtre, et sur ce nombre 4 étaient des suicides.

Le 15 août à Oliwa, faubourg de Gdansk — ex Dantzig — des centaines de fidèles emplissaient la cathédrale à tel point qu'un officiant dut leur demander de ne pas s'écraser les uns les autres pour s'approcher de la sainte Table. Des centaines d'autres avaient dû rester dehors,

attendant que la messe prît fin pour avancer à leur tour et participer à la suivante. L'après-midi, la procession avait réuni une telle assistance que les quelques Français présents se croyaient à Lourdes ou à Lisieux un jour de grand pèlerinage. Pourtant, ce jour n'est pas fête légale.

Il est difficile d'imaginer un pays de l'Ouest, même l'Espagne, où la religion représente une force aussi grande. La position du catholicisme y est prépondérante et son influence sur les esprits ne peut être mésestimée. Il vit son époque.

Contrairement à ce qu'on lit en France dans une certaine presse catholique, le clergé polonais n'est pas arriéré, il a bien le sens de ses responsabilités. En présence de la guerre d'usure que lui fait le parti communiste, il l'avertit bien haut par la voix du cardinal Wysinski :

« *Nous sauvegarderons notre catholicisme et, si nous devons le payer de la prison, nous ne le craignons pas* ».

Des déclarations de ce type — elles ne sont pas isolées — embarrassent le pouvoir. L'opération « cheval de Troie » qu'il comptait mener dans les milieux catholiques par l'intermédiaire des groupuscules « Pax » de l'opportuniste Piasecki — ou « Znak » — type démocrate-chrétien — s'est traduite par un fiasco, le clergé dans son ensemble, comme les fidèles dans leur majorité, n'ayant pas souscrit à ce « réalisme politique » tel qu'il leur était présenté.

#### *L'action des libéraux*

A l'image de l'Eglise, les intellectuels ne sont jamais restés passifs face aux événements. La célèbre lettre signée par trente-quatre d'entre eux, qui protestait contre la censure au nom des droits garantis par la Constitution, en est un témoignage, comme l'ouvrage du philosophe marxiste orthodoxe, le professeur Adam Schaff, *Le Marxisme et l'Individu*.

Dans ce livre consacré au problème de l'aliénation de la liberté d'expression, de la liberté d'exposer ses propres idées sur l'humanisme socialiste, l'auteur reconnaît que,

si l'E  
classe  
heur  
M.  
par n  
nan e  
de Va  
sans  
la vie  
ce tit  
Elle  
et le  
Poniat  
quente  
l'imme  
Mais  
à des  
admin  
propre  
pièces  
La c  
les ca  
terrain  
Parti,  
appella  
libérau  
vistes  
petite  
format  
pratique  
Au r  
tes, es  
tés fin  
ques.  
La f  
des en  
été rev  
blics p  
térêt e  
primes

si l'Etat est devenu plus puissant, les différences entre classes n'ont pas disparu et que le volume total de bonheur humain ne s'est pas accru d'une façon appréciable.

M. Gomulka, l'homme du juste milieu, ramené en 1956 par manifestations organisées par les étudiants de Poznan et les ouvriers de l'usine d'automobiles Zeran près de Varsovie pour protester contre une « bureaucratie sans entrailles », cause d'un accroissement du coût de la vie, n'est pas seulement idéaliste, il est réaliste et, à ce titre, il fait des concessions.

Elles sont parfois symboliques, comme la réhabilitation et le transfert de la statue équestre du prince Joseph Poniatowski, maréchal d'Empire, d'un endroit peu fréquenté de Varsovie à un emplacement en vue devant l'immeuble du Conseil des Ministres.

Mais le plus souvent, elles sont pratiques et obéissent à des impératifs économiques comme la décentralisation administrative qui permet aux entreprises de fixer leurs propres normes de travail, leur taux de rétribution aux pièces et leurs systèmes d'encouragement.

La dénationalisation de la propriété dans les villes et les campagnes, le rétablissement du libre commerce des terrains sont autant de signes ; ils indiquent que, dans le Parti, le groupe de pression « Pulawska » qui doit son appellation à une rue de Varsovie où se rencontrent les libéraux, poursuit — malgré l'opposition du groupe d'activistes staliniens et antisémites « Natolem », nom d'une petite commune proche de la capitale — son action réformatrice en vue de « donner au système un sens plus pratique et plus humain ».

Au mythe du tonnage, qui règne dans les pays marxistes, est substitué un système d'évaluation où les réalités financières comptent plus que les quantités physiques.

La formation comme l'évaluation du capital des grandes entreprises ainsi que les taux d'amortissement ont été revus et corrigés et les subventions des pouvoirs publics pratiquement supprimées. La notion du taux d'intérêt est de nouveau actuelle. Les bénéfices, comme les primes allouées dans le but d'éviter le gaspillage des

matières premières, ne sont plus intégralement liés à la production brute, mais au rendement des entreprises.

Les objectifs du Plan ne font plus apparaître que les buts essentiels, pleine liberté est laissée aux dirigeants pour les atteindre. Le principe de la régulation des échanges en vertu de l'éternelle loi de l'offre et de la demande sur le marché a été ajouté aux bases de la planification et du développement harmonieux de l'économie.

L'activité professionnelle individuelle, non socialisée, n'a pas complètement disparu. Il existe 660.000 artisans dont près de la moitié sont établis à titre personnel, et la petite entreprise demeure. On dénombre 150.000 « ateliers » qui occupent 300.000 personnes.

Le taux d'accroissement démographique est égal à celui de l'U.R.S.S. : 29,3 %. Il est supérieur à ceux de tous les Etats communistes et également supérieur ou égal à ceux des principaux pays occidentaux. L'équilibre est atteint entre les populations rurale et urbaine, par suite de la diminution du nombre d'agriculteurs.

### *Le monde du travail*

Pourtant 86 % des terrains sont encore entre les mains de petits propriétaires dont la majorité exploite un domaine inférieur à 10 hectares. Le secteur socialisé agricole n'exploite, avec ses 1.350 fermes d'Etat, que 13 % et, avec ses exploitations collectives, que 1 % des terres arables.

Par le mouvement coopératif qui repose sur le système traditionnel des cercles agricoles, le gouvernement espère arriver à une « collectivisation totale ». Ces cercles, au nombre de 32.000, fonctionnent dans 75 % des villages, et sont administrés par des membres librement élus. En permettant aux paysans de disposer de moyens de travail modernes, ils ont eu pour premier effet de renforcer l'attachement de l'agriculteur à sa terre.

Ces moyens, qui sont mis en location pour des travaux déterminés moyennant une contribution financière peu élevée, ne sont pas réservés aux seuls adhérents, ils sont à la disposition de tous, mais le paysan non inscrit au

cercle  
augmen

Au vi  
nuelles,

son de  
cle, n'es

Pour

présente  
similitu

soviétiq

Ici au

de la h

che 3.00

tiste et

ouvrier

naire, d

dans un

La sit

est asse

an.

Une f

40.000 Z

6 moutc

levés pa

taire est

duits :

220 kg c

prix pra

Les «

l'étrange

celles de

gnent le

La du

48 heure

2 diman

Comp

de quali

de chau

une vest

Le niv

cercle acquitte en compensation le prix de la location augmenté de 20 %.

Au village, les « activités marxistes » sont pratiquement nulles, sauf en période électorale. Le cinéma ou la maison de la culture sont fréquentés si le film, ou le spectacle, n'est pas tendancieux ou inspiré par la propagande.

Pour un visiteur venant de l'Ouest, le niveau de vie présente, pour certaines catégories professionnelles, des similitudes frappantes avec les autres satellites du bloc soviétique.

Ici aussi, la profession d'ingénieur occupe le sommet de la hiérarchie sociale. Un ingénieur géomètre touche 3.000 Zlotys (Zl) par mois, un médecin 2.500, un dentiste et un avocat 2.000. Le salaire moyen mensuel d'un ouvrier d'industrie est de 1.600 Zl et le petit fonctionnaire, du type de la jeune femme qui contrôle les billets dans un train, de 1.250 Zl.

La situation d'un ouvrier agricole d'une ferme d'Etat est assez pénible, un couple reçoit environ 12.000 Zl par an.

Une ferme de 5 hectares rapporte à son propriétaire 40.000 Zl avec un cheptel de 4 vaches, 1 cheval, 10 porcs, 6 moutons et de la volaille. Sur ce revenu 10 % ont prélevés par l'Etat au titre de l'impôt direct et le propriétaire est tenu de lui fournir une certaine quantité de produits : 600 kg de blé, 1.000 kg de pommes de terre, 220 kg de viande de porc qui lui sont payés au tiers des prix pratiqués sur le marché.

Les « privilégiés » qui s'occupent de commerce avec l'étranger bénéficient de rémunérations plus importantes ; celles de certains dirigeants d'entreprises « Export » atteignent le chiffre de 20.000 Zl par mois.

La durée de la semaine de travail pour tous est de 48 heures en 6 jours, mais on parle de la semaine des 2 dimanches.

Comparativement à ces revenus, le coût d'un costume de qualité acceptable est de l'ordre de 2.000 Zl, une paire de chaussures de ville en vaut 300, une chemise 116 et une veste 850.

Le niveau de vie d'une famille dépend essentiellement

du nombre de personnes qui travaillent. Bien que les marxistes aient toujours prétendu que le chômage était un mal inhérent à l'économie capitaliste, il existe chez eux; la Pologne est le seul pays communiste qui publie des statistiques, mais, comme il n'y a pas d'allocations de chômage, les chiffres annoncés ne reflètent pas forcément la réalité.

La nourriture est abondante et variée. Le consommateur dispose de nombreux articles. Un repas convenable pris dans un hôtel de premier ordre d'une grande ville, revient à 50 Zl avec eau minérale et café. Le kilo de pommes de terre de qualité en coûte 27 et le kilo de prunes 10. Pour les gens d'Occident la difficulté est de boire une boisson fraîche — « frappée » comme dit le garçon du restaurant — une petite bouteille de bière coûte 10 Zl et elle est rarement à température acceptable.

Les livres et les articles de papeterie sont plus chers que dans les autres pays communistes. En revanche, si les photographies et reproductions ne sont pas meilleures, la typographie et la qualité du papier y sont supérieures.

La traction animale domine encore les transports. De nombreuses bourgades sont reliées entre elles par des autocars, mais le moyen le plus utilisé est le train. Les trains sont fréquents, propres, bien entretenus et relativement bon marché. Un parcours de 765 km revient à 270 Zl en première classe et à 180 Zl en seconde. Il y a toujours du monde mais sans qu'on y soit entassé. Les trains du type « banlieue » des villes circulent à un rythme à rendre envieux les banlieusards parisiens. Ils sont en majeure partie électrifiés. Pour 2 Zl on va de Gdynia à Gdansk, soit 22 km. Entrée et sortie des gares sont libres, le billet est délivré par un distributeur automatique. L'avion sur les lignes intérieures est d'un emploi courant et d'un prix abordable si l'on en juge par le nombre de voyageurs polonais qui l'empruntent.

Comme dans n'importe quel pays, celui qui a de l'argent peut tout. Il peut aller dans les magasins d'articles d'occasion et dans les boutiques spéciales où les achats s'acquittent en devises étrangères. Ces devises sont

très recherchées. On trouve des acheteurs de dollars partout, dans les hôtels comme dans les rues. Ils proposent facilement 3 fois plus que le taux officiel qui est de 21 francs français pour 100 Zlotys.

Sur le plan social, les syndicalistes ne parlent pas comme leurs homologues occidentaux de « conquêtes sociales ».

Il y a deux sortes de travailleurs : ceux qui bénéficient d'avantages sociaux et les autres, notamment les agriculteurs. Le paysan ne bénéficie pas du régime de prévoyance et de sécurité. Pour lui, une journée d'hôpital revient à 55 Zl et la visite du médecin à 25 Zl ; mais il peut obtenir de la banque d'Etat des prêts à long terme à 3 % d'intérêt, et en fin de carrière sa pension mensuelle peut être égale ou supérieure à 560 Zl, ce qui constitue la retraite la plus élevée du bloc soviétique.

Les décorations sont très recherchées. Parmi les gens que l'on croise dans la rue, beaucoup portent de nombreuses médailles miniatures. L'une des raisons qui font rechercher la qualité de « décoré » tient au fait que ceux qui le sont ont droit à des retraites supérieures de 25 % aux pensions ordinaires.

La politique de déflation introduite en 1964 s'est traduite par une diminution d'emplois et de salaires. Aussi, dans certaines régions rurales, les habitants, et en particulier les femmes, éprouvent des difficultés pour trouver un emploi.

Dans les villes, à Varsovie comme à Cracovie, la femme mariée qui travaille doit faire face à des problèmes qui restent inconnus de l'Européenne de l'Ouest, comme les longues files d'attente aux magasins d'alimentation.

A part ces difficultés, les habitudes bourgeoises se conservent : un ménage où les salaires rentrent régulièrement aspire à posséder sa petite voiture, à faire construire une maison dont le coût minimum est de 100.000 Zl. En Pologne, la vie semble bien plus agréable que dans n'importe quel autre pays d'Europe orientale. Les villes reconstruites, comme la miraculée « Varsovie », ou Gdansk, l'ont été avec goût et, dans les vieilles cités comme Cracovie, le caractère historique comme les tra-

ditions municipales sont respectés. Les rues sont propres, l'uniformité en est absente et, aux fenêtres des maisons, il y a des rideaux. Beaucoup de verdure, des parcs fleuris fréquentés par de nombreux promeneurs, dont certains, surtout parmi les femmes, sont vêtus avec élégance.

Dans l'ensemble, l'aspect de la population reflète un état de santé supérieur à celui que l'on peut constater dans toutes les autres démocraties populaires.

La joie de vivre apparaît partout, les minorités allemandes incluses. Elles la manifestent en extériorisant des sentiments tenus bien longtemps cachés, on parle de nouveau allemand, on le dit et on le proclame.

Ce réveil suscite des réactions de la part des Polonais, elles ne sont pas unilatérales, car elles visent aussi à secouer le joug de l'Est afin d'adhérer à la Communauté des nations européennes libres.

Les générations qui ont supporté pendant la seconde guerre les privations et les persécutions sont, bien sûr, marquées dans leur chair. Beaucoup de Polonais et de Polonaises portent sur l'avant-bras le tatouage des 6 chiffres, marque ineffaçable de leur passage dans un camp de concentration.

Enclins à la réflexion comme à la religiosité, doués d'un esprit rationnel qui les tient éloignés des illusions romantiques, tous, partisans ou non du régime, savent pertinemment que grâce à leur opiniâtreté ils ont acquis quelque chose à défendre.

Comme la grande majorité des Polonais puise dans la foi chrétienne les énergies nécessaires, il n'y a pas de raison pour le monde occidental, de ne pas conserver, quant à la Pologne, son optimisme légendaire.

Da  
« L'  
que  
polic  
faisa  
seule  
socié  
de s  
ment  
ceux  
quen  
aggr  
To  
que,  
et d  
droit  
sate  
cien  
uns  
Aucu  
de s  
à m  
qui  
tant  
app  
répa



F.-H. LEM

---

## Le Malaise Fondamental

Dans la conclusion d'une étude ayant pour titre « *L'homme subordonné à la machine* », rendant publique une lettre que j'avais adressée à M. le Préfet de police de Paris — prédécesseur du préfet actuel — je faisais état de cette révolution antitechnocratique, la seule nécessaire, la seule restant à accomplir dans notre société soumise aux impératifs de l'argent et qui en dépit de ses étiquettes démocratiques est la plus sournoisement oppressive qui fut jamais, d'une manière telle que ceux mêmes qui la refusent ou prétendent la réformer risquent, dans l'ignorance de ses structures profondes, d'en aggraver les conséquences inhumaines.

Tous se recommandent, en effet, d'un progrès technique, soucieux seulement d'un transfert des appartenances et des responsabilités. Qu'ils se disent de gauche ou de droite, qu'ils soient autoritaires ou libertaires, centralisateurs ou autonomistes, aucun ne paraît avoir pris conscience de ces réalités résistant aux terminologies dont les uns et les autres prétendent simplement les affubler. Aucun, en dépit de déclarations se référant à des valeurs de sentiment, voire à des idéologies arbitraires, n'a réussi à mettre en évidence la nature et l'origine des malaises qui agitent cette société insatisfaite et qui paraît d'autant plus insatisfaite que ses conquêtes matérielles sont apparemment plus brillantes. Soucieux seulement d'en répartir les avantages et d'en exercer le contrôle, mis à

part quelques rares esprits clairvoyants et passant pour chagrins, tous contestent mais personne ne conteste ce qui serait seulement contestable : la nature et le choix des moyens, prétendus seulement mauvais dans la mesure où ce sont les autres qui les préconisent.

Prenant prétexte des événements du quartier latin du 10 mai et poursuivant les démarches que je n'ai jamais cessé de faire auprès des pouvoirs responsables, selon l'esprit et aux fins que j'ai exposés dans le document précité, ainsi que dans ma « *Lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l'Intérieur sur les accidents de la route* » — lettre qui bien qu'étouffée par la grande presse à la solde de ses annonceurs m'a valu les accusés de réception les plus encourageants — je faisais part à M. le Premier Ministre de mes réactions à l'égard de ces premiers incidents dont on ne pouvait douter qu'ils auraient une suite en fonction même de la carence des autorités responsables à les prévenir. Et j'écrivais, en manière de conclusion, textuellement ceci :

« *Quant aux étudiants s'ils n'ont rien affirmé de valable que les gens qui réfléchissent ne connussent déjà, ils ont incidemment et involontairement coopéré de la manière la plus significative avec les forces de l'ordre en brûlant une centaine de véhicules en stationnement abusif sur les chaussées. S'ils en avaient détruit dix mille ils auraient, comme David des Philistins, fait œuvre exemplaire et participé de la manière la plus utile à l'ordre dans la rue et à l'assainissement de la circulation dans Paris* ».

J'espère que le destinataire de cette lettre aura eu assez d'esprit et ce sens de l'humour, qui fait défaut à tant d'hommes politiques, pour apprécier la signification de cette boutade ; elle va, en fait, très au-delà de ses considérants immédiats et pourrait sembler inspiré par un esprit d'anarchie, alors qu'elle émane d'un homme plus qu'aucun autre soucieux d'ordre et du respect des libertés individuelles et collectives.

Seulement voilà, il y a la manière d'envisager ce respect des libertés, lié à la notion même qu'on prétend en avoir. Il semble bien que les hommes d'aujourd'hui et les Fran-

çais en  
Cette li  
de com  
tir du  
pure lic  
frein q  
voisina  
licence  
d'opinio  
ple per  
véritabl  
presse  
cistes,  
donnen  
les plu  
eux, su  
et cher  
phore,  
comme  
lageant  
jonchée  
et de g  
geant  
l'entrée  
sades  
dence,  
sous-dé  
pressio  
testable

Mais  
si on j  
Consid  
notre  
mulé p  
les gén  
ces tec  
outils  
et l'eff  
forts a  
sultant

çais en particulier aient une singulière notion de la liberté. Cette liberté est pour la plupart d'entre eux une liberté de comportement, laquelle n'est le plus souvent et à partir du moment où elle se traduit par des actes qu'une pure licence, répondant à un égoïsme primaire, sans autre frein que les contraintes exercées par les rapports de voisinage et de contact. Dans le domaine de l'esprit cette licence est pire encore car sous le couvert de la liberté d'opinion — qui n'est pas du tout ce qu'un vain peuple pense et en l'exercice légitime de laquelle repose la véritable liberté, — prenant pour alibi la liberté de la presse dans les pays prétendus démocratiques, publicistes, professionnels de la parole et de la plume s'abandonnent aux pires excès, aux dévergondages de l'esprit les plus inconséquents. Un très grand nombre d'entre eux, subissant les contraintes d'une société oppressive et cherchant à s'y soustraire ne serait-ce qu'en métaphore, utilisent la chose écrite comme exutoire. Ils sont comme des gens qui iraient crachant, vomissant, se soulageant partout. Il suffit de parcourir les rues de Paris jonchées d'immondices, aux façades souillées de libelles et de graffiti, de regarder les kiosques à journaux regorgeant de publications ineptes, les affiches placardées à l'entrée des salles de cinéma, celles collées sur les palissades et sur les murs pour constater avec quelle impudence, quelle absence de responsabilité une masse de sous-développés intellectuels exercent leur liberté d'expression, faisant de l'invention de Gutenberg le plus détestable usage.

Mais ce dévergondage intellectuel n'est que le reflet et si on peut dire la conséquence de celle des techniques. Considérées en soi ces techniques, la grande conquête de notre siècle, — lequel prétend avoir sur ce plan accumulé plus de trouvailles et d'applications pratiques que les générations l'ayant précédé durant deux millénaires, — ces techniques ne sont rien d'autre que des moyens, des outils plus ou moins perfectionnés, dont la complexité et l'efficacité résultent d'une énorme concentration d'efforts accomplis sur certaines données technologiques résultant elles-mêmes d'un élargissement et d'un appro-

fondissement des sciences d'observation. Sur le plan social et humain ces techniques n'ont et n'ont toujours eu qu'une valeur purement pragmatique et de leurs modalités d'application dépend et a toujours dépendu leur valeur d'utilisation. Ce qu'il y a de plus significatif peut-être et aussi de plus grande portée dans les incidences qu'elles ont sur la culture et sur les mœurs, c'est leur parallélisme concurrentiel. Ce que nous appelons aujourd'hui *les techniques de pointe* ne sont rien d'autres que les développements plus ou moins autonomes de ces techniques par rapport à d'autres dès longtemps élaborées. Et c'est de leur concurrence en une société, sans autre règle qu'un libéralisme économique instauré en d'autres temps, que résulte le déséquilibre, des sociétés modernes.

L'Economie politique classique a su dégager certaines lois permettant de rendre compte des crises dans nos sociétés surindustrialisées où la consommation tend à s'adapter à la production. Elle n'a pas su dégager de justes observations, de lois comparables, relatives à cet autre facteur de déséquilibre chronique, lequel résulte de cette concurrence des techniques parallèles se disputant les circuits économiques, aussi bien dans la production que dans la distribution et la consommation : concurrence des procédés industriels, de fabrication, d'utilisation des matières premières, concurrence des moyens de distribution et de transport : ceci à tous les niveaux. Et, aggravant encore les conflits internes et les confusions qui en résultent, cet autre facteur qu'on peut considérer sinon comme absolument nouveau en son principe mais assez spécifiquement moderne en ses pratiques : *les entreprises publicitaires*, dont l'importance est sans cesse grandissante, en fonction même de la volonté d'expansion, régissant tout le secteur tertiaire et aggravant le déséquilibre « *production-consommation* » qu'elles prétendent cependant réduire. Comme les ressorts psychologiques sur lesquels elles s'appuient n'ont en soi rien de nouveau et mettent en jeu les déterminants les plus élémentaires d'ordre sensoriel et affectif, ce qui est la condition même de leur emprise sur la masse des consommateurs, on voit immédiatement les

consé  
porain  
un fr  
au pl  
possib  
caces.

En  
public  
librer  
étroit  
lectiv  
sions  
en ph  
pouvo  
niser  
la cir  
un e  
explo  
d'éne  
d'hyd  
sivern  
inépu  
feron  
exhér  
irrem

C'e  
que s  
soi la  
aurai  
avait  
cienc  
créé  
en «  
pour  
jurid  
publi  
perso  
une  
véhic  
bruy

conséquences d'un tel complexe sur les sociétés contemporaines livrées à des impulsions quasi irrésistibles dans un fractionnement indéfini de toute prise de conscience au plan collectif supérieur, le seul cependant où il soit possible d'exercer une orientation et un contrôle efficaces.

En ce domaine, plus qu'en aucun autre, les pouvoirs publics, qui devraient tout mettre en œuvre afin d'équilibrer, d'harmoniser, de protéger les libertés individuelles étroitement conditionnées par le respect des libertés collectives, se sont montrés inopérants, cédant aux pressions démagogiques, aux exigences d'un étatisme de plus en plus débordant, acculé aux expédients budgétaires, les pouvoirs publics n'ont su ni prévoir, ni prévenir, ni organiser ce secteur dévorant des transports, conditionnant la circulation des personnes et des biens. Il en est résulté un effroyable gaspillage d'énergie et de moyens, une exploitation exhaustive de toutes les sources et réservoirs d'énergie, constitués en majeure partie par les gisements d'hydrocarbures, qui après ceux des houillères, si abusivement exploitées durant plus d'un siècle, ne sont pas inépuisables et lorsqu'ils se seront envolés en fumées feront cruellement défaut aux générations futures, ainsi exhérédees, privées d'une matière première probablement irremplaçable.

C'est à la lumière de telles observations et réflexions que s'éclaire cette boutade relative à la manifestation en soi la plus abusive de l'explosion estudiantine, mais qui aurait pu prendre une toute autre signification si elle avait eu d'autres mobiles, procédé d'une prise de conscience supérieure à l'égard de l'intolérable situation que crée l'enlissement progressif de nos cités, transformées en « *parking* » insolites, malpropres, aussi offensants pour les yeux qu'ils sont inacceptables du point de vue juridique le plus élémentaire, le respect de ce domaine public, à la disposition de tous mais n'appartenant à personne ; à l'égard des intolérables abus qu'engendre une circulation anarchique, incontrôlée, d'une masse de véhicules sans cesse croissante, de plus en plus rapide, bruyants, asphyxiants, encombrants, partiellement inutiles,

transformant nos rues et nos routes en champ de compétition, compétition prétendue sportive ou nécessaire et qui n'est que la compétition de l'égoïsme, de la sottise, de la vanité la plus suspecte quand elle n'est pas la plus abjecte, ayant pour déterminants la concurrence irresponsable des constructeurs s'ingéniant à commercialiser la vitesse, la carence criminelle des pouvoirs publics qui les y autorisent, oubliant leur rôle supérieur d'arbitre, celui de mainteneur de l'ordre et de garant de la sécurité collective.

On pourrait en dire autant des transports aériens, abandonnés eux aussi à un empirisme absolument inacceptable, en fonction duquel la sécurité, la tranquillité, le droit à une vie normale de 50 millions de Français sont soumis aux permanentes emprises de compagnies d'exploitation (ceci sans parler des avions de tourisme et des engins militaires), transformant le territoire national en un immense aérodrome, avec une circulation de plus en plus intensive d'appareils de plus en plus puissants, de plus en plus inutilement rapides et dangereux, dont le premier impératif technique devrait être de les rendre silencieux afin qu'ils n'affectent pas de manière intolérable, légalement et juridiquement, le séjour de nos villes et de nos campagnes, la vie des populations qu'ils survolent. Qu'un Etat puisse promouvoir aux frais des contribuables une entreprise aussi suspecte, aussi onéreuse, aussi absurde techniquement, financièrement et humainement que celle de l'avion supersonique « *Concorde* » apparaît comme un défi au bon sens.

Si les étudiants en colère, au lieu de revendications plus ou moins fumeuses, assorties de propositions subversives, inacceptables en leurs prétendus débats, avaient contesté, au-delà même de disciplines universitaires, toujours contestables, et de manière d'autant plus efficace que cette contestation eût pris une allure disciplinée, résolue (l'excessif est sans conséquence) les anomalies et les contradictions internes de notre société de consommation, dénoncé le matérialisme avilissant qui la conditionne, discerné ce conflit anarchique et dégradant des techniques qu'une propagande insidieuse tend à

mythi  
auraie  
bleme  
porte-  
trales  
au lieu  
tir qu  
une ir  
plus u  
si just

C'est  
abordé  
tous c  
civilisa  
se situ  
vigilan  
« La  
cadre  
d'exista  
a si u  
hier en  
taines  
puisse  
porte  
précon  
afin qu  
lieu de  
saire c  
époque  
person  
les sec  
téraire  
dernes

mythifier par la confusion des moyens et des fins, ils auraient fait œuvre éminemment humaine, forcé probablement l'apathie de la conscience collective, mis en porte-à-faux les revendications contradictoires des centrales syndicales politisées et leur philosophie primaire, au lieu de provoquer un désordre dont il ne pouvait sortir que d'autres désordres aboutissant au chaos ou à une inéluctable répression, contribuer de la manière la plus utile à la réforme de cette société où ils se sentent si justement mal à l'aise.

C'est à la lumière de telles réflexions que doivent être abordés, élucidés les graves problèmes de notre temps, tous ceux qui conditionnent l'avenir de ce pays, de notre civilisation, de notre culture, au premier rang desquels se situent les problèmes de l'habitat, qui requièrent la vigilance, les efforts désintéressés d'une Association — « *La Ligue urbaine et rurale pour l'aménagement du cadre de la vie française* » —, qui en vingt-cinq ans d'existence et avec des moyens le plus souvent dérisoires a si utilement proposé, défendu tant d'idées valables, hier encore ignorées, contestées, aujourd'hui reçues, certaines déjà acceptées et en voie d'application. Quoi qu'on puisse en penser les idées justes font leur chemin. Il importe seulement que ceux qui les mettent à jour en préconisant les applications sachent s'effacer devant elles afin qu'on ne puisse leur reprocher de s'en servir au lieu de les servir. Et c'est peut-être la leçon la plus nécessaire que cette objectivité dans la proposition, à une époque qui sacrifie tant aux réputations, au culte de la personnalité, aux idoles, à ce cabotinage qui envahit tous les secteurs de l'activité, intellectuelle, scientifique, littéraire, artistique, agent de putréfaction des sociétés modernes en voie de décomposition.

F.-H. LEM.

Pierre FONTAINE

## Publicité et Indépendance de la Presse

La publicité de marque à l'O.R.T.F. a été l'occasion de débats politiques qui ne passionnaient que les intéressés, c'est-à-dire les journaux et les publicitaires reniflant les pourcentages intéressants à percevoir sur une propagande à tarifs très élevés. Dans son ensemble, le public ne « marcha » pas parce qu'il ne distingue pas très bien — avec juste raison — la différence fondamentale, pour sa rétine ou ses oreilles, à établir entre une publicité « compensée » et une publicité de marques. Ce public est de bon sens. La discussion est oiseuse et hypocrite car un bon nombre d'auditeurs et de téléspectateurs digèrent déjà sans sourciller et sans se fâcher — de préférence pourrait-on dire — les émissions avec profusion de publicité de Radio-Luxembourg, d'Europe N° 1 et de Radio Monte-Carlo. La presse écrite s'est démenée pour protéger un bifteck qu'elle croit menacé, c'est de bonne guerre. Les postes périphériques, inquiets de cette concurrence de l'O.R.T.F., animèrent les campagnes « contre », réflexe de *business*, ordre normal des choses. Mais de là à enfourcher les grands chevaux de « l'indépendance de la presse », il y avait un pas à ne pas franchir qui fut franchi allégrement, car personne n'osa évoquer l'indépendance *politique* des agences de publicité.

Je pré  
fessionn  
quelque  
journal  
actuelle  
(comme  
tarif de  
Ajouton  
depuis  
c'est-à-d  
dans les  
presse. L  
res : la  
parisien  
les jour  
donc, a  
d'abonne  
sans ma  
(méthod  
indépen  
particuli  
que les  
dans la  
Nous,  
ture des  
car il s  
générau  
Les ap  
jadis les  
presse  
mais pr  
l'exempl  
risiens  
de 1939  
le même  
ficient. L  
moyen j  
en direc  
pied de  
provinci



Je précise que j'ai plusieurs lustres de journalisme professionnel parisien à des postes de cadres, j'ai donc quelque expérience. Il est aussi bon de rappeler qu'un journal quotidien coûtait un sou en 1914 et vaut 0,50 F actuellement, soit 1.000 fois son prix de « naguère » (comme disait Curnonsky); ce qui constitue, avec le tarif de la coupe de cheveux pour hommes, un record. Ajoutons une chose que l'on évite de crier sur les toits : depuis la deuxième guerre mondiale, le gouvernement, c'est-à-dire les contribuables, participait pour 15 % dans les achats de matériels neufs des entreprises de presse. Il n'est encore pas inutile de rafraîchir les mémoires : la presque totalité de la grande presse actuelle, parisienne et provinciale, s'installa à peu de frais dans les journaux qui fonctionnèrent pendant l'occupation ; donc, administrations, immeubles, imprimeries, réseaux d'abonnés et de ventes, acquis sans investissements et sans mal ; opération dite des « biens dévolus de presse », (méthode copiée par M. Ben Bella quand l'Algérie devint indépendante). Donc, dans l'ensemble, une presse « issue » particulièrement favorisée mais qui prétend, néanmoins, que les recettes de la publicité font vivre leurs organes dans la proportion de 50 à 60 %.

Nous, on veut bien admettre cette marge de couverture des frais généraux, mais seulement après examen, car il semble que l'on ait tendance à confondre frais généraux et frais généraux.

Les appétits s'aiguisent considérablement, alors, comme jadis les rois et la V<sup>e</sup> république, trop d'organismes de presse n'ajustent plus leurs dépenses à leurs recettes, mais pratiquent la méthode contraire. Si l'on prend l'exemple d'un de mes anciens confrères-collègues parisiens de situation confortable sans plus avant la guerre de 1939, à son retour des Etats-Unis en 1944, il reprit le même collier mais il est devenu un châtelain municipal. En province, un autre journaliste, de standing moyen jadis, se transforma, grâce à cette « presse issue », en directeur de groupe régional de presse vivant sur un pied de prince, à cheval sur la capitale et sa chaise aveule provinciale ; quand sa fille se maria avec un monsieur

titré, un avion vint déverser sur le cortège une pluie de pétales de roses. Tel autre collaborateur d'un quotidien régional de province émergeait, comme secrétaire général *adjoint* (je dis bien *adjoint*), pour 250.000 F anciens par mois, plus « frais de représentation », il y a quelques années. Allons, la presse paie !

On reprochait jadis à Léon Bailby d'entretenir à *L'Intransigeant*, une cohorte de rédacteurs qui ne fournissaient pas une seule ligne de copie chaque mois ; ce temps est-il révolu ? Certains quotidiens parisiens, en particulier un vespéral, ne fut-il pas disséqué par un confrère qui démontra qu'un système parasitaire, sous des titres plus ou moins fallacieux, permettait de rémunérer grassement et régulièrement des copains ou d'anciens complices sans autres « jobs » ? Quand les grands journaux pleurent misère, il serait d'abord honnête d'examiner sérieusement le détail de leurs frais dits « généraux ». Des entreprises commerciales saines ne résisteraient pas longtemps avec ces habitudes de goinfrages aux sommets et des désordres assez graves d'organisation intérieure engendrant des effectifs pléthoriques. Le travail effectué dans quelques quotidiens provinciaux, de rayonnement modeste mais sortant néanmoins quatre ou cinq éditions, avec un personnel réduit qui sait travailler, pourrait servir de modèle à de plus importants confrères. Si la presse manifeste la prétention d'ajuster ses recettes à des gestions somptuaires, la voie est ouverte aux citoyens pour exiger des salaires aptes à satisfaire leurs appétits de superflus.

Les organisations syndicales des personnels fabriquant un journal, qu'il s'agisse d'ouvriers ou de rédacteurs, parvinrent à imposer des normes de travail qui grèvent assez lourdement les budgets des journaux. Une sorte de démagogie s'est installée dans la presse. Prenons l'exemple limité du quotidien *L'Auto*. Jusqu'en 1944 deux secrétaires de rédaction suffisaient en semaine avec un renfort le dimanche soir. Son successeur, *l'Equipe*, avec la même direction, sans davantage de travail, emploie aujourd'hui une demi-douzaine de personnes de la même catégorie. *L'Auto* était réputé pour être la meilleure

affaire d  
gent par  
meubles  
granges  
*L'Equipe*  
me direc  
lement, s  
béré. Un  
avec une  
Jean Piot  
serait ca  
œuvre de  
l'experte  
Francine  
du busin  
tivités, M  
Boni, dé  
jamais u  
ses nécro  
titre rest  
qui ne s  
ayant de

Traiten  
les des a  
de la pub  
et malgr  
quelque  
française.  
frisent p  
intégrati  
de société  
nettemen  
loin.

Parfois  
avouées.  
tous les  
aussi d'a  
l'avantage  
dans les  
étrangère

affaire de presse de la capitale ; on n'y jetait pas l'argent par la fenêtre, le journal avait acquis plusieurs immeubles en plein faubourg Montmartre, et Henri Desgranges mourut en laissant un capital fort copieux. *L'Equipe*, avec un tirage quelque peu supérieur et la même direction, fut obligé de solliciter des appuis et, finalement, se laissa absorber par le groupe du *Parisien Libéré*. Un autre quotidien *L'Œuvre* se défendait fort bien avec une équipe très réduite, son rédacteur en chef, Jean Piot, me disait : « *Il y a un administrateur, ici, qui serait capable de faire distribuer des dividendes à une œuvre de charité* ». Son successeur, *L'Aurore*, malgré l'experte direction du couple israélite Robert Lazurik-Francine Bonitzer, dut passer, écrivit-on, sous le contrôle du *businessman* du textile, et de beaucoup d'autres activités, M. Marcel Boussac ; Robert Lazurik, dit Robert Boni, décédé accidentellement en avril dernier, ne fut jamais un « grand journaliste » quoi qu'en pensèrent ses nécrologistes ; comme Pierre Lazareff, son meilleur titre reste celui « d'animateur de presse », animation qui ne suffit plus pour emplir les caisses d'un journal ayant de lourdes obligations financières.

Traitements somptueux des uns et décisions syndicales des autres, aboutissent à la dépendance outrancière de la publicité bien qu'elle soit plus abondante que jadis et malgré un prix multiplié par 1.000... Il y a peut-être quelque chose qui ne tourne pas rond dans la presse française. Certes, les prix imposés des trusts du papier frisent peut-être le scandale si l'on prête attention aux intégrations dans le capital de bénéfices non distribués de sociétés papetières. Laissons de côté les considérations nettement commerciales qui nous entraîneraient trop loin.

Parfois, il y a d'autres ressources de presse non avouées. Les fonds secrets sont-ils supprimés ? Pas pour tous les journaux en harmonie avec le régime. Il y a aussi d'autres sources, plus ou moins occultes, qui ont l'avantage, comme les fonds secrets, de ne pas figurer dans les déclarations fiscales : les fonds de la propagande étrangère et ceux des congrégations économiques dési-

reuses de campagnes en faveur des intérêts d'une corporation. L'habitude de ces mœurs est très ancienne et elle persiste. Voici une anecdote qui ne remonte qu'à quelques années. Un industriel, fournisseur d'une matière indispensable aux journaux, voulut « m'amuser » en me montrant un chèque assez rondelet. Ce chèque, au nom d'une feuille imprimée, émanait d'une personne touchant intimement une ambassade étrangère à Paris ; le journal trouvant quand même un peu compromettante la figuration de ce chèque dans sa comptabilité, l'avait directement endossé et viré à son fournisseur... « *Ce n'est pas le seul !* » dit en éclatant de rire mon interlocuteur ! Peut-être a-t-on encore le souvenir de la distribution des chèques à la presse par la *Compagnie du Canal de Suez* ? Le seul qui refusa (*Combat*) permit de mettre au jour l'opération alors que la plupart des autres journaux bénéficiaires avaient déjà encaissé, mais ne purent faire autrement que d'imiter leur confrère ! Et nous ne parlons pas des services payés en divers grades rouges, les régimes et la V<sup>e</sup> en particulier « n'honorant » que rarement leurs adversaires. Alors, peut-on vraiment parler de « l'indépendance de la presse » ?

Contrairement à toutes les affirmations plus ou moins intéressées, nous affirmons que la publicité a tué l'indépendance de la presse pour les problèmes d'intérêt général dépendant des grandes sociétés.

Des médecins s'insurgent contre le développement abusif des vêtements en tissus synthétiques, qui déclenchent des allergies chez beaucoup de personnes, et préconisent le retour aux tissus naturels, laine, coton, lin, émetteurs d'ondes bénéfiques pour le corps. Si des journaux se faisaient l'écho de ces attendus, ils verraient disparaître les placards de publicité pour les articles en fibres synthétiques ! Alors, mutisme !

Un médecin australien proclame avec force que les briquets à essence ou à gaz dont le fumeur absorbe des dizaines de milliers de fois la flamme cancérigène, sont bien davantage nocifs à la santé que le tabac. Partir en guerre contre les briquets équivaldrait à la suppression

de la pu  
verses.

Les sp  
des accid  
exigeait  
sévères  
nitures i  
tructeurs  
raient fo  
d'opinion  
organe d  
crainte d

Les sa  
tre l'utili  
les villes  
développ  
ces inqu  
ques pou

Quels  
eaux mi  
détails s  
vient ? L

Bien ente  
dications  
vie !

La Fra  
*Canard L*  
en a très  
du bien  
pouvoirs  
gouverna  
litique »  
nationale  
la S.N.C.  
permis g

Notre  
une natic  
une ving  
nationale  
cher à c

de la publicité abondante pour les marques les plus diverses.

Les spécialistes sont d'accord. Les morts et les blessés des accidents de la route seraient moins nombreux si l'on exigeait des constructeurs des normes de sécurité plus sévères : épaisseur des tôles, pare-chocs efficaces, garnitures intérieures de caoutchouc-mousse, etc... Les constructeurs d'automobiles-boîtes à sardines en série, seraient fort contrits de se trouver devant une campagne d'opinion les obligeant à des frais supplémentaires ; nul organe de presse ne se risque de les indisposer dans la crainte de répercussions sur l'attribution de la publicité...

Les savants, français, belges, allemands, s'élèvent contre l'utilisation intensive de l'essence et du mazout dans les villes, et accordent la prolifération du cancer avec le développement des moteurs à hydrocarbures. Silence à ces inquiétudes de sommités médicales et quêtes publiques pour aider à la lutte contre le cancer.

Quels journaux dénoncent les abus de la brasserie, des eaux minérales, de l'immobilier, etc... dont les prix de détails sont sans relation honnête avec le prix de revient ? La publicité de ces organismes deviendrait rare. Bien entendu, les mêmes journaux soutiendront les revendications de salaires à harmoniser avec la cherté de la vie !

La France est à l'encan ! Quels organes à part le *Canard Enchaîné* (qui vit sans publicité) et *Minute* (qui en a très peu), secouent avec persévérance les ennemis du bien public, les trafics d'influences et les abus de pouvoirs ? On flirte avec l'opposition sans s'aliéner le gouvernant présent ; outre « l'assurance sur l'avenir politique », il y a la publicité des emprunts, des régies nationales, des organismes étatisés... Comment critiquer la S.N.C.F. par exemple lorsque la presse bénéficie de permis gratuits de voyages ?

Notre pays n'est pas, comme chaque citoyen le croit, une nation indépendante ; il est une chasse réservée pour une vingtaine de *lobbies* qui se partagent les activités nationales principales donc les crédits budgétaires. Toucher à ces clubs économique-politiques peut être dange-

reux pour les apports publicitaires. Dans un de mes livres, j'ai expliqué qu'un de mes éditeurs, désirant faire une publicité payante au prix normal dans *Le Figaro* et *L'Auto-Journal* pour un de mes livres sur le pétrole, se vit refuser les insertions, sans motif. Silence pour les comptes rendus des services de presse malgré des amitiés personnelles qui s'excusèrent verbalement en m'assurant que je les « comprenais »... O combien ! Les manœuvres allèrent même beaucoup plus loin pour l'auteur coupable d'agiter une vase complaisante donc complice.

Pour l'indépendance de la presse, il faudra donc modifier le refrain des vertus républicaines. Cette « indépendance » n'est agitée que lorsqu'elle menace un portemonnaie mal conditionné malgré 1.000 % de réévaluation.

Sous l'impulsion de certains milieux, la publicité — tout au moins pour certaines firmes importantes — s'est transformée en moyen d'appui politique ou de solidarité confessionnelle. Commençons par un parallèle concernant deux hebdomadaires politico-littéraires de tirages à peu près équivalents : *Rivarol* et *Le Nouvel Observateur*.

On sait que le premier est qualifié « droite » et pétainiste, et que le second « gauche », serait l'émanation (*Lectures Françaises* et *le Canard Enchaîné* s'en occupèrent) d'un lobby à arrière-fond rothschildien. Dès les premiers numéros, *Le Nouvel Observateur* fut copieusement pourvu de pages publicitaires, y compris celles en faveur de la Régie Renault (directeur et distributeur de la publicité israélites), des avions Dassault (ex-Bloch) etc... Le rythme des apports publicitaires au *Nouvel Observateur* ne se dément pas. *Rivarol*, dont le tirage est, à la réflexion, un peu supérieur à celui de son confrère, ne peut décrocher aucun, absolument aucun, placard de publicité bien que ses lecteurs possédassent un standing d'achat très certainement plus grand que celui des lecteurs du *Nouvel Observateur*. Que déduire si le rôle de la publicité cherche vraiment un rendement commercial ? Cet exemple précis n'est pas exhaustif... et ce n'est pas dans l'hebdo de gauche de M. Jean Daniel (lias Ben-Saïd) que l'on trouvera un déculottage des pétroliers fauteurs de guerres.

Le sp  
M. Hen  
de la pe  
cieuse. I  
nion pu  
1967, la  
d'Israël  
tuiteme  
liens. Pa  
que d'a  
est un  
Coston,  
ganes d  
par des  
raël, se  
sent os  
courage  
Le pr  
posé. N  
les n'ig  
compac  
raient  
s'émut  
Régie I  
pour ét  
souveni  
tains —  
la télév  
tion en  
Elém  
des bu  
Une  
davanta  
sation s  
directiv  
assez t  
sion du  
de dist  
ses sei  
placard

Le spécialiste des problèmes de presse et de finances, M. Henry Coston, auteur du déjà fameux *Dictionnaire de la politique française*, a fait une remarque assez astucieuse. Lors de la tentative de mise en condition de l'opinion publique pendant la guerre israélo-arabe de juin 1967, la presse demeura neutre ou se déchaîna en faveur d'Israël au point de publier sur des pages entières (gratuitement ?) des listes pour pétitions de soutien aux Israéliens. Parmi ces partisans, certains furent spontanés alors que d'autres supputèrent que « le roi de la publicité » est un israélite militant de la cause sioniste. M. Henry Coston, dont les pointages sont sérieux, nota que des organes de presse, jusqu'alors dédaignés et tenus à l'écart par des publicitaires s'étant montrés favorables à Israël, se virent doter de placards de publicité qu'ils n'eussent osé espérer en temps normal. Remerciements ? Encouragements ?

Le problème de la publicité, en France, se trouve ainsi posé. Nous ne généralisons pas, car les tireurs de ficelles n'ignorent pas que s'ils gardaient un écheveau trop compact dans leur vitrine, les soupapes de sécurité finiraient par sauter en provoquant quelque bruit. On s'émut déjà que l'important budget de publicité de la Régie Nationale Renault ait été enlevé à une agence pour être refile à un coreligionnaire. C'est peut-être à ce souvenir que se rattachèrent les appréhensions de certains — pas de tous — pour la publicité de marques à la télévision, nul n'ignorait les coulisses de cette opération en gestation depuis de longs mois.

Elémentaire constatation : qui décide la distribution des budgets de publicité, tient la presse à sa merci.

Une nationalisation de la publicité agirait-elle avec davantage d'honnêteté ? Hélas non ! Qui dit nationalisation suppose fonctionnaires, donc hommes soumis à des directives de haut lieu, donc politiques. Un seul moyen, assez timide, de revenir à une plus salubre compréhension du rôle de la publicité : suppression des agences de distributions de budgets de publicité ; les entreprises seraient astreintes à distribuer elles-mêmes leurs placards de publicité à la presse. Beaucoup pratiquent

ainsi et ne s'en trouvent pas mal. C'est la seule méthode de mettre fin à la pression politique et confessionnelle de la publicité. Demi-mesure, soit, en attendant une idée plus géniale que je ne discerne pas et qui mettrait en même temps un frein aux abus de la publicité facteurs de démagogie, car le temps vient où, la lancinante répétition publicitaire transforme le rêve d'acquérir en obligation de jouir. Les noirs américains sans pouvoir d'achat suffisant, en pillant les boutiques réalisent le but de la publicité : posséder. La publicité est devenue un cas social ; il est donc peut-être imprudent de la laisser devenir un important facteur de sujétion dans des mains trop expertes.

Le non-conformiste, feu Jean Galtier-Boissière, voulait consacrer un numéro de son *Crapouilllot* à la publicité et à ses dessous : « *Je demande à plusieurs de me fournir des textes, me dit-il, cela dure depuis longtemps et personne ne se décide, c'est tout de même fantastique, on dirait que tout le monde a la trouille !* » Ses éventuels collaborateurs pour cette matière, travaillaient, pour certains, dans d'autres journaux et ils savaient que le publicitaire est religieusement écouté par la direction d'un journal... Fait aggravant que J. G.-B. désirait un « chapitre corsé » sur les affaires de M. Bleustein-Blanchet, cet empereur de la publicité qui avait ses grandes et ses petites entrées à l'Elysée. Il faut avoir une fortune comme celle de la famille Smadja pour se permettre d'éditer un quotidien parisien d'opinion — *Combat* — sans trop compter sur des supports publicitaires...

Des sommes consacrées à la publicité en France, environ 40 % vont à la presse, par erreur psychologique semble-t-il, car les journaux trop chargés en publicité sont mal lus. Les annonceurs le savent, mais beaucoup ont la vanité de voir leur marque s'étaler sur des feuilles en vogue. Le rendement publicitaire n'est pas toujours fonction du tirage précisément à cause de la masse confuse des annonces. (Pour les « petites annonces » le problème est différent ; elles sont « l'or en barre » des quotidiens parce que payées comptant et, le plus souvent, en liquide...) Il est évident que, pour l'annonceur,

la télé  
est ca  
nes  
ne le  
tarif  
comme  
coûta  
voici  
pour  
en nu  
encom

La  
car de  
serve  
le pro  
notre  
les in  
la rac  
sans  
Qui a  
presse  
ques.  
à la t  
che q  
non à

Il a  
chaîne  
sesseu  
2<sup>e</sup> cha  
de mi  
cher p  
d'ordr  
frontiè  
allema  
coûter  
çais).

(1) V  
frança



la télévision, dont les prix élevés éviteront l'encombrement, est capable de meilleure rentabilité en ère où les personnes « parcourent » les journaux quotidiens plus qu'ils ne les lisent attentivement parce que trop copieux. Le tarif de la publicité étant fonction du tirage, des hebdomadaires comme *Match* ou *Jours de France* (la page du premier coûtait trois millions anciens pour une seule insertion, voici quelques années déjà) devraient payer les clients pour les emporter car l'abus des pages de publicité, tout en nuisant à l'efficacité, alourdisent un numéro devenant encombrant pour la lecture au lit.

La publicité de marque à la télé ne me dérange pas, car depuis que ma fille a sorti la boîte images de sa réserve (à cause des jeux olympiques), nous consultons le programme avant d'appuyer sur le bouton (1). Pour notre goût, les visions acceptables sont très limitées et les informations moins bonnes et moins complètes qu'à la radio. Puisque la publicité viendra en « interludes » sans couper les émissions, en quoi peut-elle gêner ? Qui a rouspété contre l'insertion de la publicité dans la presse à la « une » et en « manchette » ? Soyons logiques. Enfin, il y a déjà tant de « publicité rédactionnelle » à la télé qu'on peut préférer une propagande plus franche qui, cette fois, profitera aux caisses de l'Office et non à quelques manœuvriers astucieux.

Il avait d'abord été question de créer une troisième chaîne commerciale. On s'aperçut que la moitié des possesseurs de postes n'avaient même pas fait installer la 2<sup>e</sup> chaîne ! Ils attendent la télé en couleur ; une quinzaine de milliers de postes seulement seraient vendus... trop cher pour une mise au point qui reste à faire (un mot d'ordre se répand étrangement : avec l'ouverture des frontières au Marché Commun, le 1<sup>er</sup> juillet, les postes allemands couleur *pal* adaptés au procédé français *secam*, coûteront paraît-il 50 % de moins que les appareils français). Le projet de 3<sup>e</sup> chaîne commerciale fut donc abandonné.

---

(1) Voir *D. O.* n° 66 (novembre 1967) : *La Télévision française.*

donné pour une mobilisation des chaînes ayant déjà un auditoire étendu, donc à rendement publicitaire plus immédiat. (Les humoristes de l'O.R.T.F. prétendent que la troisième chaîne existe depuis longtemps... la chaîne... de solidarité israélite). Après tout, il est préférable d'entendre une publicité qui ose dire son nom que les multiples appels du pied en faveur des jeux offerts en primes, des managers des stations d'hiver, des fabricants de skis et de matériels de camping, voire des armateurs ou de certains théâtres, producteurs de films, écrivains et de « certains » seulement.

Tout pis si la presse doit en souffrir dans ses rentrées publicitaires (ce qui n'est pas prouvé); elle fera peut-être effort pour gagner des lecteurs en les intéressant davantage. La presse a perdu son pouvoir sur la masse; nous en eûmes la preuve lorsqu'en 1957, le plus fort tirage des journaux, *France-Soir*, soutint le « front républicain » de M. Mendès-France. Il en sera de même avec l'O.R.T.F. qui appuya sur le champignon gaulliste pour les élections présidentielles et législatives et n'en retira pas le bénéfice escompté. Les périodiques vraiment indépendants et sans publicité sont encore assez nombreux pour que les lecteurs y trouvent la pâture souhaitée; il n'y a d'ailleurs que cette presse qui peut vraiment s'honorer d'une indépendance réelle.

La grande presse, favorable à la technocratie, aux techniques évoluées, aux centralisations, etc... s'inscrit dans le peloton de tête de l'évolutionnisme. La juste mesure d'Aristote demeura inconnue de snobismes de rédaction qui se voulurent dans le vent. A son tour, elle est victime d'une évolution, au même titre que les mineurs obligés de se reconverter, que les agriculteurs obligés de quitter la terre pour devenir manœuvres citadins. Le jour où la discussion de la publicité à la télé se posa à l'Assemblée Nationale, le jeune et dynamique directeur du quotidien *Sud-Ouest* (un des rares quotidiens français ayant fait peau neuve par un développement de l'information tous azimuts) écrivit un long éditorial sous le titre « Le vrai problème ». Nous ne lui reprochons pas de défendre la manne, nous ne lui reconnaissons pas le droit

d'évoquer  
comme  
taire qu  
rierie si  
direct l  
quotidie  
ciers én  
nages c  
autant  
tuaires  
bre des  
frais gé

Que l  
misère  
citaire  
ris pas  
qu'elle  
entendu  
le mau  
Guy Lu  
diteurs  
sion de

L'ind  
dans ce  
un grel

d'évoquer « l'indépendance de la presse » puisque lui, comme ses confrères dépendent d'un tiers ordre publicitaire qui série les bénéficiaires. Ce journal a une trésorerie si à l'aise qu'il acquit le contrôle de son concurrent direct bordelais, en même temps que celui d'un autre quotidien charentais, ce qui suppose des moyens financiers énormes. Les concours dotés de millions, les patronages d'épreuves sportives, de manifestations diverses, autant de dépenses que l'on pourrait qualifier de somptuaires qui ne provoquent pas une augmentation du nombre des lecteurs, mais qui pèsent lourdement dans les frais généraux.

Que l'on nous laisse donc tranquilles avec l'éventuelle misère de la presse à cause du grignotis du gâteau publicitaire par la télé pour laquelle, on le sait, je ne nourris pas des sentiments chaleureux et n'en nourrirai tant qu'elle ne sera pas épurée d'une bande de m'as-tu-vu-et-entendu dont la suffisance n'a d'égale que la partialité, le mauvais goût, le manque de tact ou la vulgarité. Car Guy Lux, lui, est toujours là ; gageons que beaucoup d'auditeurs préféreraient voir, à sa place, une bonne émission de publicités de marques.

L'indépendance de la presse et de la télévision n'est, dans ce débat, qu'un grelot attaché pour la circonstance, un grelot qui sonne faux.

Pierre FONTAINE.

# Chroniques

## Le Christ était-il juif ?

*Hungarista Mozgalom, Box 125 à Merredin, W.A. (Australie) publie dans son numéro de septembre 1968 un article posant la question : Le Christ était-il juif ?*

Sous ce titre, le rédacteur rappelle un certain nombre de textes peu connus du grand public :

« Houston Stewart Chamberlain dans son livre intitulé *Les Bases du XIX<sup>e</sup> siècle* fut le premier qui, en étudiant les circonstances de l'histoire de l'entrée des Juifs dans l'histoire mondiale, mit en doute que le Christ fût au point de vue racial un Juif authentique. Chamberlain fut le premier écrivain qui arriva à la conclusion que le nom de la Galilée lui-même dérive, en réalité, au point de vue étymologique, de *Gelil Haggoyim*, qui signifie en hébreu *la terre des gentils*, c'est-à-dire *la terre des non Juifs* ou seulement des non Juifs vivaient. Ils étaient facilement distinguables par leur dialecte. « La possibilité que le Christ ne fût pas Juif et même qu'il n'eût pas une seule goutte de sang juif dans les veines est si grande qu'elle est presque voisine de la certitude », écrit-il dans le livre cité, tome I page 256.

La même question fut posée par le grand historien hongrois Ferenc Zajthy dans son livre monumental *Hungarian Millenia*, dans lequel il prouve que les Juifs eux-mêmes avaient les plus grands doutes sur l'origine juive du Christ. Zajthy fait remarquer qu'au VII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, Schalmanecher emmena toute la population de Galilée en captivité et que pas un seul Juif ne fut laissé dans cette région. Des tribus pastorales d'origine scythe furent postérieurement installées comme population dé-

placée  
religion  
saient.  
Les Ju  
bles de  
Fere  
formés  
toujou  
condan  
plice  
mètres  
d'indic  
passag  
s'avanc  
damnés  
donna  
ainsi p  
monté  
du ra  
le sau  
clama  
levé l  
ceux c  
ses m  
pour  
donne  
pas Ju  
cès n  
desce  
les ét  
Dan  
l'écriv  
conqu  
l'ense  
son e  
avait  
marq  
qué l  
leur  
que l

placée dans la province de Galilée, elles y adoptèrent la religion juive, mais comme les Juifs eux-mêmes le disaient, elles vivaient seulement « sous la loi d'Abraham ». Les Juifs ne les ont jamais reconnues comme de véritables descendants de la race sacrée d'Abraham.

Ferenc Zajthy ajoute cette circonstance curieuse. Conformément à l'ancienne loi et coutume juive, il y avait toujours eu parmi les Juifs un moyen d'échapper à une condamnation à mort. Sur la route qui menait au supplice étaient postés en effet des observateurs de cent mètres en cent mètres. La tâche de l'observateur était d'indiquer si quelque témoin nouveau levait le bras au passage du condamné, indiquant par là qu'il désirait s'avancer et apporter son témoignage en faveur du condamné. Lorsqu'un nouveau témoin s'avançait, les lois ordonnaient que le procès fût recommencé et un sursis était ainsi garanti. Il est tout à fait singulier que, pendant la montée de Jésus au calvaire, aucun témoin ne soit sorti du rang pour apporter son témoignage pour lui et ainsi le sauver. Parmi ceux qui l'avaient reçu avec tant d'acclamations les jours précédents, personne n'avait donc levé la main pour témoigner. Personne non plus parmi ceux qui avaient reçu son enseignement et qui avaient vu ses miracles. Il ne se produisit aucun témoin volontaire pour le sauver. Cette circonstance extraordinaire nous donne une preuve presque décisive que le Christ n'était pas Juif. Car, selon les lois de l'état juif, un nouveau procès n'était permis par cette procédure qu'en faveur *des descendants de la race d'Abraham*. Les Goyim, les gentils, les étrangers étaient tous exclus de ce privilège.

Dans le même article, ce journal donne un extrait de l'écrivain hongrois Louis Marschalko dans son livre *Les conquérants du monde*. Cet extrait insiste sur le fait que l'enseignement du Christ était entièrement étranger par son esprit aux tendances et aux instincts que la nature avait placés dans le tempérament juif. Marschalko remarque que la prédication de Jésus a profondément choqué les Juifs, parce qu'ils attendaient du Messie qu'il fût leur « libérateur » en chassant l'occupant romain alors que la prédication de Jésus excluait tout esprit de résis-

tance nationale. Il remarque en outre que l'action de Jésus contre les spéculateurs, les usuriers, les manipulateurs d'or et d'argent était une entreprise qui choquait profondément le tempérament juif ainsi que le respect des Juifs pour les gens qui se sont enrichis. Enfin, la prédication de Jésus choquait profondément tous les nationalistes juifs parce qu'elle était dirigée contre les groupes intellectuels et religieux, Pharisiens, Scribes et Saducéens, qui incarnaient le plus profondément les tendances du nationalisme juif et que d'autre part ses disciples et lui mettaient fin au caractère élu du peuple juif, au contrat qui le liait directement au Créateur et mettait les Gentils, c'est-à-dire les non Juifs, sur le même plan que les Juifs eux-mêmes en ce qui concerne les rapports avec Dieu.

### La Grèce des colonels.

*Dans le n° du 4 octobre 1968 des « NOUVELLES LITTÉRAIRES », nous lisons sous la signature de l'historien Costa de Loverdo, auteur des très progressistes « Maquis rouges dans les Balkans » et « Bataillon sacré » ces lignes qui expliquent le putsch des colonels Grecs.*

« Commençons donc par souligner les évidences que trop de commentateurs négligent. L'Attique ou le Péloponnèse ne sont pas la Seine-et-Oise, ni la banlieue de Copenhague ou d'Oslo. Appliquer aux Grecs des critères autres que les leurs propres, c'est fausser l'analyse. D'exégèse en exégèse, on en vient ensuite à cultiver l'utopie.

« A la base de l'histoire contemporaine de la Grèce, il y a — et il y aura toujours — le problème de maintenir huit millions de Méridionaux effervescents dans les rails de la démocratie. Jadis, leurs ancêtres l'ont inventée, soit ! Mais combien de temps, eux ou leurs successeurs, ont-ils su la pratiquer ?

« Citons Churchill, dont les voies ont traversé celles des Hellènes à l'époque récente encore où le pays, ravagé par la guerre, décimé par la famine, allait de séditions sanglantes en vagues de répression : « Les Grecs de-

meuren  
cessent  
discor

« Or  
ception  
climat.

voit-on

se ma

loi d'a

nissent

le « ga

chie et

La r

ces jo

bonne

et de

peu de

du cer

Qui

à faire

ceux-ci

de Jup

au bai

sur la

lat en

cette p

nale :

Ou bie

leur é

baient

minist

ses ce

sieurs

chypri

sans f

mémo

village

En

se tro

du ter

meurent toujours divisés en de nombreux partis... Ils ne cessent de fomenter éternellement des vengeances, des discordes, des convulsions intestines... »

« On voit mal comment la « démos-cratia », suivant l'acception occidentale du terme, survivrait au sein d'un tel climat. Et le fait est qu'elle ne survit pas. A peine la voit-on naître, l'individualisme forcené du chromosome se manifeste, une pagaille homérique s'installe ; puis, la loi d'action et de réaction intervenant, les populations finissent par accepter n'importe quelle solution — serait-ce le « garde-à-vous » — plutôt que de sombrer dans l'anarchie et la ruine menaçantes. »

La nouvelle Constitution fera l'objet d'un référendum ces jours-ci (29 septembre). Encore conviendrait-il, en bonne logique, qu'elle soit en même temps démocratique et de nature, pour une fois, à durer chez les Grecs. A peu de chose près, diront les sceptiques : la quadrature du cercle !

Qui guérira la propension ancestrale qu'ont les Hellènes à faire de leurs chefs l'objet d'un culte semi-divin ou ceux-ci de leur penchant à se croire sortis de la cuisse de Jupiter ? Combien n'en a-t-on pas vu offrir leur main au baiser des hommes-liges, à l'issue d'un grand discours sur la démocratie ? Ou bien, d'autres, recourir au pugilat en pleine session législative de la Chambre, justifiant cette plaisante définition populaire de l'Assemblée nationale : « L'enceinte de catch la plus animée de Grèce » ? Ou bien, d'autres encore, se surmener tellement à fournir leur électorat personnel en passe-droits qu'ils en tombaient malades d'épuisement ? Comment oublierais-je ce ministre des Affaires étrangères — non des pires, paix à ses cendres — que j'interviewais pour le compte de plusieurs dizaines de millions d'auditeurs, en pleine crise chypriote, et qu'interrompit un vague secrétaire, entré sans frapper, au beau milieu d'une phrase, pour lui remémorer « de faire nommer gendarme le fils Untel, du village de Iarapétra » ?

En résumé, sur le papier, et pour la première fois, on se trouve devant un texte qui cherche à tenir compte du tempérament trublion des Grecs, sans toucher aux

principes démocratiques fondamentaux (1). A présent, beaucoup pensent que, parrainée comme elle l'est par des militaires, la mariée est trop belle pour être pure autant qu'on le déclare. Il n'en reste pas moins vrai que si le nouveau contrat suscite l'assainissement des mœurs ubuesques précitées, les « colonels » pourront inscrire un fameux « tour de force » à leur actif.

D'autant plus que l'Agora ne sera jamais facile à gouverner, au pays où d'aucuns, prenant sans doute le terme d'« arsenal démocratique » au pied de la lettre, rangent les bombes dans la catégorie des arguments dialectiques.

### Représentativité syndicale.

*VIE ET TRAVAIL*, 219, rue Saint-Denis, Paris-2<sup>e</sup>, organe de la C.F.T. donne des renseignements sur la représentativité des « grandes » organisations syndicales :

« Une décisions du Ministre du Travail du 13 mars 1947, parue au *Journal Officiel* du 15 mars, avait considéré que seules pouvaient participer « à l'élaboration des disposition d'une Convention collective les organisations justifiant de 10 % des effectifs syndiqués pour l'ensemble de la branche d'activité considérée ».

« La décision était légère puisque le Ministre du Travail indiquait, en sa circulaire du 4 décembre 1947 « que la stricte application des pourcentages fixés dans cette décision ayant donné lieu à de nombreuses difficultés, la commission supérieure des conventions collectives avait dans sa séance du 13 juin 1947, décidé d'y apporter certains assouplissements » (!).

« Bien mieux, le Ministre du Travail (toujours lui) revenait entièrement sur sa décision du 13 mars 1947, quel-

---

(1) La plupart des articles d'ordre général sont empruntés à la Constitution précédente (1952), votée entre autres par M. Georges Papandréou, et qui frappait déjà les formations staliniennes d'interdit. Cette mesure est reconduite. Pour le reste, pluralité des partis, droits syndicaux, droit de grève à motifs sociaux, etc., ont libre cours.

ques r  
bliés p

« La

« tic

« de

« m

« qu

« m

« D

« Ai

qui se

qui ét

plupar

d'adhé

« Si

vendiq

TOUT

ficent

« dans

taux s

« L'

tres Co

rents

que le

d'elles

**Le Pro**

*Dans*

*organis*

*article*

*dental*

« Ne

le pro

préten

restres

renflou

dernièr

serait

nomiq



ques mois plus tard, en des termes non équivoques publiés par circulaire N° 21/48 du 26 janvier 1948 :

« La décision du 13 mars 1947, relative à la négociation et à la discussion des conventions collectives de travail sur le plan national est devenue *pratiquement inapplicable en raison des critères mathématiques qu'elle comporte et qui aboutiraient actuellement, dans la plupart des cas, A L'ELIMINATION DE TOUTE ORGANISATION SYNDICALE* ».

« Ainsi donc, il y a vingt ans, la C.G.T., par exemple, qui se réclamait de 5 millions 400 mille adhérents (ce qui était sans nul doute faux) ne pouvait pas « dans la plupart des cas », selon le Ministre, se prévaloir de 10 % d'adhérents !

« Si l'on songe qu'actuellement, cette même C.G.T. revendique un nombre de 1 million 900 mille adhérents, TOUT AUSSI FAUX mais déterminé avec le même coefficient multiplicateur, l'on peut en déduire qu'elle ne peut, « dans la plupart des cas » se prévaloir réellement d'un taux supérieur à 3,5 % de syndiqués.

« L'on peut poursuivre le raisonnement pour les autres Centrales syndicales en comparant les chiffres d'adhérents qu'elles annoncent à ceux de la C.G.T., étant admis que le coefficient de bluff est le même pour chacune d'elles ».

### **Le Progressisme occidental.**

Dans Notre Europe, n° de septembre 1968, la F.A.N.E. organisation de jeunes, responsable du bulletin, publie un article de Roland Dubaille sur Le Progressisme occidental :

« Nous opposons notre socialisme réaliste fondé sur le progrès réel de l'Homme au socialisme utopique qui prétend seulement à un nouveau partage des biens terrestres. Nous savons aujourd'hui que le capitalisme a été renfloué par l'extraordinaire progrès technique des 50 dernières années, mais cela ne veut pas dire que tout ne serait pas remis en cause par une gigantesque crise économique.

« Le progrès physique, par le renoncement aux mauvaises habitudes alimentaires, le progrès intellectuel par la sélection biologique organisée faciliteront le passage vers une nouvelle morale opposée aux doctrines de renoncement et de soumission à des mythes. D'une manière générale d'énormes problèmes vont se poser dans 30 ans, peut-être avant, famine et manque d'eau, destruction des bonnes terres par les engrais chimiques (lire « Nous avons brûlé la terre » de Michel REMY, accélération de la mortalité jeunes par cancer et maladies cardio-vasculaires (nourritures chimiques, alcools, etc...).

« Les apprentis sorciers mondialistes préparent des catastrophes en chaîne, tout en prétendant que l'an 2000 sera paradisiaque. Pour arriver à temps et sauver l'essentiel, il faudra toute la force d'un continent uni : l'Europe nationale et progressiste, progressiste dans le sens scientifique que nous venons de définir.

« Dès à présent, dans nos provinces européennes, il faut défendre nos traditions pied à pied, se battre à contre-courant suivant notre éthique, pour un style de vie anticosmopolite, contre une société rétrograde où les tarés sont l'objet de plus de soins que les gens sains, contre des idées obscurantistes condamnées inéluctablement et qui empêchent l'occidental de prendre conscience des périls qui le menacent et surtout des possibilités extraordinaires de la renaissance.

« Le progressisme occidental ne trouvera pas d'allié dans la droite égoïste et fossilisée, prête à se rallier à tous les occupants pourvu que la mangeoire reste à sa portée. Il ne trouvera pas non plus des recrues chez les bureaucrates de la gauche. Seuls des éléments jeunes et libérés des vieilleries trompeuses peuvent se donner corps et âmes dans le combat européen ».

### L'essence.

Le Soleil, organe du Mouvement Jeune Nation, 4 bis, rue Caillaux, Paris (13<sup>e</sup>), rappelle quelques chiffres, toujours bons à remettre en mémoire, empruntés à un article de notre collaborateur Pierre Fontaine dans L'Opinion indépendante d'Agen :

« Sa  
la raff  
pour l

« A  
(zone  
per, sc  
0,032 e

« Le  
purem  
vers, l'

par li  
du pro

avec le  
L'ess

nation

Robert

Jeune  
Paris,  
du livr  
la sign

« Da  
que, to  
et pro

Au-d  
me cha  
l'unité  
déconc

Le Con

Dans  
Belgiqu  
grande  
nique

« Ré  
le Con

« Savez-vous combien coûte l'essence à la sortie de la raffinerie française ? 0,1541 F pour le super et 0,1272 F pour l'ordinaire.

« A 0,1541 viennent se joindre 0,032 de mise en place (zone D) et 0,1092 de marge de distribution pour le super, soit en tout : 0,3133 pour le super et, pour l'ordinaire 0,032 et 0,0902 au total : 0,2314.

« Le super est vendu 1,07 F ; en retranchant les frais purement commerciaux (0,3133) en impôts et taxes divers, l'Etat prélève 0,7567 F par litre de super et 0,7586 F par litre d'ordinaire. C'est-à-dire cinq fois la valeur du produit fini, car il a déjà grignoté le produit brut avec les droits de douane et les impôts de raffineries.

L'essence fournit environ 10 % du budget général de la nation ».

### **Robert Brasillach.**

*Jeune Révolution, 58 bis, rue de la Chaussée d'Antin, Paris, publie dans un numéro récent un compte rendu du livre de Bernard George sur Robert Brasillach sous la signature de Philippe Walden :*

« Dans l'œuvre de Robert Brasillach, conclut le critique, tout est poésie, et il est vain de distinguer entre vers et prose, entre romans et chroniques ou théâtre.

Au-delà de la diversité des genres, c'est toujours le même chant profond que l'on retrouve, et c'est lui qui assure l'unité solide d'un ensemble dont, au premier abord, déconcertent la variété autant que la richesse ».

### **Le Conseil œcuménique d'Upsala.**

*Dans Europe-Magazine du 1<sup>er</sup> au 7 août 1968, publié en Belgique, quelques détails sur un événement dont la grande presse française a peu parlé, le Conseil Œcuménique des Eglises protestantes, réuni à Upsala en Suède.*

« Réuni en Assemblée mondiale à Upsala, en Suède, le Conseil œcuménique des Eglises protestantes s'est

curieusement occupé de tout, sauf des âmes ! Les résolutions qu'il adopta ne diffèrent en rien de celles qu'aurait pu voter une réunion de laïcs athées présidée par Jean-Paul Sartre. Sans doute la phraséologie eût-elle comporté certaines nuances un peu différentes, mais le fond n'aurait guère changé.

« Les vénérables théologiens qui se rencontrèrent là crurent devoir exiger la cessation des bombardements sur le Nord-Vietnam, cette « tarte-à-la-crème » de la propagande communiste, mais la charité chrétienne que l'on devait normalement attendre de la docte assemblée ne lui a fait prononcer aucune parole en faveur des femmes et des enfants sud-vietnamiens assassinés, chaque jour, par les terroristes du Vietcong, et, notamment, sous les aveugles bombardements de Saigon, à la roquette. Deux orateurs demandèrent « un plus juste équilibre » entre les deux belligérants. Ce souci d'objectivité jeta un froid dans l'Assemblée qui, pour oublier très vite pareil scandale, applaudit à tout rompre les trois délégués américains qui proclamaient la culpabilité exclusive de leur pays en guerre.

« Le Conseil décida — bien sûr ! — de proposer la création d'un impôt élevé qui frapperait les peuples blancs au bénéfice du Tiers-monde. Il renouvela son vigoureux appui à l'O.N.U. Il souhaita que fût bientôt levé le blocus américain de Cuba et il appela de tous ses vœux la Révolution qui doit chambarder la Société — la nôtre — même si elle doit prendre une forme violente, en vertu de ce principe qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

Ce lâchez-tout des « vieux » (le nouveau Conseil a 65 ans de moyenne d'âge) ne suffit pas à désarmer les jeunes Turcs qui, significativement, avaient adopté pour mot d'ordre le slogan : « Révolutionnaires de toutes les Eglises, unissez-vous ! »

« Le moment le plus « hot » de ces peu religieuses journées fut constitué par la surprenante intervention de James Baldwin, un nègre américain, qui possède pour toute qualification théologique, une constance à vanter dans ses livres l'homosexualité et l'usage de la drogue.

« Les  
proclan  
non seu  
« Per  
compar  
chael a  
et pito  
midés p  
un air  
présent  
cosmop  
cracher  
« Il  
raciste  
impatie  
peuples  
capable  
« Et  
une lor  
trouva  
dre la v  
avait de  
pure pe  
nier ne  
de mêm  
capables  
« Tou  
sence d  
homosex  
Presse b  
Breitag  
revue d  
régulière  
ressants,  
Le n°  
des deux  
res du l

« Les délégués l'écoutèrent pieusement, tandis qu'il proclamait « la destruction de toute Eglise chrétienne non seulement souhaitable, mais nécessaire ».

« Personne non plus ne haussa les épaules quand il compara insolemment l'agitateur raciste Stokely Carmichael au Christ. Ce fut un spectacle à la fois grotesque et pitoyable que d'observer ces prélats tellement intimidés par le « sens de l'Histoire » qu'ils souriaient avec un air béatement reconnaissant chaque fois que ce représentant de tous les vices, impliqués par la négritude cosmopolite et urbaine, leur faisait la grâce de leur cracher au visage.

« Il n'envoya pas dire aux blancs quel sort, en bon raciste qui se respecte, il leur souhaite. Il se proclama impatient de voir poindre le jour « qui viendra où des peuples de couleur — le Vietnam par exemple — seront capables d'obliger tout l'Occident à rembourser ».

« Et de lancer à la face des délégués : « Et vous avez une longue et sanglante addition à payer ! » Il ne se trouva pas, à Upsala, un seul homme pour faire entendre la voix de la raison et pour rappeler que l'Occident avait déjà dépensé plus de cent milliards de dollars, en pure perte, en faveur du Tiers-monde parce que ce dernier ne veut pas, ou ne peut pas, travailler. Ce n'est tout de même pas notre faute si les nègres ne furent jamais capables d'inventer la roue !

« Tout le monde se tut stupidement à Upsala, en présence de cette leçon de morale donnée par un drogué homosexuel.

### Presse bretonne.

*Bretagne réelle (à 22-Merdrignac) : Cette courageuse revue de notre camarade Jacques Quatrebœufs publie régulièrement des numéros spéciaux. Parmi les plus intéressants, citons :*

*Le n° 237 bis : « Waffen SS d'Occident ». A propos des deux livres de Saint-Loup, Olier Mordrel, un des pères du Nationalisme breton, actuellement exilé en Argen-*

tine, donne son avis sur les combattants de l'Est et rappelle certaines vérités (5 F).

*Le n° 245 bis (4 F) :* « Fédéralisme interne et externe » où l'auteur montre que l'assimilation à tout prix est une erreur car contraire « aux impératifs ethniques ». Si l'Unité de l'Europe est une nécessité, il faut que cette Europe soit « l'Europe des ethnies, des peuples ».

*Le n° 249 (2 F) :* « Socialisme » dont l'auteur est Olier Mordrel. Celui-ci répudie le socialisme de Marx « dont toute l'affectivité reflète la rancune, d'une race modelée par le ghetto » et qui a la « haine de notre propre tradition aryenne ». Si pour Mordrel, le marxisme est « un dogme, et qui plus est, un dogme étranger » il faut recréer un socialisme « où la fraternité raciale sera retrouvée » et où on ne proclamera plus que les « hommes sont intrinsèquement égaux, ce qui est une innocente utopie ».

Alain DE  
démie

Voici u  
public. A  
Contemp  
camper l  
aidant, c

Les 11  
poutine,  
2<sup>e</sup> Guerre  
document  
base d'un

On y a  
De Gaulle  
juin 1940  
sans rais  
dévoile a  
nistre br  
Hitler. A  
agent all  
et Manu  
juif aller  
risme à  
à l'époqu

L'auteur  
de person  
fait « de  
Plus loin,  
(p. 85) a  
vis de la  
une paix  
de Butler

Bien m  
il ne peu  
rage et  
impressio  
reddition

## LES LIVRES DU MOIS

Alain DECAUX, « Nouveaux dossiers secrets », Librairie Académie Perrin.

Voici un ouvrage qui recueillera un grand succès auprès du public. A cause du sujet : des « dossiers secrets » d'Histoire Contemporaine. Grâce à l'auteur qui a un réel talent pour camper les scènes et faire vivre les personnages. Le suspense aidant, ces dossiers se lisent comme un roman.

Les 11 dossiers traités tournent hormis 3 d'entre eux (Raspoutine, l'homme-grenouille Crabb et Kennedy) autour de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale. Pour nous, on apprécie le sérieux de la documentation et surtout le souci d'objectivité, qualités de base d'un historien.

On y apprend des faits peu connus, si ce n'est nouveau : De Gaulle était favorable à l'Union Franco-Britannique, en juin 1940 (p. 91) ; Jean Chiappe fut sans doute « descendu » sans raison par les Italiens et non les Britanniques. Decaux dévoile aussi pourquoi Butler ne devint jamais Premier Ministre britannique : en 1940, il voulait faire la paix avec Hitler. Ailleurs, l'auteur n'exclut pas que Raspoutine fut un agent allemand manipulé par les banquiers juifs Rubinstein et Manus qui étaient en relation avec le fameux banquier juif allemand Warburg : les juifs voulaient abattre le tsarisme à cause de l'antisémitisme si virulent (ouvertement) à l'époque en Russie.

L'auteur ne craint pas d'apporter des pièces à la décharge de personnages décriés. Ainsi, il précise page 62 que Goering fait « des efforts pour éviter le cataclysme » (la guerre). Plus loin, il prouve que la célèbre gigue d'Hitler est un faux (p. 85) avant d'écrire qu'alors le Führer était modéré vis-à-vis de la France (p. 87) car il « préfère la Paix » (p. 88), une paix que l'Europe aurait pu goûter dès 1940 si les efforts de Butler s'étaient concrétisés.

Bien mieux quand Decaux parle de Laval où de Chiappe, il ne peut s'empêcher de cacher sa sympathie pour leur courage et leur sens du devoir et de l'honneur. Il est même impressionné par le courage de Chiappe, tant physique (ex : reddition de Léon Daudet, p. 115) que moral (ex : Procès Mal-

vy). Cela n'exclut pas que l'agent soviétique Sorge soit dépeint également d'une manière favorable.

L'auteur, enfin, s'étend longuement pour dégonfler un mythe : Roosevelt. Cet homme qui déclarait (p. 267) : « Et puisque je suis en train de vous parler, mères et pères, je veux, une fois de plus, vous en donner l'assurance... Vos enfants ne seront pas envoyés au combat dans une guerre étrangère ». Mais en fait, sans doute poussé par son entourage juif, Roosevelt veut que son pays entre en guerre contre l'Axe. Pour cela, il n'hésitera pas à faire massacrer des Américains afin que, dans un effet passionnel son pays s'enflamme. Dans ce but, il repoussera tous les compromis proposés par les Nippons tout en transformant Pearl Harbor en appât : plus Pearl Harbor serait détruit, plus Roosevelt serait ravi. Comme quoi, il n'a pas commencé son rôle néfaste à Yalta.

Decaux traite abondamment la situation de Laval de son départ forcé de Paris à son exécution. Il est dur pour l'Espagne, et surtout Franco et Lequerica. Decaux rappelle les conditions lamentables du procès (au point que De Gaulle ait demandé au très chrétien Teitgen s'il ne fallait pas le recommencer) puis de l'exécution.

Enfin, si l'hypothèse de Decaux quant à l'assassinat de John Kennedy (Oswald était appuyé par un deuxième tueur) peut satisfaire, celle que l'auteur émet sur Katyn (il y a eu deux Katyn, l'un soviétique, l'autre hitlérien) n'est guère convaincante. Au sujet de cette sinistre affaire, avec la plus grande honnêteté intellectuelle, Decaux expose tous les arguments en faveur des deux thèses. Franchement, je dois affirmer que les arguments allemands ont plus de poids. Et le fait que le tribunal de Nuremberg n'ait pas voulu retenir les arguments soviétiques est symptomatique, surtout si l'on se souvient du contexte de l'époque.

Yann BEUZEC

Gilbert HANDACHE, « L'œil de Cao-Daï », Julliard.

C'est le journal de bord d'un grand reporter durant sa captivité par les Viet-Congs, jusqu'à sa libération par les troupes américaines. Ce récit est loin du ton employé par la prisonnière bidon Michèle Ray, qui, il y a quelque temps, défraya la chronique.

Si le héros de cet ouvrage a de la sympathie, à titre personnel, pour quelques-uns de ses gardiens viet-congs, il ne manque pas d'agrémenter ses réflexions de quelques prises de position qui vont faire grincer certaines dents. Il rappelle que les élections, qui ont plébiscité Thieu et Ky, sont

un « sig  
raison d  
aériens,  
ritable,  
de l'avis  
Ngo Din  
et Diem  
probe q  
fantoche  
muniste  
Nhu qu  
(c'est p  
a été d  
(ou mē  
même, s  
licite et  
compre  
reconn  
peut êt  
ambition  
ciens vé

En fa  
contre  
façonne  
tiens de  
intellect  
et aux  
lisation  
« sens  
Après  
Rothsch  
antlame  
Cet c  
a, en pl  
à lire.

GASCA  
Allen

L'his  
origina  
« bonn  
aux pr  
politiqu  
nemen  
du pét



un « signe d'impuissance des révolutionnaires » (p. 20). La raison des pétitions pour imposer l'arrêt des bombardements aériens, est un désir délibéré d'aider, sous un masque charitable, les viet-cong qui craignent par-dessus tout l'efficacité de l'aviation (p. 91). Une évidence est soulignée, sous les Ngo Dinh (Diem et Nhu), il n'y avait pas de trouble (p. 43) et Diem « par son patriotisme méritait mieux que cette opprobre quasi générale » (p. 146). Plus que par les généraux fantoches Khanh, Minh ou autres Thieu, le barrage anticomuniste en Asie du Sud-Est devait être bâti par Diem et Nhu qui semblaient avoir une organisation et une idéologie (c'est pour cela qu'on a crié au fascisme). Mais ce barrage a été dynamité par le funeste Kennedy qui a laissé faire (ou même peut-être plus) l'assassinat des deux frères. De même, si pour les suppôts européens des Viets-Congs, il est licite et normal que le Viet-Nam soit réuni, je voudrais comprendre selon quels arguments les mêmes réclament la reconnaissance de deux (si ce n'est trois) Allemagne. Ce ne peut être au nom de la « liberté de pensée [qui est] une ambition de vieux lettrés, de bonzeries, bonne pour politiciens véreux » (p. 202).

En fait, ce récit, de temps en temps, tourne au réquisitoire contre la France actuelle, telle que la mode essaie de la façonner, et le conformisme à la sauce « Express » ou chrétiens de gauche l'inspirer. Une France où « cette fainéantise intellectuelle, ce besoin morbide de se laisser aller à la pitié et aux larmes marquent la décadence d'un système de civilisation » (p. 200). De même le coup de griffe à ceux que le « sens de l'histoire » assimile à des élites n'est pas tendre. Après avoir lu sans doute le « Nouvel Observateur » des Rothschild ils « signent (p. 113) rageusement des pétitions antiaméricaines ; mais tous rêvent à leurs futures vacances ».

Cet ouvrage, qui ne manque donc pas de qualité de fond, a, en plus, un rythme narratif soutenu, ce qui le rend agréable à lire.

Yann BEUZEC

GASCAR Pierre, « Histoire de la captivité des Français en Allemagne » (1939-45), Gallimard, 1967, 319 pages.

L'histoire vaut ce qu'elle vaut, et du moins son thème est-il original. Quant aux intentions. Il s'agit avant tout de donner « bonne conscience » aux PG et de dénoncer le « chantage aux prisonniers et ce qu'il est permis d'appeler l'annexion politique des prisonniers » (p. 137) effectués par le gouvernement de Vichy. Les PG auraient été les otages politiques du pétainisme dans sa politique intérieure. Quoique délirant

d'antipétainisme, l'ouvrage vaudrait pour cette seule phrase : « La moitié environ des décès survenus parmi les prisonniers, au cours des cinq années de captivité, se produiront entre août 1944 et mai 1945. 24.000 prisonniers trouveront la mort en 8 mois » (p. 276). Quel poids peuvent alors avoir les insinuations ?

F. E.

**CORNU Daniel, « Karl Barth et la politique », Genève, Labor et Fides, 1968, 224 pages.**

On sait l'influence du théologien Karl Barth sur la pensée chrétienne contemporaine. D. Cornu consacre un volume aux implications politiques de cette théologie et en premier lieu à la position radicalement antinazie soutenue par le pasteur dès 1933. Il nous paraît, certes, difficile de concilier national-socialisme et judéo-christianisme, au plan doctrinal en tout cas. Mais on s'étonnera que Karl Barth, après avoir fait d'Hitler l'Antéchrist, accepte si aisément Staline et les persécutions communistes contre « l'Eglise du silence ». Bref, on appréciera à sa juste mesure un « témoignage chrétien » à sens unique, que D. Cornu nous présente avec à-propos.

F. E.

**FREUD S., BULLITT W., « Le président Th. Woodrow Wilson », Albin Michel, 1967, 333 pages.**

Freud entreprend ici un portrait psychanalytique du président Wilson. Disons tout de suite qu'il ne réussit pas à convaincre. La systématisation libidinale ne suffit pas plus à expliquer une personnalité que la systématisation métaphysique ou économique-matérialiste. Par ailleurs, la répétition constante de deux ou trois propositions de base qui se voulaient originales ne peut constituer réellement une étude et n'aboutit qu'à un texte pour intellectuellement faible où le ruminement des thèses répond à celui du chewing-gum du lecteur.

A lire ce travail qui aurait pu être de prestige, on en vient à se demander s'il ne scelle pas en fin de compte la faillite pratique de la psychanalyse freudienne qui joint à l'inélégance du style la vulgarité de l'âme et la pauvreté de l'esprit.

F. E.

ROSTAN  
Jean,

Jour  
d'une c  
sère. L  
présent  
avec ur  
ainsi co  
gnages.  
mineur  
par aill  
a dû ét  
Il n'e  
en Algé  
thèques  
Sainte-

KOURC  
Mont

Profo  
çaises  
littérai  
Alors  
sans u  
rouma  
Cela n  
ses ou  
tures  
tiers  
De n  
attitud  
charne  
tin hér  
par le  
nais et

Il y  
analog  
l'homr  
envoû  
dynarr  
de la  
On  
appel  
tradit

ROSTAGNY R., « La grande Honte », Editions Tour Saint-Jean, 1967, 532 pages.

Journal après journal la liste de tous les événements qui ont fait d'une colonie modèle un bastion de la pouillerie et de la misère. L'absence de tout développement littéraire permet de présenter les faits bruts dans leur accumulation quotidienne avec une sécheresse d'agence de presse : le volume se révèle ainsi comme le moins partial et le plus implacable des témoignages. Une telle somme ne pouvait éviter quelques lacunes mineures dues à l'abondance même de la matière qui interdit par ailleurs de citer toutes les sources : l'aspect scientifique a dû être un peu négligé et l'absence de tables se fait sentir.

Il n'empêche que cette histoire quotidienne « de la rébellion en Algérie française » mérite de figurer dans toutes les bibliothèques publiques ou privées. (En dépôt chez Davin, 48, rue Sainte-Victoire, Marseille).

F. E.

KOUROUMA A., « Les Soleils des indépendances », Presses Montréal, 1968, 170 pages, diffusion Hachette.

Profonde originalité de ce récit auquel la revue *Etudes françaises* a eu la justesse de goût de décerner son premier prix littéraire.

Alors que D. Ewandé s'est avertué à écrire en Français, non sans une certaine verve proprement africaine, Ahmadou Kourouma a délibérément choisi de traduire directement du nègre. Cela nous vaut une langue extrêmement rajeunie, revenue à ses outrances du XVI<sup>e</sup> siècle : l'exactitude littéraire des peintures n'interdit pas un style où la métaphore, d'allure volontiers rabelaisienne, acquiert une dimension toute africaine.

De même, alors que D. Ewandé présente somme toute une attitude négative, Kourouma ne cesse de proposer une réalité charnelle authentique qui accède au rang de valeur : le destin héroïsé d'un souverain africain dépossédé de son royaume par les indépendances, déchu au rang de prolétaire abidjanais et qui n'a de cesse de retrouver la terre de ses ancêtres.

Il y a dans tout le récit un souffle puissant, une vigueur analogue à celle de la sève, une volonté délibérée de replacer l'homme dans son cadre chthonique et cosmique, un mélange envoûtant de détails quotidiens mais charnus et de grandes dynamiques immanentes, une alliance de Garcia Lorca (thème de la stérilité), de Camus et de bien d'autres.

On ne pourra rester insensible à cette condamnation sans appel de la modernité par la simple description des grandes traditions africaines à travers le destin d'un homme. Giono

n'a pas mieux fait sans doute pour la Haute-Provence que Kourouma pour le pays malinké aujourd'hui écartelé entre la dictature guinéenne et la « démocratie » ivoirienne, dont le seul point commun est d'aboutir à la disparition radicale des anciennes structures au profit d'une caricature matérialiste de la société occidentale.

Ce cri de révolte de la vie contre la mort, de l'homme contre la fatalité toute moderne de l'engrenage étatique vaut autant pour l'Afrique que pour l'Europe. C'est pourquoi il faut lire ce récit.

F. E.

**LAURENTIN R., « L'Eglise et les Juifs à Vatican II », Casterman, 128 pages.**

**FAU G., « Le dossier juif : Rome contre les Juifs », Editions rationalistes.**

R. Laurentin s'attache à définir le nouveau statut du Juif dans l'Eglise moderne en retraçant la genèse politico-théologique de la déclaration conciliaire sur les religions non-chrétiennes. Vingt siècles d'antisémitisme chrétien sont donc repudiés. Sans que le judaïsme n'ait eu à renier quoi que ce soit de sa doctrine du « peuple » élu » le catholicisme abandonne sa théorie du « peuple déicide ». Désormais, le seul peuple du globe « collectivement responsable » demeure l'Allemagne... Au fait, rien de plus admissible d'une Eglise dont Pie XI avouait en 1938 : « Nous sommes spirituellement des sémites » Cet ouvrage consciencieux commente admirablement le lent travail de retour aux origines que le catholicisme poursuit actuellement. Mais ce retour en enfance n'est-il pas le meilleur symptôme de la veillesse, voire de la décrépitude, et le prélude de la mort prochaine ?

C'est à ce point qu'interviendra la lecture du second travail, consacré pour moitié aux Juifs dans l'Empire romain : l'auteur doit bien y admettre en partie ce que nous avons résumé ici même (cf. D.O., 1967, n° 65). Du moins la preuve est-elle faite que l'antisémitisme n'a pas attendu le christianisme pour se manifester et qu'il ne cessera pas avec lui. Le deuxième volet entend traiter de l'antisémitisme chrétien jusqu'à nos jours et se détériore rapidement pour déboucher sur un pamphlet philosémite où l'auteur, s'opposant autant au « peuple imaginaire (sic) des Aryens » (p. 206) qu'à l'Etat d'Israël, prône l'assimilation générale des Juifs dans une société planétaire. Bref, rien de moins rationaliste, dans le ton comme dans l'argumentation, que ce texte dont la première partie seule mérite quelque intérêt.

F. E.

COTT  
198  
GIRAF

Le r  
pouvai  
fils dé  
est fo  
blir un  
même  
idéolo

Com  
se sau  
est su  
et à la

quotid

Que  
de se

sont  
micro

sociét  
l'indiv

cisme  
perséc

Son  
doctri

moins  
mais

de l'E

M. W  
de Fr

pointe

Du  
comm

renté

sera  
thème

chréti  
le ma

consi  
logue

le ter

POU  
C'e

tion  
Cont

COTTIER Georges M.-M., « Chrétiens et marxistes », Mame, 198 pages.

GIRARDI J., « Marxisme et christianisme », Desclée, 316 pages.

Le mouvement de retour aux origines du catholicisme ne pouvait manquer de croiser sur son chemin le marxisme, ce fils dénaturé du judéo-christianisme. Dialogue-t-on quand on est fort ? Il est significatif que, l'Eglise ayant renoncé à établir un impérialisme terrestre, le dialogue se noue au moment même où le communisme éclate en rivalités et en factions idéologiques.

Comment concilier un christianisme où tout homme peut se sauver en Jésus-Christ et un marxisme où chaque individu est subordonné à la dialectique du matérialisme historique et à la dictature du prolétariat ? Reste à se situer sur le plan quotidien afin de bâtir ensemble la « terre des hommes ».

Que les doctrines se heurtent n'empêche pas les croyants de se métisser pour donner ces bâtards judéo-chrétiens que sont l'existentialisme, le progressisme, etc., et, par-delà les micro-réalisations officieuses ou officielles, de composer une société universaliste où la nature de l'homme et les droits de l'individu sont constamment bafoués. Tandis que le catholicisme français ne jure que par Roger Garaudy, le marxisme persécute les chrétiens en U.R.S.S. et les assassine à Saïgon.

Somme toute, la difficulté du « dialogue » n'est pas tant doctrinale que politique : un fidéisme (chrétien et marxiste) moins strict aurait aisément raison d'une querelle de mots ; mais les faits demeurent et le dernier vote de la « fille aînée de l'Eglise » prouve assez que les Français ne veulent pas de M. Waldeck-Rochet. Pourquoi faut-il alors que les chrétiens de France, du moins leurs représentants habilités, soient à la pointe du dialogue ?

Du moins ces deux ouvrages peuvent-ils être considérés comme d'excellents prétextes à réflexion sur la difficile parenté idéologique du christianisme et du marxisme et il ne sera pas inutile de les consulter pour voir, après les anathèmes que se lancèrent jadis les deux rivaux, comment des chrétiens de France et d'Italie se représentent aujourd'hui le marxisme. Quitte à s'inquiéter, répétons-le, de l'absence de considérations politiques pourtant indispensables car quel dialogue nouer tant que n'est pas intervenu un cessez-le-feu sur le terrain ?

F. E.

POULET R., « Contre la plèbe », Denoël, 256 pages.

C'est avec un peu de retard qu'il nous faut signaler la parution de l'excellent recueil de Robert Poulet, qui vient après *Contre l'amour* et *Contre la jeunesse*. Enfin un livre non-con-

formiste qui nous change des apologies quotidiennes de la Masse que nous devons subir. Il est impossible de résumer cette suite d'aphorismes et de pensées sur la plèbe, mais une formule suffira à en donner le ton : « Ce qui compte, dans l'homme, c'est la qualité de l'instinct » (p. 217).

L'ouvrage s'achève sur un discours final extrêmement pessimiste qui, après une détente générale, nous fait revenir aux dures réalités. Que faire devant la dictature de la plèbe sinon s'en tenir à l'écart et s'en évader ? Mais pour aller où ? La tentation de l'abstention est générale dans nos milieux. Mais ne pourrait-on pas faire en sorte que les abstentions deviennent une force ?

Il faut quelque optimisme pour lire cet ouvrage sans en sortir découragé. Du moins la maladie est-elle dénoncée avec beaucoup de talent.

F. E.

PARIS R., « Les origines du fascisme », Flammarion, 140 pages.

Le fascisme d'Adoua (1896) au début de la Marche sur Rome (octobre 1922), augmenté de quelques documents. Las, l'auteur vient en droite ligne de la revue « Partisans » (Maspéro éd.) et donc : « Fascisme, nationalisme et futurisme furent également des produits (...) de la société industrielle et, plus précisément, du grand capital ». L'interprétation marxiste est d'autant plus sensible que l'auteur ne cesse de justifier l'attitude des formations italiennes marxistes pendant cette période : le fascisme devient presque un prétexte. L'accent est mis sur les circonstances économiques au détriment de la description historique et de la présentation idéologique. En fin de compte ce petit livre décevra largement le lecteur désireux de se faire une idée rapide mais précise du fascisme, à moins qu'il désire en avoir une idée marxiste, auquel cas il se reportera simplement à l'Histoire du fascisme publiée par le même auteur chez Maspéro.

F. E.

TAVERNIER R., « Saint-Exupéry en procès », P. Belfond, 224 p.

Revel and Cau ont dénoncé il y a quelque temps le « fascisme » de Saint-Ex. Voici le dossier de réhabilitation constitué de textes anciens ou nouveaux. L'admiration n'est pas unanime. Tous déplorent que Saint-Ex. se soit fourvoyé à écrire « Citadelle » mais l'accord parvient à se faire dès qu'il s'agit de prouver que rien dans l'homme ou dans l'œuvre ne

justifi  
essen  
des «  
méri  
de d

LAFF

De  
rienc  
Beau  
texte  
teur

Pol

toute

évène

croya

de l'i

d'hui

l'arm

mais

Ma

organ

FLN

de m

Sar

dans

en Al

nous

plus

M. L

quera

franç

les b

Le

pas s

justifie cette « injure ». Bref, une sorte d'exorcisme destiné essentiellement à redonner à Saint-Ex. une virginité aux yeux des « intellectuels de gauche », exorcisme qui a du moins le mérite de rendre Saint-Ex. d'actualité... même pour les « gens de droite ».

F. E.

**LAFFONT P., « L'expiation », Plon, 349 pages.**

De 1954 à 1963, l'histoire de l'Algérie vue à travers l'expérience personnelle de l'ancien directeur de l'Echo d'Oran. Beaucoup de faits connus évidemment. Mais également le texte des deux interviews accordées par M. de Gaulle à l'auteur en 59 et en 60.

Politiquement, une ligne extrêmement modérée et somme toute déplorable. Non seulement l'auteur n'a cessé, durant les événements de freiner les réactions de ses compatriotes, croyant que M. de Gaulle parviendrait à sortir les Pieds Noirs de l'impasse où il les avait conduit, mais il continue aujourd'hui à s'en prendre à une OAS, exclusivement dirigée par l'armée et les métropolitains, qui aurait non seulement échoué mais aggravé le sort des Pieds Noirs revenus en France.

Mais qu'aurait-il fait si c'était à refaire ? Eh bien, il aurait organisé des manifestations non-violentes. Autrement dit, le FLN aurait mitraillé des manifestants aux mains nues au lieu de mitrailler les baigneurs sur les plages.

Sans doute est-ce le rôle d'intermédiaire joué par M. Laffont dans le décrochage de l'OAS d'Oran qui lui a permis de rester en Algérie jusqu'en 1963. L'image de l'Algérie décolonisée qu'il nous présente n'en est pas pour autant indulgente. Raison de plus pour déplorer, après une analyse générale juste, de voir M. Laffont s'obstiner à des condamnations politiques qui risqueraient de faire regretter à ceux qui ont défendu l'Algérie française de n'avoir tant sacrifié que pour être rejetés par les bénéficiaires mêmes de ce combat.

Le titre même de cet ouvrage, *L'expiation* (de quoi ?), n'est-il pas significatif ?

F. E.

# La Réforme de l'Enseignement

Il est trop tôt pour traiter des problèmes de l'enseignement. Nous le ferons peut-être prochainement dans un numéro spécial. Nous ne pouvons pour l'instant que dégager très brièvement les principes de ce qu'on appelle la réforme de l'enseignement. Selon notre point de vue, du moins, ces principes se dégagent ainsi :

1° Comme dans l'affaire d'Algérie, le régime a pratiqué le principe de la fuite en avant. Alors que des élections à caractère plébiscitaire avaient condamné nettement le désordre des mouvements gauchistes étudiants, on aboutit à cette situation paradoxale que les groupes gauchistes vaincus dans l'épreuve électorale imposent néanmoins leurs solutions en raison de la faiblesse du gouvernement et de son désir de se dépêtrer à tout prix des difficultés, exactement comme dans l'affaire d'Algérie. Les élections n'ayant rien changé aux difficultés elles-mêmes, le gouvernement pratique une politique de fuite, à la fois devant le chômage des jeunes en les engloutissant dans des écoles, devant l'émeute en cédant sur ses principales revendications (ce qui n'empêchera pas les barricades de recommencer), enfin devant les problèmes en cherchant des solutions de facilité qui esquivent en tous les domaines les questions qui se posaient.

2° La réforme consiste, dans ses grandes lignes, à présenter le schéma d'une fausse démocratisation, caractérisée d'une part par le transfert du personnel et des méthodes du primaire dans le secondaire, ensuite par le transfert du personnel et des méthodes du secondaire dans l'enseignement supérieur. Ce n'est nullement la réalisation de la démocratisation totale demandée par les groupes d'étudiants gauchistes (d'ailleurs absurde et impossible) puisque les sélections sont maintenues. Mais en échange, c'est une double démolition, démolition du secondaire et du supérieur, qui aura pour résultat la démonétisation des diplômes. Loin d'être une victoire de la démocratisation, cette dévaluation des diplômes ne peut

débou  
tuts p  
gneme  
les p  
mie d  
on en  
puisqu  
grades

3° C  
tion c  
qu'elle

Le p  
pline  
dre in  
chie, e  
de ma  
perpét  
logiqu  
sultat  
indépe  
de pol  
lice n'  
la réfo  
coups  
électio  
mesur  
elle pe  
dée su  
étudian

L'int  
second  
memer  
giques  
connus  
d'une  
rades  
format  
rons d  
des en  
sacrée



déboucher que sur une victoire à long terme des instituts privés d'enseignement supérieur ainsi que de l'enseignement privé en général et des grandes écoles qui seules présenteront un label de qualité. Quant à l'autonomie des Universités, c'est une idée intéressante à laquelle on enlève toutefois une bonne part de sa signification puisqu'on n'abolit pas le monopole de la collation des grades.

3° Ce qu'on peut entrevoir dès maintenant de l'application de la réforme universitaire, ce sont les dangers qu'elle comporte.

Le premier d'entre tous est la destruction de la discipline intérieure des établissements qui risque de rendre impossibles tout travail et toute autorité. Cette anarchie, extravagante dans l'enseignement secondaire, risque de maintenir dans l'enseignement supérieur un climat perpétuel de terrorisme syndical et de contestation. La logique de l'autonomie des universités, ayant pour résultat de faire des universités autant de petits Etats indépendants, aurait dû amener à concevoir la création de polices propres des universités autonomes. Cette police n'existant pas et étant refusée par l'esprit même de la réforme, l'ordre et la liberté risquent d'être assurés à coups de matraque. La fixation d'un quorum pour les élections des représentants des étudiants est la seule mesure heureuse qu'on ait proposée dans ce désordre : elle peut avoir pour résultat une certaine tolérance fondée sur le désir de ne pas trop effaroucher la masse des étudiants.

L'introduction de la politique dans les établissements secondaires et dans les universités est une mesure extrêmement grave dont les conséquences risquent d'être tragiques. Bornons-nous à rappeler les drames les plus connus : avant la guerre, lynchage du petit Gignoux, élève d'une école primaire âgé de sept ans tué par des camarades plus âgés parce que son père était inscrit à une formation politique. Pendant la guerre, tuerie de Voirons dans l'Isère où une famille de professeur, comprenant des enfants de six mois à quatre ans, fut entièrement massacrée par de jeunes élèves qui faisaient de la politique.

A la libération, incidents dramatiques du Lycée du Parc à Lyon où deux élèves furent pendus dans la cour de l'école par leurs camarades eux-mêmes. Il est évident que dans des établissements sans discipline et dans des universités sans police intérieure, on risque de s'exposer à chaque instant à des crises passionnelles qui peuvent entraîner des tragédies aussi effroyables. Au minimum, l'introduction de la politique dans les universités risque d'amener à nouveau ce terrorisme syndical dont on a vu les résultats au mois de mai.

En revanche, toutes les réformes innombrables et sérieuses qui étaient à accomplir, à commencer par la réforme du baccalauréat et de l'abus des examens et concours à tous les échelons de la vie scolaire ont été systématiquement esquivées, les initiatives les plus saugrenues ont été adoptées au hasard dans un climat de désordre et sans même qu'on se donne la peine de vérifier si elles étaient applicables.

Nous allons vers l'Université rêvée par les groupements gauchistes, c'est-à-dire une Université où seule l'expression des thèses marxistes serait tolérée, aussi bien dans l'enseignement que dans la soi-disant information politique, et dans laquelle les grades ne seraient plus conférés en raison de la compétence ou des connaissances des étudiants mais en fonction de leur adhésion aux tendances marxisantes.

L'unanimité du vote de la réforme à la Chambre prouve essentiellement la démission générale et l'impréparation de tous devant les problèmes graves qui ont été ainsi brusquement posés. Personne n'a d'idées sur la réforme universitaire parce que personne n'a d'idées sur la structure de la société future et parce que personne n'ose s'écarter des idées chimériques qui empêchent toute répartition raisonnable des fonctions et des responsabilités dans une société normalement hiérarchisée.

D. O.

---

*Le gérant* : Maurice BARDECHE  
 Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux  
 N° D'IMPRIMEUR : 842

Il  
 M. P.

qui s  
 des p  
 porai

Pier  
 pages  
 monta

« N  
 et sor

Nou  
 se lèv

place  
 terait,

mome  
 La  
 bles,

venus  
 la réu  
 ont d

contin  
 fut le  
 L'As  
 Amis

rassen  
 Mai

besoin  
 pour  
 je vou

annive  
 sa me

L'ASSOCIATION DES « AMIS DE  
ROBERT BRASILLACH »

Il y aura vingt ans cette année que notre président,  
M. Pierre Favre, a fondé, à Lausanne,

*l'Association des Amis de Robert Brasillach,*  
qui s'est vouée au service de l'œuvre et du souvenir d'un  
des plus grands écrivains et poètes de la France contem-  
poraine.

Pierre Favre et ses amis ne voulaient pas que tant de  
pages admirables demeurent inconnues de la génération  
montante, victimes de la consigne du silence.

« Nous ne voulions pas qu'on oublie Robert Brasillach  
et son attitude devant la mort ».

Nous savions que, peu à peu, si nous y aidions, le voile  
se lèverait, que l'homme et l'œuvre reprendraient leur  
place parmi les premières, que Robert Brasillach susci-  
terait, par delà les opinions et prises de position sur un  
moment de la vie française, un front de l'amitié.

La réédition de précieux volumes, longtemps introuva-  
bles, l'adhésion d'un millier d'amis de Robert Brasillach  
venus de tous les pays, représentant des idéaux divers,  
la réunion de documents, témoignages et souvenirs, nous  
ont donné raison : Robert Brasillach, vivant et présent,  
continue à enrichir spirituellement la génération dont il  
fut le témoin et celle qui fait la relève.

L'Association a déjà publié dix substantiels *Cahiers des  
Amis de Robert Brasillach*, de haute valeur littéraire, qui  
rassemblent une abondante et précieuse documentation.

Mais c'est surtout *de votre adhésion* que nous avons  
besoin, car nous ne sommes pas encore assez nombreux  
pour réaliser les vœux de tous ceux qui nous aident et  
je voudrais apporter à notre fondateur, pour ce vingtième  
anniversaire, la relève nécessaire à l'épanouissement de  
sa merveilleuse entreprise.

Ecrire pour renseignements et adhésions à  
M<sup>me</sup> L. Legastelois, 13, rue des Montibœufs,  
PARIS (20<sup>e</sup>) — C.C.P. Paris 9245.65



*Vient de paraître*

*Le TOME 4*

**de la grande édition  
des œuvres complètes**

**de BALZAC**

**édition établie par**

**Maurice BARDÈCHE**

Encore en souscription

**AU CLUB DE L'HONNÊTE HOMME**

32, rue Rousselet, Paris-VII<sup>e</sup>

734-16-05

(Larges facilités de règlements)

(Documentation gratuite sur demande)

